

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Par le fait que nous avons dû consacrer à des questions brûlantes toutes les colonnes de ce numéro de la Fédération Balkanique, nous sommes dans l'obligation de remettre la suite de notre ENQUETE à notre prochain numéro.

## La question albanaise

### UNE IMPORTANTE DÉCLARATION DES LEADERS ALBANAIS

Le 24 avril dernier a été lancée une Proclamation des Comités Albanais de l'Emancipation Nationale et de la Libération de Cossovo, qui constitue un tournant historique dans le mouvement albanais de libération, nous pouvons même dire : dans le mouvement balkanique de libération. C'est pour la première fois dans les dernières années que les leaders les plus autorisés du mouvement national albanais de libération se présentent publiquement devant le peuple albanais et l'opinion progressive et les masses travailleuses de l'Europe et, après avoir exposé la vraie situation de l'Albanie et du peuple albanais tout entier et le rôle et les intrigues des gouvernements balkaniques réactionnaires et impérialistes et de leurs protecteurs de l'Europe occidentale — et leur récit est tout-à-fait navrant —, forment hautement leurs revendications, montrent le seul chemin qui peut les conduire aux buts qu'ils se sont posés. C'est pour la première fois depuis des années qu'ils s'adressent aux masses travailleuses, et à la jeunesse et aux intellectuels albanais pour leur montrer le vrai et unique chemin de la libération du peuple opprimé et martyrisé.

Cette Déclaration est un formidable réquisitoire contre les impérialistes balkaniques et contre leurs protecteurs de l'Europe occidentale, à la tête desquels se trouvent les impérialistes anglais et italiens. Elle montre d'une façon éclatante, preuves en main, qu'en Albanie sévit le brigandage le plus éhonté des puissances européennes qui, se servant d'Ahmed Zogou, de ce bourreau du peuple albanais, comme de leur condottieri stipendié, cherchent à s'assurer d'abord l'exploitation des richesses nationales, et ensuite la conquête définitive du pays. Elle montre aussi quel grand danger cette politique impérialiste porte en elle pour tous les pays balkaniques, pour tous les peuples des Balkans. Elle nous montre combien imminente est ce danger de guerre qui doit sortir de cette politique effrénée des puissances impérialistes.

Dans cette Déclaration, les deux Comités signataires, pleins de confiance en l'avenir et en le triomphe proche de leurs revendications et de leurs idéals, s'adressent aux larges masses albanaises et les invitent à un travail méthodique et fondamental, à une énergique organisation et préparation pour la lutte solide. Elle relève que, seules et isolées, ces masses ne peuvent pas tenir tête à leurs nombreux et puissants ennemis, et elle leur montre que ce n'est que liées étroitement aux différents mouvements de libération des peuples opprimés balkaniques et des facteurs progressifs internationaux que le mouvement albanais pourra compter sur la réalisation de l'idéal du peuple : la libération effective de l'Albanie. Et pour mieux faire ressortir les alliés et les amis, la Déclaration les indique nommément : les organisations balkaniques nationales du mouvement de libération, les masses travailleuses de l'Angleterre, de l'Italie, et de l'Europe en général, celles des Balkans, les peuples déjà libérés ou en train de se libérer, les partisans des idées avancées de tous les pays. Comme dans différentes occasions, et surtout depuis ces dernières trois années, il y eut des Albanais qui se sont battus, qui ont versé leur sang pour des causes étrangères, la Déclaration les met en garde de

ne plus se laisser entraîner à des insurrections aventureuses, fomentées par les ennemis du peuple albanais.

Les revendications que la Déclaration formule peuvent être résumées en les points suivants :

libération de la domination étrangère ;

instauration d'une république qui englobera tout le territoire albanais, et union de cette république avec les autres républiques nationales balkaniques en une Fédération Balkanique ;

le pouvoir politique doit appartenir au peuple travailleur, la terre aux paysans et non aux beys féodaux, instruments de la domination étrangère.

Pour réaliser ces buts, les signataires de la Déclaration comptent sur les masses travailleuses, sur la jeunesse, sur les intellectuels albanais, dont ils sont les interprètes. Ils comptent sur les peuples balkaniques dont les intérêts en ce qui concerne leur domination et leur exploitation par les impérialistes étrangers sont identiques à ceux du peuple albanais. Ils comptent sur les éléments et les organisations démocratiques, pacifistes et anti-impérialistes des peuples européens.

Les idées et les conceptions qui sont exposées et défendues dans cette Déclaration ont toujours trouvé une expression vigoureuse dans les colonnes de ce journal. Nous avons toujours relevé la politique réactionnaire impérialiste des gouvernements sanguinaires fascistes d'aujourd'hui dans les Balkans et montré le rôle néfaste et criminel que les impérialismes occidentaux européens, et leur instrument la Société des Nations, ont joué dans la vie des peuples de la Péninsule. Notre joie est très grande de ce que de mêmes efforts sont déployés par l'élite du peuple albanais. Nous disons l'élite du peuple albanais, car cette Déclaration est signée par l'évêque Fan S. Noli, ancien président du conseil albanais, l'une des figures les plus éminentes et les plus sympathiques du monde politique et littéraire albanais, balkanique, et par ses amis Lano Borshi, notre confrère Dr Omer Nishani, Konstantin Boshnjak, Dr Nush Bushatti, capitaine Aziz Tehami — pour le Comité de l'Emancipation Nationale ; et Bédri Péyani, Kiamil Balla, et le commandant Ibrahim Jakova — pour le Comité de la Libération de Cossovo, tous des éminents combattants pour la libération du peuple albanais, des anciens députés, publicistes, journalistes des hommes qui ont occupé de hautes fonctions, des personnalités qui jouissent de la confiance absolue des masses albanaises.

Cette Déclaration donnera une grande impulsion au mouvement albanais de libération, serrera les rangs des militants, renforcera la lutte des masses populaires albanaises contre le régime sanglant de la dictature d'Ahmed Zogou et contre l'impérialisme occidental. Elle aura sa répercussion dans les mouvements nationaux des autres peuples balkaniques. Elle encouragera ceux de ces peuples qui ont déjà des mouvements organisés, à lutter avec plus d'énergie encore pour arriver à leurs buts — elle encouragera ceux qui ne sont pas encore organisés à la lutte, à hâter leur organisation et à mener le combat en unisson avec les autres mouvements nationaux balkaniques.

*En publiant cette Déclaration, qui représente un pas de plus, et des plus précieux, vers l'union des efforts des peuples balkaniques opprimés qui veulent se libérer des jougs qui les étouffent tous, nous sentons que le jour approche toujours davantage où le but poursuivi par nous tous sera enfin atteint.*

*Nous aussi disons, avec cette Déclaration, que le jour de l'émancipation du peuple albanais, de tous les peuples opprimés des Balkans, n'est pas loin. Ce jour arrive, à pas sûrs; et les peuples balkaniques eux aussi auront bientôt leurs propres destinées en leurs propres mains.*

*Et alors, les Balkans cesseront d'être un foyer de troubles, de guerres, pour devenir un foyer de prospérité et de paix, pour le plus grand bien des peuples balkaniques, et des peuples européens.*

La Rédaction

## Déclaration

Albanais !

Ceux des nationalistes qui depuis longtemps ont proclamé que la suppression de la caste des beys féodaux — seigneurs terriens médiévaux — est le premier pas vers l'émancipation de notre peuple, ont eu complètement raison. Les dernières deux années du régime des beys féodaux, avec Ahmed Zogou à leur tête, l'ont prouvé d'une manière irréfutable. Au cours de ces deux années, l'Albanie indépendante, créée à la suite de tant de luttes et de sacrifices, est tombée à nouveau dans la servitude politique et économique la plus terrible qu'elle ait jamais connue dans son histoire.

Ci-dessous nous énumérons les calamités qu'ont fait subir à notre peuple les beys féodaux, instruments habituels de la domination étrangère.

En 1924, une armée yougoslave, avec le concours des gouvernements italien et grec et sous les auspices de l'Angleterre, envahit l'Albanie et lui imposa le régime des beys féodaux, avec Ahmed Zogou comme président, M. Nmtchitch, qui était alors ministre des affaires étrangères de Yougoslavie, vient d'admettre publiquement dans une interview publiée dans le journal français *Le Matin* du 16 février 1927, que c'était le gouvernement de Belgrade qui a organisé et financé cette invasion étrangère, pour le compte de nos beys féodaux.

En revanche de l'appui yougoslave, le gouvernement des beys féodaux a cédé à la Yougoslavie les régions de St. Naoum et de Vermosh, déjà assignées à l'Albanie.

Pour la même raison, le gouvernement des beys féodaux a accordé à la Grèce la protection de l'Église orthodoxe autocephale albanaise, ainsi que le droit de fonder des écoles grecques dans les communes orthodoxes de race et de langue albanaises. Par cet acte, le gouvernement des beys féodaux a donné à la Grèce les moyens les plus efficaces de gréviser l'Albanie Méridionale et de s'en emparer à la première occasion.

Quant à l'Italie et à l'Angleterre, le gouvernement des beys féodaux leur a cédé les richesses nationales en imposant à notre peuple le joug économique des étrangers. L'Angleterre a obtenu la concession du pétrole à des conditions scandaleuses. L'Italie a obtenu, entre autres, la concession de la « Banque Nationale », l'émission de l'emprunt de 50.000.000 francs or et le droit de coloniser l'Albanie. Au moyen de la « Banque Nationale », l'Italie s'est emparé entièrement de la vie économique de notre pays. Au moyen de l'émission de l'emprunt de 50.000.000 francs or, que l'Etat albanais n'a pas encaissé et qu'il n'encaissera jamais, l'Italie percevra à titre d'intérêts et d'amortissement un tribut annuel de plus de 7.000.000 de francs or pendant 40 ans. Comme l'Etat albanais, dont les revenus n'excèdent pas la somme de 16.000.000 de francs or, n'est pas à même de payer cette somme, elle grèvera chaque année le budget de déficits. Ainsi, l'Etat albanais, qui n'avait pas de dettes, se trouve asservi financièrement pour une longue période. Au moyen du droit de la colonisation, l'Italie pourra dans un proche avenir s'accaparer de toutes les terres fertiles de notre pays et y faire installer quelques millions d'Italiens, mettant ainsi les Albanais en minorité dans leur propre pays et les réduisant à l'état de servage.

Pour briser toute résistance du peuple contre ces actes de haute trahison, Ahmed Zogou a instauré un régime de terreur des plus barbares. Il a assassiné, exilé ou interné les patriotes et les intellectuels qui avaient créé l'Albanie indépendante. Il a supprimé toutes les libertés constitutionnelles : liberté de presse, de réunion et de parole. Il a substitué aux forces armées régulières nationalistes des hordes de mercenaires et de criminels qui martyrisent et pillent le peuple. Il a désorganisé l'administration du pays, en la confiant aux éléments les plus corrompus. Il a désorganisé les tribunaux par des juges dont la mission consiste à condamner à mort ou à la prison tous les adversaires du régime des beys féodaux. Il a dissout toutes les organisations nationales, y compris les sociétés de bienfaisance des femmes. Enfin, par une armée d'espions, il a répandu la terreur de manière que personne n'ose élever la voix contre les actes arbitraires des autorités.

Pour payer les mercenaires et les espions, le gouvernement des beys féodaux dépense par année plus que la moitié des revenus de l'Etat. D'autre part, les autorités corrompues et le président de la

République lui-même pillent les fonds publics et la caisse de l'Etat. L'exemple de Mufid bey Libohova est caractéristique : il était criblé de dettes ; cependant, après une courte période ministérielle dans le cabinet d'Ahmed Zogou en 1925, non seulement il a payé toutes ses dettes, mais il a laissé à ses héritiers une fortune de plusieurs millions, déposée dans les banques italiennes ; une enquête parlementaire, pour jeter de la poudre aux yeux, a établi qu'il était coupable de malversation, de vol et de haute trahison ; mais il n'a jamais été mis en accusation, parce qu'il a menacé de prouver avec des documents la complicité du président de la République et de ses collègues ministériels. Par surcroît, la contrebande, patronnée par le président de la République lui-même, qui en tire des profits énormes, réduit à moitié les recettes douanières. Il en résulte que le budget n'est jamais équilibré et qu'il y a chaque année un nouveau déficit de plusieurs millions de francs or s'ajoutant au déficit de l'année écoulée.

L'indignation du peuple à la suite des actes précités, est arrivé à son comble, Ahmed Zogou et ses beys féodaux ont reconnu qu'ils ne pourraient tenir tête à une insurrection générale contre leur régime. Pour la prévenir, ils se sont servis du prétexte de l'insurrection locale de novembre dernier et ont signé le pacte de Tirana, qui impose à l'Albanie le protectorat italien et fortifie leur régime aux dépens du peuple travailleur, opprimé et exploité.

Voilà comment le peuple albanais, après avoir perdu son indépendance économique, vient de perdre son indépendance politique au cours des deux années de régime féodal.

Ce qui est pire encore, c'est que, étant donné que ce pacte constitue la première étape de la pénétration de l'Italie dans les Balkans, l'Albanie a été transformée en un champ de bataille entre l'impérialisme italien et l'impérialisme serbe. Le conflit récent italo-yougoslave en a donné des preuves éclatantes. Mené à présent par des armes diplomatiques, ce conflit menace tôt ou tard d'aboutir à un conflit armé et de noyer l'Albanie dans le sang et le feu.

Le régime sanglant des beys féodaux, à lui seul, n'aurait pu se maintenir longtemps, s'il n'était pas activement appuyé par l'Angleterre impérialiste, par l'Italie fasciste ainsi que par les militaristes serbes et grecs, dont il favorise les visées et la politique, toujours hostiles au peuple albanais et à son indépendance nationale : l'Angleterre conservatrice, qui domine à présent la politique de l'Europe occidentale, a ourdi l'invasion de l'Albanie en 1924, a prêté ensuite son appui au régime des beys féodaux, et a fini par accorder main libre à l'Italie non seulement en Albanie, mais dans toute la péninsule balkanique afin de s'en assurer la collaboration dans les Balkans et dans l'Extrême Orient.

L'Italie, depuis 1912, a eu pour but de s'emparer de l'Albanie, et elle a profité de toute occasion pour réaliser ce but. Nous en avons des preuves documentées dans les traités secrets de la guerre mondiale et dans les accords conclus ouvertement à Versailles pendant la Conférence de la paix. Cette politique a été adoptée et poursuivie avec plus d'énergie encore par l'Italie fasciste, qui a réussi à obtenir plus que les gouvernements précédents n'avaient rêvé. Elle a déjà fait de l'Albanie un protectorat, et elle n'attend que la première occasion pour l'occuper militairement et pour la transformer en une colonie italienne. Après avoir fortifié sa position en Albanie, l'Italie sans doute s'en servira comme base et instrument pour établir son hégémonie dans les Balkans.

Les militaristes serbes, avant la guerre mondiale, ont été les partisans les plus fanatiques du démembrement de l'Albanie et de l'extermination de la race albanaise. Non contents de l'annexion des régions albanaises, dont la population dépasse en nombre celle de l'Albanie libre, ils ont tout fait pour empêcher la consolidation de la petite patrie albanaise amputée, qui a été reconnue par les grandes puissances comme Etat indépendant. Pendant et après le traité de Versailles, les militaristes serbes, tout en nous inondant de belles phrases sur l'indépendance albanaise, n'ont pas moins poursuivi en réalité leur vieille politique dans le but d'annexer encore d'autres parcelles de territoires albanais et de faire disparaître les minorités albanaises qui avaient eu le malheur de tomber sous leur joug. A cette fin, ils ont organisé systématiquement des incursions de bandes dans notre territoire depuis 1920 jusqu'en 1924, année fatale dans laquelle, par une invasion en grand style, ils ont pu imposer au peuple albanais le régime de terreur d'Ahmed Zogou et annexer, entre autres, les régions de St. Naoum et de Vermosh. En même temps, ils ont organisé des massacres systématiques à Plava, Goussigné, Ipek, Prishtina, Mitrovitza, Vuchitrine, Hoti e Grouda — régions albanaises annexées par la Yougoslavie — où trouvèrent une mort cruelle des milliers d'Albanais, y compris des femmes et des enfants. Et maintenant que leur politique aussi odieuse que stupide a abouti au protectorat italien sur l'Albanie, ils ont de nouveau recommencé à nous servir des phrases, en proclamant les principes de l'indépendance albanaise et du « les Balkans aux Balkaniques ». Aucun Albanais ne sera assez naïf pour se laisser duper par ces effusions. En attendant des preuves tangibles de leur sincérité, nous sommes justifiés à croire que leur politique à l'égard du peuple albanais demeure la même et qu'elle se résume ainsi : protectorat serbe sur l'Albanie comme maximum et démembrement de l'Albanie comme minimum.

La politique de la Grèce ne diffère pas trop de la politique des militaristes serbes. Après avoir arraché à l'Albanie des régions

importantes en 1913, la Grèce s'efforce à présent de gréciser l'Albanie Méridionale au moyen des écoles et des églises grecques dans le but de s'en emparer à la première occasion. De plus, elle se sert de tous les moyens pour forcer les minorités albanaises à s'expatrier.

La Société des Nations, qui a assumé la protection des minorités, non seulement n'a pris aucune mesure sérieuse pour assurer les droits des minorités albanaises en Yougoslavie et en Grèce, mais elle n'a pu même empêcher leur extermination et leur expatriation forcée. Cette institution internationale, qui a prétendu et prétend encore défendre les nations faisant partie d'elle, a abandonné l'Albanie aux moments critiques de l'invasion des militaristes serbes, en 1924, ainsi que pendant la conclusion du pacte de Tirana en 1926. L'Albanie, ayant perdu son indépendance politique et économique, est actuellement en train de devenir par le pacte de Tirana une colonie italienne. Et pourtant, la Société des Nations, qui est tenue par son propre pacte de protéger l'Albanie comme son membre, non seulement garde un silence équivoque, mais aussi elle légalise ces actes de brigandage international, *actes qui menacent de provoquer une nouvelle guerre balkanique avec toutes ses conséquences.*

Cette situation se complique encore par le fait que les Etats voisins, qui poursuivent des buts de conquête en Albanie, s'efforcent et s'efforceront d'encourager des insurrections, semblables à celle de novembre dernier, et toutes sortes d'actions aventureuses afin de créer un prétexte plausible pour réaliser leurs projets impérialistes. Comme dans le passé, ils essayent à présent encore, et essayeront dans l'avenir, de se servir d'une partie de l'émigration albanaise et de certains révolutionnaires albanais assez naïfs pour devenir leurs instruments et leurs victimes. Mais nous devons enfin comprendre que, dans les conditions balkaniques et internationales actuelles, la lutte de libération du peuple albanais est une tâche difficile et longue, car nous avons en réalité à lutter non seulement contre la misérable bande des beys féodaux avec Ahmed Zogou à leur tête, mais aussi contre les grandes forces qui prêtent leur appui à son régime anti-albanais. C'est ce que nous devons bien comprendre.

Pour réussir, nous devons faire un travail méthodique et fondamental, en organisant, en éclairant et en préparant dans toutes les directions les larges masses albanaises. Nous ne devons pas, même pour un seul instant oublier que, seuls et isolés, nous ne pouvons tenir tête à nos nombreux ennemis. Nous devons coordonner étroitement notre mouvement avec les mouvements libérateurs de tous les peuples balkaniques opprimés et nous devons aussi nous appuyer sur tous les facteurs internationaux progressifs dans le monde entier. Nous ne sommes pas seuls dans notre lutte. Il est vrai que nous avons des ennemis formidables ; mais, heureusement, nous avons aussi des amis : les organisations balkaniques nationales de libération, les masses travailleuses de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Europe en général, les peuples déjà libérés et ceux en train de se libérer de l'impérialisme, les partisans des idées avancées dans tous les pays, sont nos amis, amis du peuple albanais et de l'Albanie libre. Ils sont nos alliés naturels et sûrs dans notre campagne de libération.

Albanais !

Sans doute, la situation balkanique et internationale actuelle est extraordinairement difficile pour le mouvement de libération du peuple albanais. Mais les conditions pour un changement en notre faveur existent déjà. Elles mûriront au fur et à mesure que la lutte contre l'impérialisme se renforce et que les antagonismes irréconciliables des impérialistes eux-mêmes s'aggravent. L'évolution de la vie même des peuples travaille sans cesse en faveur du mouvement libérateur. Il faut seulement nous préparer avec intelligence et avec patience et lutter jusqu'au bout avec une énergie redoublée et avec des forces organisées. In ne faut pas, Albanais, se laisser entraîner dans des insurrections aventureuses, inspirées par nos ennemis.

## L'Angleterre et les Balkans

Il est malaisé de comprendre la politique que l'Angleterre suit actuellement dans les Balkans, à moins qu'elle ne cherche à obtenir partout dans le monde, pour ses œuvres impérialistes, le concours de l'Italie.

Pendant longtemps, et au moins jusqu'à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'Autriche-Hongrie en 1908, le cabinet de Londres a été essentiellement conservateur dans l'Europe Sud-Orientale. Conservateur contre l'Autriche et conservateur contre la Russie. A l'une, il voulait interdire la marche vers Salonique, parce qu'il sentait derrière elle la pesée de l'Allemagne qui convoitait l'Asie Mineure ; à l'autre, il défendait de s'avancer jusqu'aux Détroits, parce qu'il considérait comme un devoir strict pour lui-même d'enfermer la flotte des tsars dans la Mer Noire.

Mais il est évident que la guerre mondiale modifia du tout au tout ses points de vue. Lorsqu'en 1915 il promit, d'accord avec la France, Constantinople, le Bosphore et les Dardanelles au tsar Nicolas II, il avait fait un grand effort sur lui-même. Ayant renoncé

Il ne faut pas verser du sang albanais pour une cause étrangère, non-albanaise, et contraire à nos intérêts. Il faut mener à l'intérieur et à l'extérieur de l'Albanie une campagne politique systématique, contre le régime sanglant des beys d'Ahmed Zogou, contre les projets de conquête de l'impérialisme italien, serbe et grec. Dans cette lutte, tout le peuple travailleur albanais doit s'unir et marcher contre l'ennemi commun, la main dans la main, avec les autres peuples balkaniques. Voilà notre tâche la plus importante et la plus difficile.

Nous y réussissons au nom de nos idées libératrices, qui vont sans doute grouper autour de nous tout le peuple travailleur albanais, tous les honnêtes intellectuels albanais et tous les vrais amis du peuple albanais et de l'Albanie libre et indépendante.

Sur notre drapeau nous écrivons :

1° Le peuple albanais, libéré de la domination étrangère, doit devenir maître de ses destinées dans ses frontières ethniques sous un régime républicain vraiment démocratique.

2° Les richesses de l'Albanie doivent appartenir au peuple albanais et non pas au capital étranger.

3° Le pouvoir politique doit appartenir au peuple travailleur et non pas à l'oligarchie des beys féodaux, instruments de la domination étrangère.

4° Le sol national doit appartenir aux paysans laborieux et non pas à la bande des beys féodaux.

5° Alliance fraternelle avec les autres peuples balkaniques.

Pour faire triompher nos idées, nous nous appuyerons :

1° Sur le peuple laborieux albanais et avant tout sur les intellectuels et la jeunesse albanais avancés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dont nous sommes les interprètes.

2° Sur les peuples balkaniques, dont les intérêts en ce qui concerne la domination et l'exploitation étrangères sont identiques à ceux du peuple albanais et avec lesquels nous devons former un front unique pour constituer la Fédération Balkanique, alliance des peuples libres et égaux dans leurs frontières ethniques.

3° Sur les éléments et les organisations démocratiques, pacifistes et anti-impérialistes du monde civilisé.

Albanais !

Ne vous laissez pas leurrer par de belles paroles, vides de sens ou hypocrites ! Ne vous laissez pas duper par les promesses des gouvernements de nos voisins et des puissances qui les protègent et ne vous sacrifiez pas pour une cause qui n'est pas la nôtre ! Ne gaspillez pas votre temps et votre énergie pour des insurrections provoquées par vos ennemis, ni pour des actions aventureuses qui n'ont aucune chance de changer la malheureuse situation de notre pays ! Ne vous découragez pas, réunissez vos forces, travaillez pour l'organisation et l'éducation politique des larges masses populaires ! Participez activement et courageusement au mouvement national libérateur du peuple albanais ! Le jour de l'émancipation du peuple albanais et de tous les peuples opprimés des Balkans n'est pas loin !

Genève, le 24 avril 1927.

Pour le Comité Albanais de l'Emancipation Nationale

(Signé)

Konstantin Boshniak  
Dr Nush Bushati  
Capitaine Aziz Çami

Fan S. Noli  
Lano Borshi  
Dr Omer Nishani

Pour le Comité de la Libération de Cossovo

(Signé)

Kiamil Balla  
Major Ibrahim Jakova

Bedri Péjani

au principe de sa politique orientale traditionnelle, il ne pouvait plus avoir dans les Balkans que des préoccupations secondaires.

Or, au lendemain de la guerre, ses conceptions devaient se transformer une fois de plus. En réalité, l'écroulement total de la Turquie, qu'on avait escompté, ne s'était pas produit. Cette Turquie gardait Constantinople et les Détroits. L'Angleterre, qui avait fait des sacrifices à la Russie Tsariste pour la détourner d'une défection au beau milieu des hostilités, ne nourrissait pas les mêmes sentiments pour la Russie Soviétique. Le gouvernement conservateur de M. Stanley Baldwin et de sir Austen Chamberlain se trouve en lutte avec Moscou, pour des raisons de doctrine, et pour des raisons d'intérêts, sur deux continents : en Europe et en Asie. Il ne s'accommoderait certainement pas d'une installation de la puissance russe à Stamboul. C'est un motif pour lequel il s'intéresse de nouveau à la presqu'île balkanique.

De plus, il a noué des rapports assez étroits avec plusieurs Etats, avec la majorité des Etats de cette région. Il a toujours attaché une grande attention à la Grèce, parce qu'elle a une importante étendue de côtes, et que de ces côtes on domine plus ou moins la route de Port-Saïd, d'Aden et de Bombay. Aussi n'a-t-il jamais consenti à rester indifférent à la politique du cabinet d'Athènes.

Le gouvernement du Royaume Uni entretient des relations cordiales avec la Roumanie, fût-elle celle de Bratiano ou celle d'Averesco. Il voit en elle un morceau de la barrière qu'il a entendu constituer autour de la Russie Soviétique, et c'est pourquoi il a été l'un des premiers gouvernements à reconnaître, en dépit des protestations de Tchitchérine, l'incorporation de la Bessarabie au royaume roumain. De plus, il compte sur les blés moldaves et valaques pour alimenter en partie la population britannique.

Quant à la Bulgarie, il se soucie peu de savoir si, tombée aux mains de Tsankoff, puis de Liapcheff, elle subit les coups du plus sanglant des fascismes. Ses capitalistes, par des conventions avantageuses, se sont créés des activités lucratives dans ce pays, et c'est tout ce qu'il veut retenir. Ni Baldwin, ni Chamberlain, ni Winston Churchill ne s'aviseront de protester contre les nouvelles atrocités bulgares.

Ainsi, le Foreign Office est au mieux avec Athènes, avec Bucarest, avec Sofia. Il s'est toujours montré plus froid vis-à-vis de la Serbie et de la Yougoslavie : ce fut au début du siècle, parce qu'il ne pardonnait pas aux Karageorgévitch d'avoir succédé aux Obrenovitch grâce à un double assassinat ; ce fut ensuite parce que, de tous les royaumes balkaniques, celui dont la capitale est Belgrade avait paru le plus disposé à subir l'ascendant russe. Aujourd'hui encore les Yougoslaves sont bien plus enclins que les Bulgares ou les Grecs à se rapprocher des Soviets.

Mais tout cela n'explique point pourquoi sir Austen Chamberlain a donné carte blanche à Mussolini dans les affaires de l'Europe Orientale. Et cette complaisance du cabinet de Londres pour le régime fasciste est d'autant plus curieuse qu'il régnait d'ordinaire à se laisser entraîner par d'autres dans des aventures.

Un journal allemand a prétendu récemment que l'Angleterre et l'Italie avaient signé un véritable pacte d'alliance, et que la seconde pouvait désormais, avec l'autorisation de la première, se conduire à sa guise dans les Balkans. Nous savons quelle activité la diplomatie secrète a déployée partout, en dépit des dénégations officielles, au cours des dernières années. Il est difficile de connaître la teneur des engagements réciproques que Chamberlain et Mussolini ont contractés aux deux entrevues qui se sont succédé sur le littoral de la Méditerranée occidentale. Ce qui est sûr, c'est qu'ils agissaient l'un et l'autre comme s'ils s'étaient liés par traité. On ne concevrait pas, s'il n'y avait pas convention diplomatique, comment Mussolini opérerait avec autant de désinvolture, et comment le Royaume Uni affecterait tant d'indifférence.

En fait, le cabinet de Londres avait besoin du concours du *duce* : 1° contre la Turquie ; 2° contre les Soviets.

L'an dernier, un conflit lui apparut redoutable avec le gouvernement d'Angora, à propos du Kurdistan et de Mossoul : il engagea les pourparlers avec l'Italie. Cette année, la tension anglo-russe a été grandissante : il poursuivit les tractations. Il a éprouvé une grande satisfaction le jour où Mussolini, après le Quai d'Orsay et après lui-même, a sanctionné l'incorporation de la Bessarabie à la Roumanie : car ce geste aboutissait à un refroidissement des rapports entre Rome et Moscou. Mais il lui fallait payer. Il a payé en fermant les yeux sur les menées de Mussolini en Albanie et sur l'aggravation du conflit balkanique. Il est obligé aujourd'hui de laisser carte blanche à l'Italie fasciste pour sa politique Sud-Orientale. Une fois de plus les nations balkaniques divisées subissent le contre-coup d'événements extérieurs et sont les victimes de marchandages ignominieux.

Paul Louis

## Les nouvelles élections législatives en Bulgarie

Les élections législatives proclamées pour le 29 mai en Bulgarie auront lieu dans une disposition intérieure qui diffère absolument de celle dans laquelle avaient été faites les élections en novembre 1923 pour la fameuse Chambre *zgovoriste* qui vient de clore sa dernière session.

En novembre 1923, le capital bancaire et de spéculation qui, après le coup d'Etat du 9 juin, après avoir renversé le gouvernement paysan de Stamboliisky, avait réussi à unir sous son hégémonie la bourgeoisie toute entière, y compris une grande partie de la petite bourgeoisie, contre l'union agrarienne et le parti communiste (les masses paysannes et le prolétariat), ce aussi pendant et après la répression de l'insurrection populaire de septembre 1923, continuait à se trouver, malgré tout, devant le danger immédiat d'une nouvelle explosion de l'indignation populaire contre le régime du coup d'Etat et la dictature militaire fasciste, devant le danger pour elle d'une instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. En présence de l'acuité de ce danger pour la bourgeoisie, les dissensions intérieures et les contradictions des intérêts des différentes couches de la bourgeoisie, ainsi que les antagonismes entre elles et la petite bourgeoisie des villes furent refoulés à l'arrière-plan, et le *Démokratitcheski Zgovor* réussit à unir presque tous les partis bourgeois et petits-bourgeois (y compris les social-démocrates) en des listes électorales communes pour la défense du régime du 9 juin contre les masses travailleuses (le bloc ouvrier-paysan).

Les résultats des élections montrèrent avec netteté que ce danger pour le pouvoir du coup d'Etat et la bourgeoisie avait été réelle. Malgré les massacres en masse de juin et septembre 1923 de l'avant-garde du prolétariat et des paysans ; malgré que le parti communiste et tout le mouvement ouvrier aient été mis hors la loi ; malgré que même l'union agrarienne ait été proclamée presque illégale ; malgré la terreur électorale indescriptible et l'interdiction aux organisations ouvrières et paysannes de faire de l'agitation pré-électorale ; malgré qu'en beaucoup d'endroits les commissions aient refusé net d'enregistrer les listes ouvrières-paysannes — les listes électorales du bloc ouvrier-paysan (des partis communiste et agrarien) ont obtenu plus de 300.000 voix sur le total d'un million de suffrages. Mais dans la lutte acharnée pour le pouvoir qui a continué aussi après les élections entre le gouvernement du coup d'Etat et les masses travailleuses, la bourgeoisie capitaliste, grâce à une cruelle et féroce terreur et à l'appui actif des puissances impérialistes européennes (en premier lieu de l'Angleterre et de l'Italie), et en profitant de la stabilisation partielle et temporaire du capitalisme un peu partout, réussit à vaincre, provisoirement, les résistances des masses laborieuses, et à fortifier, pour quelques temps, les positions économiques et politiques de son régime de classe. Le danger immédiat pour le grand capital et la bourgeoisie, d'une révolution ouvrière et paysanne pour le renversement du pouvoir usurpateur du 9 juin et pour l'instauration d'un gouvernement

ouvrier-paysan, d'un gouvernement du peuple travailleur, était écarté pour une période prochaine.

Aujourd'hui, la lutte pour la saisie du pouvoir politique par le prolétariat, en union avec les masses paysannes, a cessé d'être une tâche *immédiate*. Les masses combattantes ont tiré des conclusions politiques de la victoire temporaire de la bourgeoisie capitaliste et ont dirigé leurs efforts vers le rassemblement et la restauration de leurs forces, pour une lutte économique et politique en masse pour la défense de leurs intérêts quotidiens et pour la liquidation du régime d'exception militaire et fasciste dans le pays.

Dans cette disposition modifiée des luttes entre les classes, les dissensions et contradictions dans le sein de la bourgeoisie, qui se trouvaient pendant la période précédente refreînées et stagnantes, commencèrent de nouveau à se faire jour, et ce d'une façon particulièrement aiguë. Depuis le 9 juin, la *part du lion* de tout ce que le régime du coup d'Etat et de la répression sanglante du mouvement des masses populaires a octroyé à ses suppôts en profits et lucre, fut accaparée par le gros capital, le capital bancaire de spéculation : utilisation illimitée du crédit public, monopole capitaliste du grand commerce et spécialement de celui des tabacs et des denrées, large participation dans de différentes concessions et à de différentes fournitures ; bref, toutes sortes de privilèges. Les intérêts spécifiques de la bourgeoisie *moyenne*, industrielle et commerciale, ont été non rarement négligés et subordonnés à ceux des gros-capitalistes ; et quant aux intérêts de la petite bourgeoisie, ils ont été toujours sacrifiés et foulés aux pieds.

La stabilisation temporaire des soutiens économiques et politiques de la bourgeoisie capitaliste se fit d'ailleurs par une terreur sans normes ni limites et une dictature militaire fasciste, et ces procédés ont aggravé énormément la crise économique existante, ont augmenté le nombre des sans-travail en des proportions que le pays n'avait jamais connu jusque-là (de 500.000 salariés — 120.000 sans travail !), ont diminué jusqu'à un degré effrayant la capacité d'achat des larges masses de la population, ont rétréci le champ du marché intérieur, ont empêché l'utilisation des marchés extérieurs, ont entravé encore plus le développement de l'industrie et ont jeté dans une débâcle la production de l'artisanerie. Par sa politique d'humiliations et de rampements envers les gouvernements balkaniques réactionnaires voisins, le *Démokratitcheski Zgovor* a encouragé le joug d'oppression et la politique de dénationalisation en Macédoine, en Dobroudja et en Thrace : de nouveaux afflux de masses de réfugiés complètement ruinés et affamés se déversèrent dans le pays, augmentant ainsi le poids qui grève la vie économique du pays et le budget de l'Etat. Par les énormes dépenses pour le maintien et le renforcement de l'appareil policier, militaire et fasciste, de violences sur les masses populaires, le gouvernement du *Zgovor* a épuisé jusqu'à

la lie les ressources de production du pays. Par les concessions de spoliations octroyées au capital étranger dans le but d'obtenir l'appui des puissances impérialistes pour le régime de terreur en Bulgarie, le gouvernement du Démokraticheski Zgovor a mis la vie économique et les forces productives du pays dans une pleine dépendance de et subordination à l'impérialisme de brigandage des gouvernements européens. Enfin, cette situation même de terreur et d'insécurité dans le pays a été un obstacle sérieux même pour l'obtention d'emprunts extérieurs tellement nécessaires à la bourgeoisie pour maintenir ses positions.

Le résultat de tout cela a été le mécontentement toujours croissant contre le premier gouvernement du Zgovor (Tsankoff-Rousseff) dans les milieux mêmes de la bourgeoisie, qui commença à s'efforcer à ce que les privilèges exclusifs du capital bancaire et de spéculation soient étendus à toute la bourgeoisie, que le règne de classe soit normalisé, que la base sociale du pouvoir bourgeois soit élargie, que la dictature fasciste soit continuée avec des formes parlementaires, que le Démokraticheski Zgovor soit remplacé par une « Entente sociale de la bourgeoisie bulgare », comme le dit le chef du parti démocrate Malinoff.

Ainsi commença un processus difficile d'un regroupement politique des forces de classe dans le pays, et ce processus continue jusqu'à présent et trouve son expression dans les différentes coalitions pour les luttes électorales actuelles. Politiquement, ce processus s'est reflété aussi dans les crises intérieures des partis bourgeois et petits-bourgeois. Les différents « clans » du Démokraticheski Zgovor en sont venus aux mains, et il a fallu que Tsankoff soit remplacé par Liaptcheff. Il a fallu constituer un second gouvernement zgovoriste pour pouvoir conserver au moins pour un certain temps encore l'unité du Démokraticheski Zgovor.

Les partis démocrate et radical s'étaient scindés et leurs ailes d'extrême droite étaient restées dans le Démokraticheski Zgovor. Le parti national-libéral s'était scindé à deux reprises et les éléments de ces partis qui étaient liés directement avec le capital bancaire (les stamboulovistes et les smilévistes) s'étaient séparés et avaient constitué des partis à part qui s'orientaient de plus en plus vers le Démokraticheski Zgovor. De l'union agrarienne se sépara l'extrême droite des paysans aisés, en tête avec Tomoff, et se joignit ouvertement à la bourgeoisie. Le parti social-démocrate se scinda aussi et sa partie fasciste « conséquente » en tête avec les ministres du 9 juin Kazassoff et Dr Djidroff, constituée en une « Fédération Socialiste », soutint, et soutient toujours, politiquement, l'aile de Liaptcheff dans le Démokraticheski Zgovor.

Dans le sein du Démokraticheski Zgovor se poursuit actuellement une lutte intérieure aiguë et acharnée entre les partis qui le composent, les « clans ». Le gros-capital bancaire et de spéculation, dont les représentants constituent le noyau fondamental du Démokraticheski Zgovor, en tête avec le leader narodniak Bouoff et l'ancien président du conseil Tsankoff, déploie tous ses efforts pour conserver son rôle dirigeant et ses privilèges d'exception dans le gouvernement du pays, c'est-à-dire la dictature militaire fasciste ouverte et le régime de terreur. D'autre part, les anciens démocrates et radicaux, en tête avec Liaptcheff, et soutenus activement par le ministre de la guerre le général Volkoff, voient clairement la fissure croissante dans le régime du 9 juin et l'approche de sa fin, et ils sont prêts à sacrifier quelques-uns des privilèges d'exception du capital bancaire pour unir toutes les couches de la bourgeoisie bulgare, tranquilliser la petite bourgeoisie très mécontente et très alarmée, et continuer le cours fasciste du gouvernement sous une application large au possible des formes extérieures du parlementarisme et en élargissant la base sociale du pouvoir bourgeois.

Pendant donc qu'aux élections de novembre 1923 la bourgeoisie bulgare représentait un bloc compact neuf-juiniste dans lequel participaient aussi une partie de la petite bourgeoisie, des radicaux et des social-démocrates, contre le bloc des masses travailleuses, dans la lutte électorale actuelle la bourgeoisie est éparpillée en de différents camps et coalitions électorales qui s'efforcent avec une égale ardeur à paralyser le bloc des masses travailleuses, tout en essayant aussi d'entraîner derrière elles, sous une forme ou une autre, une partie de ces mêmes masses. En dehors du Démokraticheski Zgovor, qui de son côté se coalise avec les stamboulovistes et fait des essais pour se coaliser aussi avec les smilévistes, on voit donc prendre part dans ces élections une coalition oppositionnelle bourgeoise du parti démocrate, du parti national-libéral et de l'aile agrarienne de Tomoff.

Ces trois partis ne sont aucunement des adversaires du principe de l'entité fasciste du régime zgovoriste et ni des lignes fondamentales de sa politique économique, financière et extérieure. Leur arrangement électoral a été conclu et proclamé sans qu'ils aient élaboré un programme politique ni une plate-forme communs. Si ce n'étaient l'intransigeance de l'aile narodniak (des banquiers) du Démokraticheski Zgovor ; les terribles forfaits et crimes du gouvernement zgovoriste pour lesquels ces partis ne veulent naturellement pas porter entièrement les responsabilités politiques devant les masses des électeurs ; s'il n'existait pas pour la bourgeoisie, par des raisons intérieures et surtout extérieures, la nécessité d'avoir un réserve qui, éventuellement après les élections, en une combinaison avec l'aile de Liaptcheff du

Démokraticheski Zgovor, renverserait le gouvernement actuel zgovoriste et le remplacerait par une 3<sup>me</sup> garniture du gouvernement du 9 juin — ces partis de l'opposition bourgeoise pourraient parfaitement s'entendre avec le Démokraticheski Zgovor, marcher avec lui, en se transformant, avec lui, en un Zgovor social, en une Entente sociale de la bourgeoisie bulgare, d'après la recette de M. Malinoff.

La scindance dans le sein de la bourgeoisie pendant cette campagne électorale montre naturellement la situation ébranlée et la banqueroute politique du régime du 9 juin ; mais elle est en même temps une expression du processus d'un regroupement des forces de la bourgeoisie et de ses efforts pour trouver des voies et méthodes afin de créer une base plus large et plus solide pour son pouvoir.

Vis-à-vis de la coalition gouvernementale du Démokraticheski Zgovor et à côté de l'opposition bourgeoise de Malinoff a été créée une coalition petite-bourgeoise des états-majors de l'union agrarienne, du parti social-démocrate et du parti des artisans. Les social-démocrates aiment nommer cette coalition, avec emphase, un « bloc de fer du travail » — mais le fait que ces partis ont repoussé la proposition du parti ouvrier de créer un véritable bloc du travail dans tout le pays sur la base de la plate-forme du bloc du travail élaboré précédemment, et avec comme tâche principale la suppression du régime actuel fasciste d'exception dans le pays, montre clairement qu'il ne s'agit ici que d'une combinaison électorale ordinaire devant assurer avant tout une quantité adéquate de mandats législatifs aux leaders des partis respectifs. Il ne s'agit donc point ici d'un bloc de combat, d'un bloc des masses travailleuses, d'une mobilisation politique des ouvriers, paysans et artisans pour une lutte commune pour la suppression du régime féroce du Zgovor et la défense des intérêts et droits du peuple bulgare travailleur. Car il est évident que sans la participation des véritables masses travailleuses, sans la participation du prolétariat et des paysans, aucun bloc du travail n'est possible, aucune lutte sérieuse contre le régime fasciste d'exception. Mais ce qui pis est : cette coalition électorale vient d'éparpiller les forces des masses travailleuses dans la lutte électorale. Elle porte en réalité, dans son essence, un coup au dos du véritable bloc du travail, et ce en présence même de l'ennemi commun juré des masses travailleuses.

La publication même de la plate-forme électorale pour une coalition des leaders des agrariens, des social-démocrates et de l'artisanerie en dévoile le véritable caractère et montre combien elle est loin du vrai bloc du travail. Dans cette plate-forme électorale toutes les revendications sont exprimées sous des formes générales et élastiques. On ne demande pas expressément la suppression de la loi ignoble sur la « Défense de l'Etat », ni du régime d'exception ; on ne demande pas le droit de l'existence ouverte et libre des partis et organisations déclarés en état d'illegalité par le régime d'exception ; on ne demande pas la dissolution des organisations fascistes ; on ne prévoit pas les revendications économiques fondamentales des ouvriers (la journée de 8 heures, un salaire réel suffisant, etc.) et des paysans (de la terre, de l'inventaire, des crédits, etc.) ; pas un seul mot sur la politique traître de la bourgeoisie bulgare et du Démokraticheski Zgovor, sur la trahison contre les mouvements de libération nationale des Macédoniens, des Dobroudjanais et des Thraciens, sur la protection des populations nationalement opprimées, sur les centaines de milliers de réfugiés. Au lieu de proclamer vouloir appuyer énergiquement et décidément les luttes pour la libération de la Macédoine, de la Dobroudja et de la Thrace, au lieu de demander pour les Macédoniens, les Dobroudjanais et les Thraciens le droit d'auto-détermination, leur désannexion des Etats qui les ont conquis par la force brutale de leurs soldats, la plate-forme électorale de cette coalition demande une « autonomie culturelle des minorités nationales », c'est-à-dire l'éternisation du morcellement et du rapt de la Macédoine, de la Dobroudja et de la Thrace, l'éternisation des régimes oppresseurs étrangers dans ces pays balkaniques. En ce moment où le danger de guerre est tellement menaçant, où le gouvernement du Zgovor engage déjà la Bulgarie comme un instrument des puissances impérialistes pour leurs projets belliqueux et anti-soviétistes, le bloc « de fer » ne trouve pas nécessaire de dire un seul mot contre cette politique catastrophale, n'élève aucune voix pour l'union des peuples balkaniques en une Fédération Balkanique, en une union de républiques ouvrières et paysannes balkaniques, n'élève aucune voix pour le rétablissement des relations commerciales et politiques avec la Russie Soviétique, etc., etc.

Les masses des ouvriers, des paysans et des artisans ont fort bien compris que cette coalition n'est pas un bloc réel de travail, n'est pas ce véritable bloc du travail tellement nécessaire, et c'est pour cela que dans tout le pays se manifeste un mouvement en masse contre cet arrangement électoral des leaders d'en haut, pour la création sur le terrain local d'un bloc du travail d'en bas pour la transformation de cette coalition en un vrai bloc du travail et pour la constitution de listes communes de travail du parti ouvrier, de l'union agrarienne, de l'union des artisans et du parti social-démocrate sur la base d'une commune plate-forme de travail. Dans plusieurs districts, comme à Kazanlik, Stara-Zagora, Pernik et ailleurs, de tels blocs

se sont déjà constitués, soit entre tous les quatre partis, soit seulement entre les deux principaux : le parti ouvrier et l'union agrarienne. Là où le bloc du travail ne se réalisera pas, le parti ouvrier présentera ses listes indépendantes. Le sain instinct de classe des masses travailleuses s'oppose décidément à la « politiquanerie » des leaders petits-bourgeois. A la tête de ce mouvement se trouve le prolétariat qui, depuis déjà près de 4 ans, mène une lutte intransigeante et des plus conséquente contre le régime fasciste d'exception dans le pays et a déjà donné, dans cette lutte, une quantité innombrable de chères et valeureuses victimes.

Malgré les chancelléments et les trahisons des leaders petits-bourgeois, la principale force combattive contre le régime fasciste d'exception est et reste l'union du prolétariat avec les masses paysannes.\*)

\*) Dans la campagne électorale les agrariens de Dragouieff se sont coalisés avec les radicaux, mais par suite de leur doctrinarisme et de leur myopie politique ils sont complètement isolés des larges masses travailleuses et ils n'ont en général point une signification politique de quelque importance. Le parti radical s'est d'ailleurs scindé de nouveau et son aile droite, avec Petko Stoyanoff à sa tête, passe aux rangs de la coalition bourgeoise de Malinoff.

La lutte électorale bat déjà son plein. Le gouvernement du Démokratitcheski Zgovor a mobilisé et mis en mouvement tout son appareil de violence et de terreur contre les partis d'opposition et surtout contre la classe ouvrière et les masses paysannes. Les poursuites, les arrestations, les bastonnades reprennent de vigueur d'une façon effrénée. Une sarabande infernale s'exécute dans tout le pays. Les masses travailleuses réagissent cependant avec fermeté et énergie, serrent les rangs, unissent vivement leurs forces sous les mots d'ordres de : *A bas le régime fasciste d'exception ! Le Démokratitcheski Zgovor doit s'en aller ! Liberté, paix, pain pour le peuple travailleur.*

Les élections actuelles ne sont qu'une étape dans la grande lutte entreprise pour le renversement et la suppression de la dictature militaire fasciste de la bourgeoisie capitaliste. Elles ne sont qu'un pas en avant sur le chemin de la construction du véritable bloc du travail et la préparation de l'établissement du pouvoir des masses travailleuses. La lutte continuera après les élections avec une force redoublée, avec une vigueur plus ardente, avec une activité politique plus élevée encore des masses qui auront conquis de nouvelles positions politiques.

Et cette lutte ne cessera pas jusqu'à ce que le bloc des masses travailleuses, sous la conduite du prolétariat, ne conquière la victoire complète, entière, définitive.

G. D. Razlochy

## Autour d'un procès politique

# La bestialité du régime de la dictature militaire fasciste en Bulgarie

Le 3 mai a eu lieu à Sofia le procès contre *Todor Pavloff*, professeur, publiciste, et pédagogue bien connu, *Petko Napetoff*, libraire, et *Assène Boyadjieff*, militant syndicaliste. Ils se trouvent, avec des centaines d'autres, en prison depuis 8 mois ; ils sont accusés d'avoir fondé un bureau du Comité Central du Parti Communiste Bulgare. Toute une série de procès politiques vont maintenant se suivre successivement. Des centaines et des centaines de jeunes gens, d'instituteurs, d'avocats, et d'autres, attendent leurs tours d'être « jugés » et condamnés.

Nous ferons ici un résumé des récits que les accusés ont fait en ce qui concerne les accusations portées contre eux, les souffrances et tortures qu'ils ont dû endurer, les procédés des organes du gouvernement à leur égard ainsi qu'à l'égard de leurs défenseurs, etc.

C'est pour la 14<sup>me</sup> fois qu'*Assène Boyadjieff* est arrêté. Toutes les fois il a été maltraité inhumainement, puis relâché, faute de preuves, après de longues détentions préventives — 7 fois sans même avoir été interrogé par le juge d'instruction. Tout dernièrement, sous l'accusation d'être un membre du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, il a été amené à la direction de la police. D'abord, comme de juste, il a été battu cruellement ; puis, comme il ne faisait pas les « aveux » réglementaires, il a été conduit dans cette chambre de l'étage supérieur de la direction de la police spécialement et techniquement aménagée pour les tortures. Les nombreux agents de police, qui s'y trouvaient, avec à leur tête le fameux commissaire Pavlé, tristement célèbre parmi les détenus torturés, se mirent à le « travailler » à coups de bottes, de bâtons, et par de diverses tortures. On le menaçait de le brûler vif à l'instar de Josef Herbst, Ivan Gantcheff, et autres. Puis on le ramène de nouveau chez un inspecteur, et, pour lui arracher des « aveux », on recommence à le battre atrocement : 10 agents de police lui administrent à tour de rôle des coups de pied, de poing, de bâton, etc. A bout de forces, et pour faire cesser ces tortures épouvantables, il signe tout ce qu'on lui dicte, se déclarant coupable de tout ce dont on l'accuse. Au procès, *Assène Boyadjieff* rétracte énergiquement tous ses « aveux » à la direction de la police, qu'il proclame hautement n'avoir faits que pour faire mettre fin aux tortures barbares qu'on lui infligeait, et il présente un certificat de médecin constatant que 17 jours après les tortures son corps portait encore les traces des coups de bâtons.

*Petko Napetoff* a aussi été arrêté plusieurs fois, et depuis le coup d'Etat du 9 juin il a passé la plupart de son temps en prison. Il est aussi accusé d'être membre du Comité Central du Parti Communiste Bulgare.

On m'a mené, déclare-t-il, à la direction de la police, on s'est jeté sur moi, on m'a battu à coups de gourdins et de fouets, puis l'inspecteur Miteff m'a demandé si je connaissais *Tchitchovskiy* et *Pavloff* et si je suis membre du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, avec *Pavloff*. Je répondis négativement à toutes ces questions. Alors on m'a mené dans la chambre des chefs de groupes. Je savais que depuis 1925 c'était là que l'on battait et torturait d'une façon particulièrement atroce. Il y avait une dizaine d'agents. L'un deux commandait. On m'a lié les mains par-dessous mes genoux, et on a fourré un gros morceau de bois entre mes mains liées et mes genoux. Le corps

prend ainsi une position présentant forcément à la bastonnade les parties de derrière. Puis on a jeté une pelisse sur ma tête pour étouffer mes cris, et on a commencé à me battre sauvagement, bestialement. Au bout de quelques temps, comme, malgré toutes mes souffrances, je ne criais pas, on m'enleva la pelisse de sur ma tête, et je demandai alors pourquoi on me battait. On me répondit que je devais dire quelle était ma place dans l'organisation communiste. Je refusai de le faire. Là-dessus on me battit à nouveau, jusqu'à ce que je fus près de perdre connaissance. Ils cessèrent alors de me battre et me dirent que je devais avouer tout ce qu'ils voulaient, car ce n'était là que la première bastonnade, et que suivraient ensuite la 2<sup>me</sup>, la 3<sup>me</sup>, etc., et à la fin le dépeçage vif du corps.

L'accusé *Todor Pavloff*, qui à deux reprises a tenté de se suicider, ne pouvant plus supporter les tortures qu'on lui infligeait, donne aussi des précisions sur les bastonnades administrées à *Assène Boyadjieff* et *Napetoff*, qu'il a vus, tout-à-fait écrasés corporellement et ensanglantés, dans le water-closet. Puis il relate que, interrogé s'il faisait partie du Comité Central du Parti Communiste Bulgare, il a déclaré être membre du Parti Communiste, et a prononcé un discours dans lequel il a exposé la terreur inaugurée par le régime du 9 juin, les provocations continuelles ; il a relevé que l'insurrection de septembre 1923 n'a été due qu'à ces provocations du pouvoir arbitraire et dictatorial des banquiers ; il a montré comment la terreur du gouvernement a provoqué la contre-terreur ; il a parlé de ces milliers et milliers d'ouvriers et paysans qui ont été déclarés hors la loi et qui vivent dans des conditions impossibles, s'attendant à chaque moment à être fusillés dans les rues ; il a stigmatisé les assassinats commis en masse, les meurtres des députés comme *Todor Strachimiroff*, *Dimo Hadji Dimoff*, *Haralampi Stoyanoff*, *Petko Petkoff*, des militants ouvriers et ouvrières comme *Vitcho Ivanoff*, *Jako Dorossieff*, *Anna Guitchéva*, etc. etc. En présence de cette terreur sans bornes, sans limites, du gouvernement, quelques personnes, indépendamment du cours de la politique du parti communiste bulgare, ont répondu par une contre-terreur. Et on est ainsi arrivé jusqu'à l'attentat de la cathédrale, qui n'est aucunement l'œuvre du parti communiste bulgare. Puis, *Pavloff* a cité l'opinion de *M. Kostourkoff*, l'un des idéologues bourgeois les plus honnêtes, qui a déclaré que la loi sur la « Défense de l'Etat » a jeté le parti communiste bulgare dans l'illégalité, et cette loi et la terreur gouvernementale ont été les causes fondamentales des événements qui se sont produits. Il a relevé enfin que le parti communiste est contre la terreur individuelle qu'il condamne violemment.

A ce procès qui a provoqué le plus grand intérêt parmi l'opinion publique bulgare et européenne, étaient venus assister deux éminents avocats européens, *Dr Kurt Rosenfeld*, député au Reichstag, et *Dr Oswald Richter*, un des membres les plus éminents du barreau de Vienne, tous deux des socialistes. Invités par les parents et amis des accusés, ils se sont rendus à Sofia pour assister aux débats, pour recueillir des informations précises tant sur ce procès que sur les autres qui auront bientôt lieu, pour faire des démarches auprès du président du conseil *M. Liaptcheff* en faveur de quelques prisonniers politiques, ainsi que pour obtenir la légalité des secours aux prisonniers. A peine

arrivés à Sofia, les deux avocats sont allés au tribunal, avec la permission du président, et ils y sont restés deux heures. En sortant de la salle du procès, ils furent abordés par trois policiers qui entreprirent une vérification de leurs passeports. Un peu plus tard, ces mêmes policiers vinrent les chercher à l'hôtel où ils étaient descendus et leur intimèrent l'ordre de ne pas quitter l'hôtel et de ne pas entrer en relations avec personne. Puis, une perquisition a été opérée dans leurs valises, pendant quatre heures, brutalement, et ce ne fut que lorsqu'un fonctionnaire de la légation allemande vint visiter le Dr Rosenfeld que les policiers changèrent d'attitude et se comportèrent un peu plus poliment. Le gouvernement bulgare, malgré les démarches des députés socialistes, dont M. Sakizoff, les a obligés à quitter le pays, les a fait expulser. Et lorsque les deux avocats ont protesté dans la presse contre l'attitude des autorités policières bulgares et contre cette mesure arbitraire d'expulsion, le gouvernement bulgare a eu le cynisme de forger des mensonges pour présenter comme légale sa conduite inqualifiable. Ce gouvernement d'assassins et de meurtriers a déclaré que Rosenfeld et Richter n'ont point été expulsés, qu'ils ont eu des entrevues avec Liapcheff et Pastourkhoff, qu'ils n'ont aucunement été entravés dans leur liberté de mouvement, que Rosenfeld a été interrogé en présence d'un fonctionnaire de la légation allemande, qu'il a eu une entrevue avec le communiste Stéfanoff, qu'il a proposé à Pavloff ses bons services, et enfin que tant Rosenfeld que Richter ont agi comme des émissaires communistes. Le député Rosenfeld, dans un communiqué à la presse, a montré le caractère mensonger de

tous les points du communiqué officiel du gouvernement bulgare et le Dr Oswald Richter a exposé les choses telles qu'elles se sont passées, telles que nous avons relaté plus haut, dans un discours qu'il a prononcé dans une réunion tenue à Vienne.

Le gouvernement bulgare ne pouvait pas tolérer que deux hommes honnêtes et intègres assistent à ce procès qui est en réalité un procès aux convictions politiques de la plus grande majorité des citoyens bulgares; il ne pouvait pas tolérer que ces deux représentants de l'opinion publique européenne entendent les récits des accusés, qu'ils apprennent et voient en détail les méthodes que la dictature militaire fasciste emploie contre les ouvriers, les paysans, les artisans, les intellectuels, qu'ils exposent toutes ces choses devant l'opinion publique européenne, qu'ils entreprennent éventuellement une campagne contre ce régime de barbarie, car c'est là le vrai nom qu'on doit donner au régime de Liapcheff.

Le procès de Pavloff, Napetoff et Boyadjieff, qui a déjà provoqué la protestation du Comité de Vienne contre la Terreur Blanche dans les Balkans et celle de plus de 70 avocats français, doit ouvrir les yeux des représentants de l'opinion publique européenne et des masses travailleuses sur la vraie situation de ce malheureux pays qu'est la Bulgarie. Et il faut que l'on entreprenne avec vigueur et d'urgence les actions de solidarité internationale pour mettre une fin aux souffrances des victimes du régime sanguinaire du gouvernement de Liapcheff et consorts.

G. Kazanovsky

### Protestation des avocats français

74 avocats auprès des différentes Cours de la France et de ses colonies ont adressé au président du conseil bulgare, aux tribunaux bulgares et aux journaux bulgares une protestation véhémement contre le procès de Pavloff, Napetoff et Boyadjieff ainsi que contre les violences et arbitraires dont sont victimes aussi les avocats bulgares, dont Dimitri Tchitchovskiy, dont le seul crime est de professer des convictions politiques contraires au désir du régime fasciste de terreur et d'arbitraire.

Après avoir relevé que plus de 50 avocats bulgares ont été assassinés depuis 1923, sans aucune sentence judiciaire, et que plus de 100 avocats bulgares errent à l'étranger comme des émigrés, les signataires demandent la libération des détenus innocents, de leur confrère Tchitchovskiy, et expriment le souhait de voir bientôt la légalité rétablie en Bulgarie.

Cette protestation est signée par les membres les plus illustres des barreaux de France : par Berthon, Boncour, Blum, Broussard, Caillaux, Delpine, Delvallée, Dreyfus, Voisin, Fontanier, Fournier, Labrousse, Labbé, Maclair, Noguières, Roux, Sadoul, Testa, Torrès, Vaillant-Couturier, Willard, Wormser, etc., etc.

### La Bulgarie au pilori

Dans la séance du 14 mai du Reichstag allemand, au cours des débats d'une convention judiciaire bulgare-allemande, le député Rosenfeld prit la parole et exposa ses péripéties en Bulgarie. Il attaqua violemment le gouvernement bulgare et déclara qu'il existait actuellement en Bulgarie des conditions sous lesquelles nul ne pouvait être sûr de sa vie ni de sa liberté. Il releva qu'il n'y a pas aujourd'hui en Bulgarie de liberté pour une activité politique, pas de liberté pour l'expression de la pensée. Les paysans et les ouvriers bulgares ont été emprisonnés et massacrés par milliers. Lors des interrogatoires et des instructions, des « aveux » sont obtenus par des tortures indicibles. Un régime de terreur est introduit et appliqué dans le pays pour que le gouvernement actuel puisse maintenir son système. Mais il est du devoir des socialistes de tous les pays de s'élever contre ce système — « Voilà pourquoi, dit Rosenfeld en terminant son discours, la social-démocratie allemande élève aujourd'hui sa voix pour protester contre les méthodes du gouvernement actuel en Bulgarie. Au peuple bulgare, toutes nos sympathies; mais au gouvernement bulgare, notre stigmatisation et condamnation les plus violentes. » (*Arbeiter-Zeitung*, Vienne, du 15 mai.)

### Le subterfuge de la Grande Assemblée Nationale de Podgoritza

La cour de Serbie et Nicolas Pachitch commencèrent à Niche à préparer en 1915 leur second complot contre l'intégrité et l'indépendance du Monténégro, pendant que les Monténégrins s'immolaient aux portes même de Sérajévo pour la cause commune. Ils insinuèrent à la presse qui était à la solde de la présidence du Conseil, la publication du soi-disant traité secret qui aurait été conclu le 12 juin 1907 entre l'Autriche et le Monténégro et qui, s'il avait même existé, aurait fait honneur à son auteur monténégrin après tous les événements de 1908, 1912, 1913 et 1914. Or, la tendance de la publication de ce traité qui n'avait existé que dans l'esprit de Pachitch, était de faire passer, aux yeux des Serbes et de l'Entente, le roi Nicolas pour un allié déloyal sinon même pour un traître, Pachitch s'imaginant que le roi était la personnification du peuple monténégrin et croyant qu'il s'approprierait facilement le pays, s'il réussissait à se débarrasser de Nicolas. Comme si le Monténégro représentait une dot, comme si il n'avait pas existé avant le roi Nicolas. Mais Pachitch se trompa gravement, bien qu'il ait momentanément triomphé, car le Monténégro est aux Monténégrins, et les rois n'étaient que des porteurs de couronnes. Et aujourd'hui, au siècle dans lequel nous vivons, les intérêts vitaux du peuple monténégrin lui dictent impérieusement de se dispenser de cette couronne qui est devenue le synonyme de calamité et de tyrannie.

Dès que ses intrigues commencèrent à pointer en Serbie, Pachitch s'empressa de les faire colporter aussi par ses nombreux agents sur les territoires des alliés en Europe, et plus tard en Amérique, priant les gouvernements des différents Etats d'empêcher, dans l'intérêt général, tout envoi en aliments et en munitions à destination du Monténégro. Pachitch voulait dire par là que tout ce qui était destiné au Monténégro n'aurait servi qu'exclusivement aux Autrichiens...

La France fut la première à mettre l'embargo sur l'artillerie moderne destinée à la défense du mont Lovtchen, et dont l'acquisi-

tion avait été faite par le fameux renégat et traître national A. Radovitch. D'un autre côté, et d'une manière toute mystérieuse, les sous-marins autrichiens torpillaient tous les transports des denrées achetées pour l'armée et le peuple monténégrins, ce qu'ils n'auraient sans doute pas fait si le gouvernement monténégrin les leur destinait, d'après les infâmes et criminelles allégations de Pachitch. Il est à remarquer ici qu'aucun des transports à destination de la Serbie n'a été torpillé, bien qu'ils navigassent en même temps, dans les mêmes eaux, et sur la même ligne, que ceux à destination du Monténégro. On est donc porté à présumer que quelqu'un informait exactement l'Autriche des départs, etc. des transports, et ce quelqu'un ne pouvait être qu'un des agents de Pachitch, sans en exclure le traître Radovitch, car le gouvernement monténégrin et le roi Nicolas, s'ils l'avaient même voulu, comme l'a prétendu Pachitch, ne l'auraient pu faire que moyennant ce même Radovitch, qui avait été délégué en Europe pour le ravitaillement du Monténégro... Qui donc maintenant est le traître : est-ce le Monténégro et Nicolas, ou Pachitch et la Serbie officielle? La cour de Serbie et Pachitch n'ont hésité ni devant le crime, ni devant la trahison, pour tenir le Monténégro, pour s'approprier le pays.

Pendant qu'à l'extérieur il lançait ces ignobles calomnies, Pachitch ne rougissait pas de télégraphier à Cettigné par le canal du colonel serbe P. Pachitch, chef de l'état-major de l'armée monténégrine, que le Monténégro et le roi Nicolas mériteraient bien de la race serbe, si les Monténégrins, bien qu'affamés et sans munitions, réussissaient à arrêter la marche des Autrichiens pour couvrir la retraite de l'armée serbe désorganisée et en fuite. Et lui-même arrivait à Cettigné pour implorer le gouvernement monténégrin d'accepter n'importe quelles conditions de paix, vu que la Serbie ne pouvait plus compter et que les quelques restes de ses armées démoralisées périraient avant même qu'ils pussent franchir la mer. Et Nicolas et sa famille devraient se retirer en Italie, par exemple, et y attendre la fin de la guerre et la paix générale. Riche en astuces, il parla du grand danger qui menaçait toute la race serbe, si le Monténégro continuait la guerre. Il est aisé de saisir les fins de ce plan perfide, et si Nicolas ne voulut pas s'en servir plus tard dans sa défense contre Pachitch, c'est le secret que l'histoire nous dévoilera un jour.

Est-il toujours que Pachitch avait réussi à réaliser ses odieux desseins, car les malheureux Monténégrins, pour sauver leurs frères ingrats, restèrent à leur place, comme prisonniers des Austro-Hongrois. C'est ce que Pachitch avait désiré, et il ne tarda pas à abuser de cette rare abnégation des Monténégrins, pour disqualifier leur valeur et leur patriotisme. Les alliés, durant cinq années, crurent à ces calomnies, ce qui lui permit d'aboutir à la fameuse Déclaration de Corfou, qui, par un trait de plume, essaya de biffer le Monténégro de la carte de l'Europe.

La Déclaration de Corfou est la genèse de la Grande Assemblée Nationale de Podgoritza. C'est dans cette ville que fut élaborée et imprimée même la résolution, rendue publique seize mois après, sur les bords du fleuve Ribnitza.

Avec le percement du front de Salonique commence la dernière phase de l'action criminelle de Pachitch, qui semble un moment couronner son œuvre infernale. En effet, le général Miloutinovitch, alors colonel, reçoit des ordres formels de courir occuper avec son armée le Monténégro, en marche forcée : il est précédé des émissaires de Pachitch, des triumvirs : *Tomitch, Spassoyévitch, Kossovitch*, porteurs de douze millions de dinars, prix du Monténégro. A peine arrivés sur le territoire monténégrin, et protégés par les baïonnettes des soldats du colonel Miloutinovitch, ils convoquent des meetings dans lesquels sont prononcés des discours incroyables, odieux, ignobles. Les baïonnettes dont les triumvirs sont entourés et les millions qu'ils sèment à droite et à gauche donnent à leurs infâmies le poids voulu.

C'est dans cette atmosphère d'oppression et de corruption que le quartier général serbe décrète des titres de pouvoir à des créatures chargées des élections pour la Grande Assemblée Nationale qui doit se réunir à Podgoritza, dont Pachitch veut faire le centre politique de la nouvelle province serbe, pour effacer tout souvenir de Cettigné, capitale de l'Etat libre. Pour tout mode électoral, il est simplement ordonné aux anciennes circonscriptions de choisir chacune dix électeurs plus ou moins sûrs qui devaient à leur tour choisir parmi eux-mêmes deux « mandataires du peuple » et leur donner les pleins pouvoirs pour signer à Podgoritza l'annexe de la Déclaration de Corfou.

En qualité de délégué du général français de Fourton, commandant des troupes alliées à Scutari, j'ai eu l'occasion d'assister personnellement à cette réunion commandée. Sauf quelques rares exceptions, les soi-disant représentants du peuple étaient des jeunes gens, n'ayant ni un passé politique, ni quelque influence dans leur district où ils n'étaient pas même connus, si ce n'est de leurs plus proches parents. Comment donc pouvaient-ils alors représenter le Monténégro, surtout dans un moment si critique pour son avenir politique et économique ?

Deux seuls exemples suffiront pour montrer tout le ridicule de ces élections et combien elles sont loin d'avoir été l'expression de la volonté du peuple. *Les députés Mihailo Bojovitch et le Dr Staniko Radovitch se désistèrent par ordre de Belgrade de leurs mandats, le premier en faveur de son cousin Todor Bojovitch, l'un des principaux artisans du complot de 1907, et le second en celle du traître national André Radovitch, son cousin germain : tous ces deux « représentants du peuple » étant arrivés au Monténégro un mois après les élections !*

Mais même si les députés avaient été élus par voie du suffrage universel, leurs mandats n'auraient pas eu de validité, les élections ayant été faites sous une occupation étrangère, ennemie. Toutefois, pour ne pas trop froisser le peuple et surtout pour donner aux yeux de l'étranger une certaine dignité à cette Assemblée illégale ne représentant en fait que la volonté de Belgrade, les régisseurs de cette tragi-comédie permirent à certains membres de quelques anciennes familles monténégrines d'y faire aussi partie. Et encore, certains parmi ces derniers avaient-ils été compromis dans le complot de 1907.

Ce dernier groupe, qui ne saisissait pas l'illegalité des élections, se représentait cette Grande Assemblée Nationale plutôt comme une simple réunion de laquelle on enverrait au roi Nicolas un message de venir avec son gouvernement se disculper devant le peuple des crimes de trahison que leur imputait la Serbie officielle. Tout le monde était pour une union, mais non pas pour une annexion ; pour une union où le Monténégro, après un libre plébiscite, entrerait, avec la Serbie, à droits égaux, pour former la Grande Union Fédérale Yougoslave.

Mais Pachitch pensait tout autrement, et dans la nuit du 27 au 28 novembre 1918, la veille même de l'ouverture des séances de cette fameuse Skouptchina, tous les députés furent secrètement convoqués dans un établissement gardé à dessein par les soldats serbes et des bandits armés jusqu'aux dents, à huis clos ; ils y durent apposer leurs signatures au bas de l'infâme et criminelle résolution qui leur était présentée par le premier triumvir, Svetozar Tomitch, et qui le lendemain annonçait au monde entier, comme émanant des libres délibérations de leur première séance parlementaire, l'annexion du Monténégro à la Serbie, mère-patrie.

Après l'élection d'un Comité national exécutif, qui devait gouverner le pays au nom du régent Alexandre et dont les membres furent nommés ministres à vie, les « députés » rentrèrent chez eux.

Le malheureux peuple, qui avait tout vu et tout compris, se souleva bientôt pour les désavouer et laver l'ignominie dont on avait voulu le couvrir.

Douchan A. Dretzoun

## La question agraire et paysanne en Roumanie

### V. Les restes féodaux

Nous avons montré dans les articles précédents ce qu'a été en réalité la « réforme » agraire de l'oligarchie, qui promettait de supprimer la grande propriété et de faire de chaque paysan un propriétaire indépendant. En réalité, la réforme agraire a laissé aux grands propriétaires des terres tellement vastes et étendues que ceux-ci constituent toujours un facteur prépondérant dans l'agriculture roumaine, et d'autre part elle a laissé les millions de paysans dans une situation misérable : ou totalement en dehors de la dotation (environ 1 million et quart de paysans), ou dotés de parcelles de terre infimes, insuffisantes, de la plus mauvaise qualité, et mal situées.

Si la réforme agraire a créé de nouveaux propriétaires « indépendants », ceux-ci ne représentent qu'un nombre minime, et encore ce ne sont que des richards, des parvenus, recrutés parmi les favoris du régime (officiers, cabaretiers, agronomes, popes *e tutti quanti*), qui ont reçu par la fraudulation des lois agraires, des étendues suffisantes de meilleures terres, et qui s'enrichissent — véritable *accumulation primitive*, dont parle Karl Marx — avec l'aide du pouvoir étatique, sur le dos des masses paysannes.

Mais ce n'est pas seulement en ce qui se rapporte à la *répartition* de la propriété de la terre que la réforme agraire n'a pas changé essentiellement, fondamentalement la situation des millions de paysans. Elle a laissé encore subsister de nombreux restes féodaux dans le domaine des *rappports de travail et de la production* agraire.

Les lopins reçus par les paysans, là où ils les ont reçus, sont de fait *inaliénables*. La loi les déclare comme tels pour un espace de 5 ans après leur entrée en la propriété *définitive* du paysan. Or, comme nous l'avons vu, des 3 millions de hectares distribués, c'est à peine si les  $\frac{3}{4}$  de million sont cadastrés, donc devenus *propriété définitive* des possesseurs, et ce qui est cadastrée, c'est la terre du favori, et non pas celle du paysan. Les paysans, en écrasante majorité, ne sont pas encore des propriétaires *définitifs*, et ils ne le seront pas encore de longtemps, jusqu'au moment où ils auront payé les lopins reçus, dans la plupart de cas pas avant le terme prévu par la loi : 20 ans. Et encore, jusqu'à 5 ans après *cette date*, les paysans ne pourront donc pas disposer librement de leurs terres, ne pourront pas les vendre pour aller s'établir en un autre point du pays, où ils trouveraient de meilleures conditions de vie et de travail. Mais que signifie alors l'inaliénabilité des terres reçues par les paysans ? Cela signifie que les paysans sont soudés à leur lopin de terre, liés à leur village, au domaine voisin du grand propriétaire. Comme, d'autre part, les paysans ont reçu, d'après ce que nous savons, des parcelles absolument insuffisantes (entre  $\frac{1}{2}$  et 3 ha. en moyenne) pour occuper et nourrir une famille paysanne pendant toute l'année, ils sont forcés de chercher du travail en dehors de leur terre. Mais liés par l'inaliénabilité de celle-ci à leur village, ils sont forcés encore de chercher du travail seulement là où ils peuvent en trouver : chez le grand propriétaire et chez le richard du village. C'est-à-dire, ils sont forcés d'accepter les conditions de travail que ceux-ci leur imposent.

Il est donc facile de s'imaginer dans cette situation de quelle sorte sont ces conditions de travail du paysan roumain même après la réforme agraire. En effet, le rapport de travail porte dans l'agriculture de la Roumanie des restes considérables de féodalisme. Le contrat de fermage entre le paysan et le grand propriétaire n'est pas conclu sur contrevalet en argent, sur base moderne, mais sur contrevalet en quantité de travail, c'est-à-dire sur base féodale. Pour un hectare de terre reçue par le paysan en fermage — « pour la travailler » —, celui-ci ne paye pas une somme fixe en argent, en restant pleinement propriétaire du produit du hectare affermé, mais s'oblige à travailler pour le grand propriétaire une étendue égale ou double des terres de ce dernier, ou il s'oblige à céder au grand propriétaire la moitié ou même plus de la récolte produite sur cet hectare avec la semence, le travail et l'inventaire du paysan. En plus, le paysan s'oblige à exécuter une série de services en nature, de véritables corvées féodales : tant de jours de labourage, ou le transport d'une certaine quantité de céréales ou de bois à un point déterminé ; livraison d'une certaine quantité de produits agricoles : œufs, volaille, laine, etc. (Un tel contrat conclu dans le département de Dolj a été reproduit en 1925 comme exemple dans le *Tsarantismul*.)

Les faits suivants sont caractéristiques et prouvent avec éloquence la persistance, après la réforme agraire aussi, des restes féodaux dans les rapports agraires de la Roumanie :

L'Etat lui-même exploite ou donne en fermage ses terres et forêts aux paysans sur la base de ces rapports féodaux. Voici, par

exemple, ce que contient la disposition en date du 30 mars 1924, n° 16.637, du Département des Forêts du Ministère de l'Agriculture :

a) pour la vente des produits ligneux principaux, accessoires, secondaires, d'une valeur de plus de 1.000 leis, on imposera l'obligation de prêter un nombre de 5 à 15 jours de travail ;

b) pour le fermage d'étendues de culture ou de pré (pour du foin) on s'oblige à faire 2 à 10 jours de travail pour chaque hectare ;

c) pour pouvoir mener paître le bétail on s'oblige à fournir un jour de travail pour 1 à 10 bêtes à cornes ou 5 à 50 moutons par mois...

Autre fait : c'est seulement maintenant qu'on prépare une loi par laquelle la prestation en nature à l'Etat (jours de corvées pour entretenir ou réparer les chemins et les chaussées) sera supprimée (vraiment ?) à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1928. Mais le même projet de loi prévoit que « pour les communes rurales et pour les chemins qui les traversent » resteront en vigueur « seulement » deux jours de prestation en nature (*Argus* du 9 avril 1927). La prestation en nature, « cette survivance d'un vieil régime économique », comme le désigne même ce journal des grands propriétaires, est donc supprimée comme dans la comédie du dramaturge roumain Caragiale, c'est-à-dire en la laissant debout « pour les communes rurales », c'est-à-dire pour les paysans.

Mais en dehors des prestations en nature établies par la loi, il existe une somme d'autres travaux, forcés, imposés au paysan, en dehors, au-dessus de, ou contraire à la loi. Les édifices pour les écoles dans les villages sont construits avec la prestation forcée des travaux par les paysans (transport du bois, des briques, d'autres matériaux). De même les paysans exécutent des services pour les autorités et pour les fonctionnaires de l'Etat par travaux imposés. Dans la *Lupia* du 10 avril 1926 un avocat de la Dobroudja du Sud, M. Meghea, se plaint au nom de la population turque de cette région, qu'*en dehors de la taille (angaria)* et du banditisme, il y a encore d'autres maux » dont souffre cette population. La taille!... La taille dans la Dobroudja du Sud d'où elle avait disparu, avec les autres restes féodaux, sous la domination bulgare!... N'est-ce pas là encore une preuve saillante de ce que l'oligarchie non seulement cherche à garder les restes féodaux dans l'Ancien Royaume, mais a aussi la tendance de les étendre dans les autres régions d'où ils avaient disparu ?

Et encore un fait : chaque été des dizaines et des dizaines de milliers de soldats sont transportés en haillons sur les domaines des tchokoïs où, sous commandement militaire, sans être payés, ils peinent comme des esclaves. C'est l'Etat qui encaisse pour chaque soldat une somme dérisoire. N'est-ce pas là encore un élément féodal — *scavagiste* même — dans l'économie de la Roumanie « moderne » !

Et M. le consul de Roumanie Rommenhoeller, qui voudrait acréditer à l'étranger, par son livre en français et en allemand, que le régime agraire de la Roumanie est, après la réforme agraire réalisée, un régime moderne !...

Non, le dépouillement du régime agraire de la Roumanie de ses restes féodaux est un processus qui n'est point encore accompli ; la réforme agraire l'a rendu plus nécessaire encore ; elle a aiguïé les contradictions intérieures du régime agraire et, par cela, a rendu plus nécessaire encore la suppression des restes anachroniques. On peut donc dire dans ce sens, sans hésitation aucune, que la réforme agraire est un pas vers la modernisation du régime agraire de la Roumanie, est un pas en avant dans la révolution bourgeoise de celle-ci. Mais cette « réforme » est loin de constituer, à elle seule, « la révolution bourgeoise accomplie », comme l'affirment à tort parfois même des adversaires de l'oligarchie, comme les tsaristes et les social-démocrates.

L'achèvement de cette révolution est une tâche qui doit encore être résolue ; elle doit être parfaite dorénavant par les ouvriers et la paysannerie de la Roumanie. C'est ce que nous traiterons dans notre prochain article, par lequel nous terminerons notre étude.

I. Mateescu

## La presse yougoslave et la reconnaissance de l'Union Soviétique

La *Fédération Balkanique* a publié dans son n° 66 un article de son correspondant de Belgrade sous le titre de : « Pour la reconnaissance de l'Union Soviétique » et dans lequel la question de cette reconnaissance était posée comme l'une des questions primordiales de la politique extérieure de l'Etat des S. C. S.

Jusqu'à ce jour, cependant, la presse yougoslave n'a point pris position nette ni pour cette question, et ni pour celle de la reprise des rapports commerciaux avec la Russie! Ci et là on voit paraître dans les journaux un article pour ou contre la reconnaissance, mais il n'est point encore question d'une action systématique en faveur d'une solution positive de cette question.

La presse panserbe de Belgrade — qu'elle se désigne comme de parti, « indépendante », ou économique — effleure de temps en temps le problème de l'Union Soviétique sans avoir le courage d'avancer des arguments objectifs pour ou contre. Mais la presse bourgeoise croate de Zagreb a par contre considéré cette question bien plus sérieusement — elle voue à la question de la reconnaissance de l'Union Soviétique une attention bien plus grande. Et la presse croate économique en fait de même, en particulier l'organe de l'économie nationale et de l'industrie de la Yougoslavie, le *Yugoslavenski Lloyd*, qui ces derniers temps publie régulièrement avec commentaires, des informations économiques sur l'Union Soviétique, ainsi que des articles de fond dans lesquels est nettement défendue la thèse de la nécessité de la reconnaissance de l'Union Soviétique et de l'établissement de rapports commerciaux avec elle.

Le 29 avril dernier, le *Novosti* de Belgrade (organe non-officiel d'opposition des fermiers serbes) publiait un télégramme détaillé de Prague sur la question des relations entre l'Union Soviétique et la Yougoslavie. L'information provenait des cercles soviétiques bien informés de Prague et fournissait l'occasion de connaître directement le point de vue de l'Union Soviétique vis-à-vis de la Yougoslavie.

Il est dit, entre autres, dans ce télégramme : « L'Union Soviétique était et est prête à établir des relations diplomatiques avec ceux des Etats avec lesquels ces relations n'existent pas encore. *Tel est le cas tout particulièrement quant à nos rapports avec la Yougoslavie dont la population, de par sa tradition et sa culture, est bien plus intimement liée aux peuples de l'Union Soviétique.* » Il est ensuite relevé l'hésitation dont fait preuve dans cette question l'Etat des S. H. S., en affirmant que cette hésitation est due à des facteurs extérieurs et à la crainte que l'Union Soviétique ne se mêle dans les affaires intérieures de la Yougoslavie. Mais « L'Union Soviétique, dit le télégramme, a officiellement et solennellement renoncé à tous plans impérialistes et à toutes immixtions dans les affaires intérieures des autres Etats. Il serait désirable dans l'intérêt de la paix que les autres grandes puissances adoptent aussi une telle politique »...

Le télégramme souligne aussi le fait que ces derniers temps la Chambre de Commerce s'était aussi intéressée à la reconnaissance de l'Union Soviétique, et dit : « La reprise des relations amicales entre les peuples des deux pays serait saluée par l'Union Soviétique avec des sentiments des plus cordiaux. » Le *Yugoslavenski Lloyd* du 30 avril publie la dépêche précitée dans un article intitulé « *Toujours plus en avant vers une nouvelle orientation.* » L'article est consacré à la nécessité d'une nouvelle orientation de la politique extérieure en ayant en vue la grave crise économique du pays et l'indécision de la politique extérieure de jusqu'ici.

En enregistrant ce fait, nous voulons établir qu'il est grandement temps à ce que les autorités responsables tiennent davantage compte des besoins et des désirs de tous les peuples de la Yougoslavie, sans considération aucune des désirs intéressés et égoïstes de Londres, Bucarest ou Rome et encore moins des insinuations contenues dans les imbéciles et réactionnaires articles de certains réactionnaires russes et publiés par la presse « indépendante » de Belgrade.

Ika

## LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

### Albanie:

Le service aérien en Albanie a été transmis aux Italiens. — La navigation aérienne en Albanie était jusqu'ici desservie par une compagnie allemande : l'Aéro-Lloyd. Par suite du manque absolu de voies ferrées dans le pays, ce service est d'une importance particulière.

Des capitalistes italiens viennent maintenant d'acheter toutes les actions de cette société allemande et Ahmed Zogou leur a donné la concession exclusive de ce service. Et ainsi, les Italiens sont dorénavant les seuls maîtres des communications aériennes en Albanie,

qu'ils n'emploieront sûrement pas qu'à des transports commerciaux, mais aussi, et surtout, à des buts militaires.

La concession forestière allemande de Mamurash a aussi été cédée aux Italiens. — Dans les forêts de Mamurash (Albanie Centrale), la société allemande INAG avait depuis longtemps la concession de l'exploitation des riches contrées boisées, et elle travaillait très bien. Cette société vient d'être forcée par Ahmed Zogou à céder la place aux nouveaux envahisseurs, aux Italiens, et l'exploitation de ces forêts fut transmise à des capitalistes italiens. On voit donc comment le fascisme italien active la colonisation de tout le pays.

**Bulgarie:**

**Le budget extraordinaire.** — Dans notre No 60 nous avons analysé le budget ordinaire que le gouvernement avait présenté au Sobranje. Nous avons relevé alors que 20% des revenus de l'Etat étaient affectés à l'armée; plus de 20% à la dette publique pour les intérêts et l'amortissement des anciennes dettes ainsi que des dettes résultant des « réparations » etc.; 6% pour la police et la gendarmerie. La moitié des revenus de l'Etat bulgare sont donc employés pour payer les capitalistes étrangers et pour soutenir la dictature fasciste dans le pays. Nous avons également relevé qu'en dehors de ce budget ordinaire, le gouvernement se préparait à présenter au Sobranje un « budget extraordinaire » et un « budget de différents fonds ». Et en effet, la discussion du budget ordinaire n'était pas encore terminée au Sobranje que le gouvernement du Zgovor présentait déjà son « budget extraordinaire ». Ce « budget extraordinaire », qui n'est en réalité qu'un budget complémentaire, s'élève à 169.764.000 lévas, dont 66 millions pour la dette publique, 29 millions pour la guerre, 11 1/2 millions pour l'exécution des traités de paix, 18 1/2 millions pour le parlement, environ 4 millions pour la cour, 2 1/2 millions pour le ministère de l'intérieur, et moins que 1 1/2 million pour l'installation des émigrés.

**La corruption partout.** — Nous avons relevé à plusieurs reprises de quelle façon éhontée les gens qui constituent les suppôts du régime fasciste en Bulgarie profitaient de la situation actuelle du pays pour remplir leurs coffres-forts par les deniers des pauvres malheureux qui, par un pénible travail, arrivaient à peine à subsister misérablement. Nous avons signalé les appointements et tantièmes révoltants des administrateurs et directeurs des mines de Pernik. Les journaux bulgares sont toujours pleins des cas de corruption et vénalité des hauts fonctionnaires d'Etat. Un ancien contrôleur auprès de la Banque Nationale Bulgare, Serafim Ser. G. Fitcheff, a publié une brochure dans laquelle il cite, entre autres, le fait suivant : Le gouverneur de la Banque Nationale Bulgare touche un traitement annuel de 360.000 lévas, plus 450.000 lévas en tantièmes, soit en tout plus de 800.000 lévas; le sous-directeur 600.000 lévas; un deuxième sous-directeur 500.000 lévas. A ces chiffres énormes, si l'on oppose les appointements et les « tantièmes » des employés de cette même banque, qui eux font le plus de travail mais qui ne touchent que 30.000 à 50.000 lévas par an, on voit combien l'iniquité et le favoritisme florissent en Bulgarie.

**L'amnistie.** — Il est impossible d'énumérer toutes les pétitions adressées de tous les points de la Bulgarie au gouvernement, réclamant l'amnistie.

Le télégramme suivant a été adressé de Vienne à Liapcheff par des professeurs d'Université, des avocats, des juges, etc. :

« Au nom de l'humanité, et parce que la guerre civile est depuis longtemps finie, donnez l'amnistie sans condition et complète aux prisonniers condamnés à propos des événements révolutionnaires. »

La Ligue contre la Terreur en Yougoslavie a pris une résolution en faveur de l'amnistie complète en Bulgarie.

Les représentants des associations politiques à l'Université de Belgrade ont agi de même.

A Lyon, dans un grand meeting réunissant plus de 3.000 personnes, M. Marcel Willard a exposé la situation tragique du peuple bulgare. L'assemblée a voté à l'unanimité un ordre du jour réclamant l'amnistie.

Le Président du Conseil continue à ne pas vouloir entendre la clameur universelle qui demande la libération des condamnés politiques, mais il a reçu avec faveur une délégation qui lui a demandé l'amnistie de M. Radoslavoff qui, comme Président du Conseil, a, d'accord avec Ferdinand de Cobourg, entraîné la Bulgarie dans la guerre et le désastre.

**La police de Liapcheff attaque le club des social-démocrates.** — Le gouvernement de Liapcheff qui avait défendu en beaucoup d'endroits les fêtes à l'occasion du 1er mai, se rendit coupable à Sofia même d'une provocation particulièrement brutale. Vers les 8 heures du soir des agents de police se rendirent au club des social-démocrates et voulurent enlever les drapeaux et placards qui portaient des inscriptions comme : « A bas Mussolini souillé de sang! », « A bas le militarisme! », « A bas la loi pour la Défense de l'Etat! », « Amnistie pour les prisonniers politiques! », etc. Mais en présence de l'excitation qui s'empara de l'immense foule des ouvriers qui s'y trouvait assemblée, ils ne purent pas mettre à exécution leur projet arbitraire. Alors, ils demandèrent des renforts, et lorsque arrivèrent sur les lieux de nouvelles brigades d'agents de police, et des policiers à cheval, ces condottieri de Liapcheff, sabre au clair et revolver au poing, se ruèrent sur la foule sans armes et blessèrent grièvement un grand nombre d'ouvriers, ainsi que les fonctionnaires du club social-démocrate Nentchoff et Ivan Vassileff, et le rédacteur de l'organe central social-démocrate « Narod », I. Pastoukoff. Naturellement, ces bravis opérèrent aussi un grand nombre d'arrestations.

**Liapcheff renforce sa terreur électorale.** — Le 28 avril toute la ville de Pirdop fut cernée par des policiers et des fascistes, de nombreuses perquisitions furent opérées chez des personnes appartenant à l'opposition, ainsi que de nombreuses arrestations. Les réunions du parti des artisans furent interdites, et leur orateur Stanojeff reçut l'injonction d'avoir immédiatement à quitter les lieux, sous menace de ne plus voir le jour s'il passait encore une seule nuit dans la ville. (« Narod » du 30 avril.)

A Ferdinand tous les membres du comité local du parti agrarien ont été arrêtés. (« Nézavissimost » du 27 avril.)

A Vratza le local du club démocrate a été bloqué par la police et 20 fonctionnaires qui s'y étaient réunis en conférence ont été arrêtés. (« Nézavissimost » du 27 avril.)

A Plevna le président du parti ouvrier a été arrêté. (« Novini » du 27 avril.)

Le député radical Ivan Grotseff a été arrêté. (« Radical » du 28 avril.)

Dans toute une série de localités les réunions électorales du parti social-démocrate ont été interdites, et là où elles se tenaient, dispersées. (« Narod » du 29 avril.)

Dans le village de G. Kusseléri (district de Karlovo) une réunion du parti démocrate fut attaquée par des policiers et des fascistes armés jusqu'aux dents et de nombreux assistants furent blessés par ces bandits.

**Les assassins gouvernementaux à l'œuvre.** — Dans le village de Debnovo (district de Trojan) le paysan oppositaire Marin Ilieff fut assassiné. Les meurtriers, des partisans du gouvernement, restèrent naturellement « introuvables ». (« Novini » du 28 avril.)

Dans le village de Rakovsky, l'oppositaire Mikhaïl Ilieff fut assassiné « par des inconnus ». Dans la ville de Stara-Zagora l'ouvrier P. Vassileff fut poignardé par un soldat qui n'a pas encore été arrêté. (« Svobodna Rjetch » du 1er mai.)

**La terreur électorale.** — Les violences commises contre l'opposition depuis l'ouverture de la période électorale vont croissant.

Voici quelques faits cueillis dans la presse bulgare :

A Dragoman, Alexandre Frangia de l'Union agraire a été arrêté et battu.

A Gabrovo, le sous-préfet Bachikoff a mandé à son bureau l'agrarier Hanko Panajoloff et lui a fait des menaces. Après cela Hanko Panajoloff a démissionné du parti paysan et a adhéré au Zgovor dont il est maintenant le candidat.

A Elena, la manifestation du parti des artisans, le 27 avril, a été interdite.

A Eski-Djoumaïa la terreur est violente. Les Turcs habitant la ville ont été menacés d'être expulsés de Bulgarie, s'ils ne votaient pas pour le Zgovor.

A Orkhanî, Vassil Dimitroff, pour avoir fondé l'organisation locale du Bloc du Travail, fut arrêté et brutalisé : « Si tu fondes d'autres sections du Bloc du Travail, lui a-t-on dit, on t'enverra dans l'autre monde en automobile fermée. »

Dans la même ville, on a battu férocelement les agrariens Marinoff et Staroselski. Ce dernier est « disparu ».

A Lovetch, la réunion du Bloc socialistes-paysans-artisans a été interdit. L'orateur a été chassé de la ville.

A Ferdinand, Ivan Theophiloff et d'autres citoyens ont été assommés par les « irresponsables ». L'état d'Ivan Theophiloff, blessé à la tête, est grave.

A Vratza, le 26 avril, à la sortie d'une réunion, une arrestation en masse d'agrarier a été opérée.

A Provadia, arrestation de tous les membres de l'Union agraire.

**Grèce:**

**L'antisémitisme en Grèce.** — Le fascisme et la Terreur Blanche engendrent, entre autres horreurs, l'antisémitisme.

A Salonique où la communauté israélite a une grande importance, des affiches ont été apposées, il y a quelque temps, dans lesquelles les Juifs étaient insultés et menacés.

De vives protestations se sont élevées parmi les Juifs saloniens.

Une délégation est allée protester auprès de M. Caleyras, gouverneur-général. Celui-ci a déclaré que l'Etat grec ne faisait pas de différence entre les citoyens israélites et les autres.

Il est intéressant de rapprocher cette attitude de celle des gouvernants roumains, par exemple, comme de constater que, même dans une ville comme Salonique, l'antisémitisme prend pied toujours davantage.

**Le 1er mai à Salonique.** — M. Caleyras, gouverneur-général, a refusé d'autoriser le Comité Exécutif de la Bourse du Travail à célébrer le 1er mai par une assemblée dans le jardin Harilaos, à l'intérieur de la ville.

La réunion a eu lieu à Bektchinar.

**L'arrestation des ouvriers de tabac.** — Le Comité du Syndicat des ouvriers de tabac « Proodos », accompagné des chefs des divers ateliers de manipulation, s'est présenté chez le gouverneur-général et a protesté contre la détention illégale des 16 ouvriers de tabac, arrêtés à la suite des incidents qui se sont déroulés devant les ateliers de Splerei.

Le Comité a fait ressortir que la détention préventive des accusés se prolonge illégalement quoique les experts aient établi péremptoirement que Caranfil a été tué par une balle de la police.

M. Caleyras a promis de s'entendre à ce sujet avec le procureur.

**Macédoine:**

**Nouveaux procès.** — Le 16 mai commence à Kossovska Mitrovitza (Macédoine sous joug serbe) le nouveau procès contre l'ancien député au Skoupehtina Férad bey Draga, leader des Turcs macédoniens (du parti du « Djemiet »), qui avait été condamné à 20 ans de travaux forcés. La Cour d'Appel avait renvoyé le procès à la première instance.

Le 5 mai ont été mis en accusation à Bitolia (Macédoine sous joug serbe) et remis au tribunal de 1ère instance Vassil Nikoloff et Nicolas

Athanasoff-Abdurrahmanoff, après une détention à la police d'une année, pour avoir soi-disant participé à l'attentat contre Spasojé Hadji Popovitch, rédacteur du journal fasciste « Juzna Zwegda ». Deux autres accusés, Kosta Bitchmoff et Lazar Mileff, en fuite, seront condamnés par contumace. Un cinquième accusé, Krsto Londreff, avait été tué il y a quelques mois « en tentative de fuite ».

**Sous le joug serbe.** — Nous avons annoncé que Panko Brachmarévitch, Bané Andriévitch, Lazar Kardévitch, Jan Dgitounovitch et Nicolas Krstitch ont été inculpés pour « propagande communiste ».

Le procès a eu lieu le 16 avril. Il n'y avait d'autres preuves que la saisie de quelques exemplaires de la « Fédération Balkanique » et du « Makedonsko Delo » chez les inculpés. L'avocat Tatitch a lu une lettre d'un agent de police ayant mené l'instruction, dans laquelle celui-ci avoue avoir interrogé les inculpés sans la présence de deux citoyens comme la loi l'exige.

Malgré cela, Panko Brachmarévitch a été condamné à 4 ans de prison, Lazar Kardévitch à 3 ans ; les autres ont été acquittés.

**Sous le joug bulgare.** — Nous extrayons de la presse bulgare le télégramme suivant adressé au Ministre Président, le 7 avril :

« Le 30 mars, sans aucun motif, je fus arrêté par la police de Stanimaka. Je priai qu'on me dise les causes de mon arrestation, mais au lieu de me répondre, on me jeta au cachot et je fus horriblement battu par deux sergents de police qui m'injuriaient et m'appelaient « Chien de Macédonien ».

» On m'emmena ensuite au dépôt. Le jour suivant, voyant que j'étais encore en vie, on me remit au cachot où je fus de nouveau battu. L'opération fut répétée jusqu'au 4 avril, jour où on constata que j'étais à bout de force. On me relâcha et on me traîna à la maison presque mourant. Je suis au lit, près sans doute de mourir, et je maudis les brigands qui ont créé le malheur macédonien. On ne m'a pas dit pourquoi je fus arrêté et battu ici, en Bulgarie ; pourquoi on me prend ma vie que j'ai sauvée dignement en luttant contre les ennemis de notre peuple. Je veux au moins que les meurtriers soient punis ! »

Nicolas Stivestéroff, né au village Gorno Brodi, département de Sérès.

## Roumanie:

**Le dernier des « Mohicans ».** — A la Faculté de médecine de Cluj, le dernier étudiant juif, l'étudiante Mlle Ernster, a été chassée par les antisémites. En 1922 il y avait dans cette Faculté 110 étudiants juifs, dont 70 dans la première année. En 1926—27, malgré la terreur violente, il y en avait encore 7, dont 2 jeunes filles. Récemment, les 5 étudiants et une étudiante ont quitté la Faculté, ayant été chassés à coups de matraques par les antisémites. Mlle Ernster avait résisté. Ces jours-ci elle a reçu une lettre signée de deux croix gemmées qui la menaçait de mort. Elle dut se résigner. Ainsi ce n'est plus le *numerus clausus*, mais le *numerus nullus* qui est réalisé. Et le traité de Versailles qui garantissait en phrases panachées les libertés et l'égalité des populations minoritaires... ! (« Lupta » du 19 avril.)

**Renationalisation !** — Pour le recensement général de la population, le ministre de l'intérieur a obligé les habitants à indiquer leur « origine ethnique ». M. Buscan, sous-secrétaire d'Etat, a expliqué qu'il est question non pas de la langue qu'un habitant quelconque parle actuellement, du nom qu'il porte, etc., mais de la nationalité de ses ancêtres. On affirme qu'on veut proclamer plus tard, sur la base de cette « origine ethnique », nombre de citoyens qui se sentent Roumains, mais qui ne sont pas Roumains d'après leur « origine », comme minoritaires. D'autre part M. Buscan affirme que sur la base de cette indication d'origine quelques centaines de milliers d'Ukrainiens, particulièrement du nord de la Boukovina, des Hongrois, etc. seront « découverts » comme d'anciens Roumains dénationalisés durant la « domination étrangère », et déclarés Roumains « renationalisés », pour affaiblir ainsi la force compacte des minorités respectives actuelles ukrainienne, hongroise, etc. (« Lupta » du 20 avril.)

**Misère des paysans.** — Le prix des travaux agricoles est : à la montagne, dans les forêts, 60 à 120 leis (2 à 3 frs. or) par jour ; aux champs de 50 à 60 leis (1,25 à 1,50 frs. or) par jour. (« Indreptarea » du 18 avril.)

Dans la Boukovine un nouveau fléau sévit parmi la population paysanne... l'éthéromanie. Les paysans, au lieu de l'acool, boivent de l'éthér. (« Aurora » du 9 avril.)

**Le nouveau tarif douanier.** — Tandis que les produits d'importation de nécessité populaire sont frappés de taxes élevées, les taxes des objets de luxe sont réduites. Un exemple : pour les tissus de qualité inférieure de laine, les taxes montent de 75 leis le kg à 150 leis ; mais pour les tissus de soie les taxes tombent de 34.807 leis à 8.000 leis. (« Vorwärts » du 21 avril.)

**Les Syndicats Unitaires en Justice.** — Le procureur Jean Dobrescu a ouvert une action contre les Syndicats Unitaires, conformément à la demande qui lui fut faite par le Ministre du Travail. Le Président du Tribunal s'y est conformé et a fixé le procès au 11 mai. Comme considérations justifiant la dissolution, le procureur écrit : « Les Syndicats ont mené une lutte de classes économique et politique, et ont critiqué d'une façon exagérée les lois du pays. »

Quelques jours avant cette décision prise par le procureur, on avait déjà arrêté, à Temésvar, le Président des Syndicats Unitaires M. Koloman Müller et une série d'autres leaders des Syndicats Uni-

taires. Comme matériel « compromettant », on a confisqué dans la bibliothèque des Syndicats « Les Conspirateurs » de Jules Verne.

**Nouvelles Condamnations.** — Le Conseil de Guerre de Cluj (Transylvanie) a condamné 4 ouvriers à un total de 17 années de prison pour avoir été trouvés possesseurs de livres marxistes. Furent condamnés : Tibériu Tirman à 7 ans, F. Friedmann à 5 ans, Josef Fazekas à 3 ans et A. Kraus à 2 ans.

**Le martyr de Willy Roth.** — Le Comité Viennois contre la Terreur Blanche dans les Balkans nous transmet un document, contenant une déclaration faite sous serment par devant notaire, par un rescapé de la Sigourantsa.

On y lit :

« Je fus arrêté (il s'agit de Willy Roth, ouvrier typographe de Cluj) le 14 novembre dans la rue à Bucarest, par les agents de la Sigourantsa. Je milite depuis plus de dix ans dans le mouvement ouvrier, d'abord comme rédacteur du journal socialiste de Transylvanie « Der Kampf », et ensuite comme secrétaire des syndicats de Cluj.

» Dès les premiers jours de mon arrestation, l'inspecteur Banciulescu m'a soumis pour la signer une déclaration toute faite. Cette déclaration contenait toute une série d'inventions ou des fausses interprétations, notamment que j'étais membre du Comité Central du Parti Communiste de Roumanie et que j'avais dirigé, avec Boris Stéfanoff, Pavel Tkatchenko, Kobles Elek et Moses Kahana, le Parti Communiste illégal. Une série de comptes-rendus de séances y figurent dont je n'ai jamais entendu parler ou qui étaient tout-à-fait défigurés.

» La même déclaration établit à l'aide de plusieurs lettres et procès-verbaux falsifiés, une liaison secrète entre les militants révolutionnaires mentionnés plus haut et moi d'un côté, et plusieurs leaders ouvriers, intellectuels, des syndicats unitaires, du « Bloc ouvrier et Paysan », de la Ligue des Droits de l'Homme et de la Ligue contre la Terreur en Roumanie, d'autre part. Toutes ces liaisons étaient destinées, d'après les dires de la « déclaration », à un grand complot auquel devaient participer les dites organisations.

» Cette déclaration me fut soumise pour la signer. Pour m'obliger à la signer, on me fit subir pendant toute une semaine des tortures horribles, par les commissaires Munteanu et Sion. Pendant tout le long des nuits, je fus frappé à l'aide de matraques en caoutchouc. Les tortures cessaient après chaque évanouissement pour recommencer dès que j'avais été ranimé. On alternait les coups de matraques avec des coups de verge sur la plante des pieds. L'inspecteur général de la Sigourantsa, Vladimirescu, dirigeait lui-même ces tortures et ordonna d'employer tous les moyens pour obtenir ma signature.

Pour échapper à la mort, Willy Roth signa la déclaration.

## Yougoslavie:

**Arrestations, arbitraires.** — Le conseiller départemental Drezga, fédéraliste, vient d'être arrêté dans le village de Katunim sous l'accusation d'avoir participé activement à une démonstration des fédéralistes et d'avoir déchiré un drapeau yougoslave. Drezga a été livré au tribunal de Sibenik.

Le 4 mai fut arrêté à Belgrade Ottokar Kersovani, rédacteur en chef du « Novosti » et secrétaire-général de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme, pour... ne pas avoir déclaré un domicile en règle — quoique depuis plus de 3 ans il travaille publiquement et légalement à Belgrade. L'Association des Journalistes a protesté auprès du premier ministre pour cette chicane de la police, et M. Voukitchévitch a déclaré qu'il donnera les ordres nécessaires pour que Kersovani soit traité comme un prisonnier politique.

**Renforcement de la Terreur Blanche.** — M. Voukitchévitch, président du Conseil et Ministre des Affaires Intérieures, a adressé aux préfets une circulaire où il exige d'eux l'application stricte de toutes les lois existantes.

Cette circulaire n'a pour but que de marquer une dictature ouverte et le renforcement de la Terreur Blanche.

L'opinion publique ne se laissera pas tromper par cette manœuvre, car on ne peut s'attendre au respect des lois de la part d'un ministre qui a violé la Constitution — loi suprême de l'Etat. De plus, on sait que la circulaire officielle et publique a été accompagnée d'une autre confidentielle dans laquelle le roi et la « Main Blanche » donnent l'ordre à tous les organes de la police, par l'intermédiaire de Voukitchévitch, de renforcer la Terreur.

C'est là un premier pas du nouveau gouvernement vers la préparation de la Terreur électorale.

**La Fête du 1er mai interdite.** — Il y a plus de 30 ans qu'à chaque 1er mai, le prolétariat de Belgrade se rend en cortège à Topchiler (bois situé près de Belgrade) pour célébrer la Fête du Travail. Cette année, M. Voukitchévitch a donné l'ordre d'interdire aux masses ouvrières la formation de cortèges ainsi que les meetings en plein air.

Afin d'atteindre à la tête même le mouvement des Syndicats indépendants, le Ministre des Affaires Intérieures a fait arrêter leur secrétaire, M. Milivok Kalévitch.

**Statistique de l'émigration.** — Depuis 7 ans qu'existe l'Etat yougoslave, 100.000 personnes ont déjà émigré, d'après les statistiques officielles. Rien qu'en 1926, 18.230 personnes émigrèrent, dont 15.726 des Slaves, 2.671 des Allemands et 1.044 des Hongrois.

Ces chiffres élevés donnent un tableau précis de la terrible situation dans laquelle se trouvent les masses laborieuses — quoique la Yougoslavie soit un pays éminemment agricole. Et ces chiffres ne sont que ceux des émigrés d'outre-Atlantique, et ne comprennent pas les ouvriers émigrés en France et en d'autres pays européens.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS  
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## „Die Regierung wird ernst und rücksichtslos gegen jede Stammes- und soziale Demagogie vorgehen...“

Programmerklärung des Ministerpräsidenten der Regierung des Staates S. H. S., Velja Vukićević

In der vorigen Nummer der „Balkan-Föderation“ wurde die Charakteristik der neuen Regierung der Radikalen und Demokraten gegeben. Die Regierung trägt ein noch ausdrucksvolleres Gepräge einer Hof- und militaristischen Regierung, als es bei allen bisherigen sechs Kabinetten des Hofradikalen Nikola Uzunović der Fall war. Das ist ganz logisch, denn sie bedeutet den Höhepunkt des Uzunović-Kurses, der vom Hof und den Militaristen eingeführt wurde, um auch unter den veränderten wirtschaftlichen Verhältnissen im Zeichen der scharfen wirtschaftlichen Krise und eines noch stärkeren Erwachens der Unzufriedenheit der breiten arbeitenden Schichten das Regime der großserbischen Politik zu bewahren und auch weiter die Interessen der serbischen Großbourgeoisie und ihrer Verbündeten, der jugoslawischen Bankiers, Industriellen und Großgrundbesitzer, zu sichern.

Der Hof und die Militärligue haben die politische Lage im Lande ausgenützt, um die unmittelbaren Träger der großserbischen Politik und der politische Hauptfaktor im Lande zu werden. Sie bereiten sich vor, im gegebenen Augenblick das Parlament zu umgehen und die offene Diktatur aufzurichten.

Wie wenig sich die neue Regierung um das Parlament schert, ersieht man am besten daraus, daß sich die Regierung gar nicht bemühte, sich dem Parlament vorzustellen, noch weniger um das Vertrauen desselben ersuchte und ihr Regierungsprogramm vorzulegen. So ein Lebensanfang der neuen Regierung ohne eine Regierungsdeklaration läßt genügend vermuten und genau bestimmen, was für eine Stellung die neue Regierung gegenüber den unterdrückten Nationen und nationalen Minderheiten in Jugoslawien einnehmen wird. Diese Stellungnahme ist durch die Zusammensetzung der Regierung, aus dem bisherigen politischen Kurs von Uzunović ersichtlich, deren verschärfte Fortsetzung die Regierung Vukićević darstellt.

Die Stellung der großserbischen Imperialisten ist gestützt auf die bewaffnete Staatsmacht.

Als der Regierungschef Vukićević dem Korrespondenten des Zagreber „Novosti“ die programmatische Erklärung gab, mußte er alle Illusionen, auch der Naivsten, von einer Änderung des politischen Kurses und der „Einführung von Ordnung und Gesetzlichkeit“, wie das die Regierungskreise in den letzten Tagen bezeichnen, zerstören.

Der Ministerpräsident Vukićević erklärte klar und deutlich, „daß die Regierung ernst und rücksichtslos gegen jede Stammes- und soziale Demagogie vorgehen werde.“ Damit sich die bürgerliche Opposition einschläfern ließ — in der Hoffnung, durch irgendeine parlamentarische Oppositionsmethode die Arbeit der Regierung zu stören —, schloß der Präsident seine Erklärung mit folgenden, sehr bedeutsamen Worten zum Verständnis des wahren Charakters der Regierung: „... Die Regierung wird die Aufgabe, die sie übernommen hat, ohne Rücksicht auf die Haltung, der Opposition und der Schwierigkeiten, die sie zur Lahmlegung oder Erschwerung der Arbeit dieser Regierung machen kann, bis zum Ende durchführen.“

Die Erklärungen sind vollkommen klar, man braucht keinen ausführlichen Kommentar, um sie zu verstehen. Der Kommentar muß in den Tatsachen gesucht werden. Die Regierung besteht aus zwei serbischen Parteien. Es wird gesagt, daß in die Regierung die Kroaten und die Slowenen eintreten können, aber nur Mitglieder dieser beiden Parteien, d. h. jene, die sich von jeder nationalen „separatistischen“ oder föderalistischen Stammesidee abgewandt und die aktiv mitzuhelfen haben, das rücksichtslose Vorgehen gegen alle Stammes- und nationalen Bewegungen sowohl ihrer eigenen als auch der fremden Nationen zu organisieren. Der großserbische Charakter der Regierung wird in der Form ihres Bestandes sowie bei ihrer ersten Erklärung und ihrer Arbeit klar betont.

Was bedeutet ein rücksichtsloses Vorgehen gegen jede „Stammesdemagogie“? Es bedeutet eine immer größere Verschärfung

der Verfolgungsmaßnahmen gegen sämtliche Bewegungen der unterdrückten Nationen. Es bedeutet die Vermehrung der Morde an der mazedonischen Bevölkerung unter dem Vorwande, daß sie Komitadschis verbirgt, um zu verhindern, daß sie es ferner wage, sich im eigenen Heim „Mazedonier“ zu nennen. Es wird wieder Gefängnis- und Zuchthausstrafen für viele Hunderte und Tausende der mazedonischen Bevölkerung wegen antistaatlicher Aktionen bedeuten, wenn jene sich nur erlaubt, das Räubertum und die bestialischen Verfolgungen der Polizei in Mazedonien zu kritisieren. Es wird neuerliche Zwangsansiedlungen der „ungehorsamen“ Montenegriener bei den Neuwahlen bedeuten. Dazu ist die Inkraftsetzung der „Obznana“ auf sämtliche politisch unzuverlässigen Gebiete eine Frage von Wochen, wenn es die Bekämpfung der „Stammesdemagogie“ gilt...

Unter „sozialer Demagogie“, nach den Begriffen des Regimes der großserbischen Kapitalisten und der jugoslawischen Großgrundbesitzer, ist jeder Kampf der armen Bauernschaft um den Boden zu verstehen. Das Regime der „Ordnung und Gesetzlichkeit“ verkündet, daß es durch Bajonette das heilige Eigentumsrecht ihrer Großgrundbesitzer schützen und mit dem Problem der Agrarfrage aufräumen wird, insbesondere mit den „Demagogen“, die eine gotteslästerliche Forderung aufstellen: den Boden ohne Entschädigung und mit freiem Inventar den Großgrundbesitzern zu entziehen. Das Regime wird gegen die Arbeiterschaft, die Hilfe gegen die Arbeitslosigkeit und anständige Löhne, um leben zu können, fordert, scharf vorgehen. Sie wird scharf gegen jene vorgehen, die nicht genügend den „patriotischen“ Interessen der Industriellen Rechnung tragen, die „nationale“ Industrie mit Hilfe des englischen und amerikanischen Kapitals zu heben, durch Lohnreduktion und Arbeitszeitverlängerung konkurrenzfähig zu gestalten.

Blicken wir auf die Organe der Handels- und Industriekreise, lesen wir, was sie über die neue Regierung schreiben und mit welchem Lob sie über das Streben der Regierung, ohne Parlament zu regieren, urteilen. Scharfe Maßnahmen gegen die Arbeiter und die armen Schichten werden getroffen — zur Hebung der Wirtschaft und Sparsamkeit. Auf der Straße sind bei 300.000 dauernd Arbeitslose, fast 6500 Eisenbahnarbeiter wurden hinausgeworfen. Die Märkte aller jugoslawischen Städte sind überfüllt mit verarmten Bauern, die Arbeit suchen. Ihnen werden sich Zehntausende kleiner Beamten, deren Abbau schon im Gange ist, anschließen. Wer sich erlauben wird, diese Leute in Bewegung zu setzen, welche aus dem Produktionsprozeß hinausgestoßen wurden und nun Boden, Brot und Verdienste heischen, wird durch die rücksichtslose Faust des Regimes als „sozialer Demagoge“ getroffen...

Für uns ist es wichtig festzustellen, woher das Regime die Courage erhalten hat, so rücksichtslos gegen alle nationalen Bewegungen vorzugehen und eine offene Diktatur, mit dem Ziele vollständiger Niederwerfung derselben, aufzurichten. Es ist klar, woher dies kommt. Die Führer der nationalen Bewegungen, Radić wie Korošec und Spaho, die Führer der Deutschen und Ungarn in der Woiwodina, haben die elementarsten Interessen ihrer Nation veraten; sie arbeiteten mit dem großserbischen Regime zusammen, segneten den Zustand, der durch die Vidovdan-Verfassung geschaffen wurde, stimmten für die reaktionärsten Gesetze gegen ihre Nation, sprachen unbeschränkte Machtbefugnisse, ja auch gesetzgebende Macht einem Regime zu, das direkt gegen alle nichtserbischen Nationen gerichtet war. Der Armee, die in ein Werkzeug der Hof- und Militärligue verwandelt wurde, sangen sie Lobeshymnen, in wenigen Minuten stimmten sie für die Milliarden des Heeresbudgets...

So äußert sich der Verrat der Kapitalisten in den Spitzenorganen der nationalen Bewegungen, die ihre Nation für einen Silberling den großserbischen Imperialisten verkauften. Auf diesen Verrat machen wir alle unterdrückten Nationen in Jugoslawien aufmerksam und rufen ihnen zu: Das Regime wird trotz des Verrats der Kapitalisten der unterdrückten Nationen sein Ziel nicht durchführen können, wenn die Massen der Unterdrückten den Kampf gegen das Regime aufnehmen. Rücksichtsloser Kampf und Widerstand gegen die blutige und rücksichtslose Reaktion, die neuerlich zu erstarken beginnt, im Zeichen der großserbischen Diktatur, unter Führung der Hof- und Militärligue, deren Firmenträger der Radikale Vukićević und der Demokrat Marinković sind!

## Der Segen des Königs in Griechenland

Nach der Meldung eines italienischen Faschistenblattes hat Exkönig Georg nicht nur seine Anhänger aufgefordert, das oikomenische Kabinett zu unterstützen, sondern ausdrücklich erklärt, daß jede Regung gegen das Ministerium der Konzentration ein unpatriotischer Akt wäre. Damit liquidiert der König seine bisherige Politik der fortwährenden Interventionen und ermöglicht es seinem Freunde Tsaldaris, „im Namen des Königs“ seinen Platz im Ministerium auszufüllen.

Während von allen Seiten Bewegungen gegen das Ministerium einsetzen, während Evtaxias seinen Aufruf an das griechische Volk erläßt, die „Habeas-Korpus-Akte“ der Hellenen zu verteidigen, während die Offiziere mit dem Säbel rasseln, weil man auf ihre Kosten ein Ersparungssystem bei der Armee einführen will, gewinnt das oikomenische Kabinett einen neuen Bundesgenossen. 500 Millionen beträgt das Defizit des Staatshaushaltes, aber all das berührt nicht die Stabilität des Ministeriums. Venizelos will es unterstützen, der König verspricht das gleiche, die „außergesetzlichen“ Kräfte des Staates sind an der Seite des oikomenischen Kabinetts, die Stabilität der Verhältnisse ist gewahrt. Pangalistische Offiziere wurden für ein paar Tage verhaftet und Tsaldaris und seine Mannen fordern ihre Bestrafung. Es ist als ob die Monarchisten Vergeltung üben wollten für das vergossene Blut der Gunaristen, als wenn die „friedlichen“ Freunde der Mittelmächte an den kriegerischen Anhängern der Ententepolitik Revanche üben wollten. Die Krise ist nicht gelöst, Präsident Konduriotis hat seine Demission nicht zurückgezogen und bleibt auf seiner Sommerfrische. Es wird behauptet daß die stärkste venizelistische Fraktion, die des Ministers Kafandaris, die Demissionsabsichten des Präsidenten unterstützt, und Plastyras, der der Kafandaris-Gruppe nahe steht, wirkt und wirbt im selben Sinne.

Die Neuwahl des Präsidenten muß die Schicksalsfrage von Hellas aufröhlen und wäre die faktische Volksabstimmung über die Staatsform Griechenlands. Das Kriegsministerium schwankt zwischen dem Drucke des Innenministeriums und der Unzufriedenheit des Offizierskorps. Mazarakis spielt keine beneidenswerte Rolle, bald muß er seine Freunde beschwichtigen, bald zwingt ihn das oikomenische Kabinett zu Konzessionen an die Monarchisten. Immer wieder wird der Prozeß gegen Pangalos angekündigt — immer wieder wird er verschoben. Man hat eben keine Möglichkeiten, mit den „normalen“ juristischen Mitteln auszukommen; zu außergesetzlichen Formen aber sind wohl die Monarchisten, nicht aber die Venizelisten entschlossen.

In der Armee hat sich die Differenzierung im Offizierskorps ziemlich deutlich vollzogen. Ein Teil der niederen Offiziere sind und bleiben Pangalisten. Die Staatsstreichgelüste Tsaldaris verstärken ihre Reihen, und viele, welche absolut nicht mit der Taktik „Napoleons des Kleinen“ einverstanden gewesen, protestieren gegen die Gehaltskürzung der Offiziere und das neue „Sanierungssystem“. Die Masse der Offiziere ist venizelistisch. Die meisten sind liberale Venizelisten, die wenig Neigung besitzen, dem Ruhebedürfnis der Bankokratie ihre Wünsche aufzuopfern. Michalakopulos ist nicht ihr Freund. Das höhere Offizierskorps steht im wesentlichen hinter Plastyras, der eine abwartende Haltung einnimmt. Besonders verdient hervorgehoben zu werden, daß die venizelistischen Offiziere keineswegs gewillt sind, irgendwelche legitime Interessen dem Konzentrationskabinett aufzuopfern, und Kondylis steht bereit, eine Verfassungsänderung mit dem Säbel zu erzwingen, nachdem die „Charte der griechischen Republik“ seinen Auffassungen so wenig entspricht.

Die Tatsache, daß Michalakopulos die Spaltung der venizelistischen Partei dementierte, beweist nichts für die Festigkeit dieses Regimes. Michalakopulos wird jede Staatsform akzeptieren, welche ihm Ruhe und kapitalistische „Ordnung“ verheißt, er nähert sich immer mehr den Männern der „freien Meinung“, welche zwar prinzipiell für die Monarchie sind, aber in und mit der Republik noch Geschäfte machen wollen. Die „konservativen Venizelisten“ und die Metaxas-Gruppe sind die eigentlichen Träger des bestehenden Systems. Mögen die Arbeiter streiken, die Handwerker mit neuen Aktionen drohen, den Rest des Mieterschutzes zu retten, der Kern des Konzentrationskabinetts bleibt ungebeugt.

Mit neuen Verhaftungen versucht man die Arbeiter einzuschüchtern, und der Protest der Arbeitskammer verhallt ungehört. Mit Versprechungen werden die Flüchtlinge hingehalten, und wenn die Gegensätze sich sehr zuspitzen, versucht Herr Sofulis, eine „loyale“ Opposition den Flüchtlingen vorzutauschen, und die Regierung beginnt eine Entlastungsoffensive auf Kosten der bulgarischsprachigen Bevölkerung in Mazedonien. In der Frage der großen Politik ist ein haltloses Schwanken zwischen den verschiedenen Gruppierungen zu verzeichnen. Bald bejubelt man die Engländer

und spielt mit ihnen Fußball, beruft sie zur Reorganisation der Gendarmerie, bald ißt man „republikanische“ Suppe mit den Franzosen, bald orientiert man sich nach den Wünschen Italiens, bald huldigt man Masaryk und schwärmt für eine Verständigung mit Jugoslawien. In einem Atem huldigt man den italienischen Aspirationen auf Albanien und trauert über die Entnationalisierung der unterdrückten Brüder im Dodekanesos. Man begrüßt den britischen hohen Kommissär von Zypern und freut sich, daß der Athener Bürgermeister in Leukosi mit dem begeisterten Rufe empfangen wurde: „Es lebe Allhellas.“ Man denkt nicht daran, aus seinen Auffassungen irgendwelche Konsequenzen zu ziehen. Man freut sich des Entgegenkommens der Engländer, die allgriechische Kundgebungen auf Zypern dulden, und überläßt die Stammesbrüder der Fremdherrschaft! Das Dodekanesos soll die Basis einer italienischen Luftflotte werden, man regt sich wohl darüber auf, aber man nimmt die Dinge hin, wie sie sind, und kein feindseliges Wort tönt aus dem griechischen Blätterwalde. Die Richtungslosigkeit ist zur eigentlichen Linie geworden, und die Führer des Konzentrationskabinetts sind froh, daß ihnen Pangalos noch nicht aus dem Gefängnis durchgebrannt ist und die republikanischen Offiziere die Mitarbeit der Monarchisten in der Regierung dulden.

Zur Tagung des Völkerbundes sollen zwei Venizelisten entsandt werden. Die monarchistischen Kollegen legen keinen Wert darauf, für das Scheitern von Kreditverhandlungen sich selbst zu exponieren. Man „saniert“ den Staatshaushalt mit neuen Steuern und versucht es, sich um die außenpolitischen Verpflichtungen ebenso zu drücken wie um die Einhaltung der Versprechungen gegenüber den Flüchtlingen. Das oikomenische Kabinett kann nicht leben. Es kann die Finanzkrise nicht lösen, es kann den Zwiespalt nicht überwinden zwischen der Notwendigkeit einer Agrarreform und den Interessen der Großgrundbesitzer in den eigenen Reihen. Das oikomenische Kabinett kann aber auch nicht sterben. Keine der großen parlamentarischen Parteien will in einer so fatalen Lage allein die Geschäfte führen. So bleibt das Kabinett erhalten, das niemand liebt und das niemand beseitigt — das Kabinett der Verlegenheit.

Exkönig Georg hatte vollständig recht, sich für die Regierung der Konzentration auszusprechen. Die Monarchisten brauchen Zeit. Nur „Schritt für Schritt“ können sie den republikanischen Charakter der Armee abbauen, nur allmählich, nur in friedlicher Durchdringung kann man die Venizelisten durch königstreue Männer ersetzen. Das oikomenische Kabinett ist geradezu eine Notwendigkeit für den Monarchismus. Die Royalisten genießen alle Vorteile eines Anteiles an der Regierungsgewalt und können für jeden Fehler der Gesamtregierung die verhassten Republikaner verantwortlich machen. Das oikomenische Kabinett, in dem ein Venizelist die Volksabstimmung über die Regierungsform beantragt, ist keine Gefahr für das Königtum. Übrigens würde Jugoslawien im gegenwärtigen Augenblick eine Restauration des griechischen Königs trotz aller persönlichen Sympathie für ihn nicht für günstig halten, denn man braucht eine konsolidierte griechische Republik als Bundesgenossen und nicht ein von Bürgerkriegen zerklüftetes griechisches Königreich als Belastung. Diesem Umstande mag wohl auch der Exkönig seine legitimsten Interessen aufgeopfert haben. Die Zeiten sind vorbei, da der König die Sendboten seines Vertrauens nach Griechenland schickte, um die Intransigenten gegen Tsaldaris mobil zu machen. Tsaldaris, der Minister der Republik, ist der eigentliche Homo regius, und die Politik der „friedlichen Durchdringung“ ist das Programm seines Königs geworden. Die republikanischen Parteien aber verstehen es nicht, die Republik im staatlichen Apparat zu verankern. Die provinzielle Autonomie ist ein Gebot der Stunde. Nur die Ausgestaltung provinzieller Selbstverwaltung kann den griechischen Staat lebensfähig erhalten, kann den Widerstand der republikanischen Masse gegen die monarchistischen „großen Familien“ stärken und festigen. Tsaldaris war sehr geschickt, als er formell die Dezentralisation der Verwaltung akzeptierte, um sie faktisch mit der Ausrede der „schweren finanziellen Belastung“ zu sabotieren. Für die Sache des Königs ist die provinzielle Autonomie und die Heranziehung breiter Volksmassen, die Demokratisierung der Verwaltung sicherlich nur von Schaden. Infolgedessen wäre es die Aufgabe der griechischen Bevölkerung, einen entsprechenden Druck auf die Volksvertretung, die im Augenblick noch nicht durch die konstitutionell vorgesehene zweite Kammer in ihrer Entschlußfähigkeit gehemmt wird, auszuüben und Garantien zu schaffen für die Verankerung der republikanischen Idee durch Schaffung einer weitgehenden Autonomie für die griechischen Provinzen, durch die Ersetzung der Allgewalt tsaldaristischer Präfecten durch Vertretungskörperschaften der Bevölkerung des betreffenden Gebietes. Wenn die griechischen Massen diese Konsequenz aus der „Anerkennung“ des oikomenischen Kabinetts durch den Exkönig ziehen, dann werden realpolitische Garantien geschaffen gegen die Wiederbelebung des Konstantinismus und die Wiederkehr des vertriebenen Königs Georg.

Melingos

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVE TË NACIONALË E I POPUJVE TË BALKANIK TË SHTYPUR  
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Nji deklaratë me randesë e kryetarëve shqiptarë

Me 24 Prill u bë një deklaratë prej Komitetit të Çlirimit Nacional e prej Komitetit të Çlirimit të Kosovës, që do të jetë një rrjedhë historike në levizjen e lirisimit shqiptar, na munt të thomi bile në levizjen e lirisimit balkanik. Asht e para herë në vjetët e fundit që kryetar të njoftun të levizjes nacionale liberatore shqiptare të tyne, dalin sheshit para popullit shqiptarë, para opinionit perparimtarë e para grumbujvet puntor të Europes, e mbasi i përkrahjejn situatën e certëtë të Shqipnis e të popullit shqiptar gjithsejt, e rrolin e intrigat të qeverivët balkanike reacionere e imperialiste e të protektorvet të tyne të Europes occidentale, çojn zanin për rivendikimin e tyne, e i distojn popullit udhen e vetme që munt t'i çojn në vent fillet që kan vue. Asht e para herë mbas s'vjetësh, që ata i adresohen grumbujvet puntorë, djaleris e inteligences shqiptare për t'i distue udhen e vertëtë e të vetme të lirisimit të popullit të shtypun e të martirisuem.

Kjo deklaratë asht një mjet i fuqishem kundra imperialistëve balkanik e kundra protektorvet të tyne të Europes occidentale, në krye të cillevet gjenden imperialist anglis e italian. Kjo deklaratë, provon në një mendyre eklatante, me prova në dorë, se në Shqipni mbretnon grabija më e poshter e fuqinavet europiane, që perdorin Ahmed Zogun, ket zhelat të popullit shqiptarë, si një condotiere të paguem prej tyne, tuj segurue s'per tash exploitimin e pasurinavet nacionale, e ma vonë zaptimin definitiv të vendit. Kjo deklaratë diston edhe se ç'rrezik të madh bjen kjo politikë imperialiste për të gjith popujt e balkanit. Kjo na diston s'afër asht ky rrezik që do të vinë domos prej kësaj politikë të çmendur të fuqive imperialiste.

Në ket deklaratë dy Komitetit e shenuara, plot besim n'avenirin e në triumfin e afërm të rivendikimevet e t' idealevet të tyne, i adresohen grumbujvet shqiptarë e i fetojn për një veprim metodik e themeluer, për një organizim energjik e përgatitje për luftën solide. Ata i thonë se, vehtëm e t'isoluem, këto grumbuj nuk munt t'i bajn ball anniqvet të tyne të fuqishem, e i distojn se vehtëm tuj u lidhë ngusht me levizjet e ndryshme të lirisimit të popujvet të shtypur balkanik e të faktorvet progresiv internacional, levizja shqiptare do t'a realisojn idealin e popullit: lirisimin efektiv të Shqipnis. E për t'i distue ciltas aleatët e miqët, deklarata i numëron me emen: organizatat kombëtare liberatore balkanike, grumbujt puntorë të Anglis, t'Italis e t'Europes përgjithësisht, ata të Balkanit, popujt që janë libruë e që po librohen nga imperialismi, partizanët e ideve të perparuara në tanë botën. Tuj kenë që në dis' rasa të ndryshme, e sidomos në tre vjetët e mbrame, k'a pasë shqiptarë që kan luftue, e që kan derdhë gjakun e tyne për çeshtje të huaja, deklarata i thotë që mos të rrëhen ma me levizje aventurose, të frymëzue prej anniqvet të popullit shqiptar.

Rivendikimet që formulon deklarata munt të resumohen në këto pika:

Libërimi prej dominates së huaj.

Instaurimi i një republikes që do të përmbledhin të gjith tokat shqiptare, e lidhje e kësaj republikë me republikat të tjera kombëtare balkanike në një federatë balkanike.

Fuqia politike duhet të jetë në duert e popullit puntor dhe jo në duert të një oligarkie bejlerësh feodalë, vegla të dominates së huaj.

Toka kombëtare duhet të jetë malli i popullit puntor dhe jo në duert të bandes së bejlervet feodalë.

Për të realisue këto fille, nenshkruesët e deklarates, mbështetën mbi grumbujt puntorë, mbi djalërin, mbi intelektualët shqiptarë idealët e të cillevet perfaqësojn. Ata mbështetën edhe mbi popujt balkanik, të cillevet kan po ato interesa kundrejt dominates dhe çfrytimit të huaj. Ashtu mbështetën edhe mbi elementet dhe organizatat demokratike, pacifiste dhe anti-imperialiste të popujvet europiane.

Mendimet e koncepcionet që ata kan exposue e mprojtë në ket deklaratë, kan gjetë kurdoherë mprojtje në shtyllat e kësaj perkolëshme.

Na kemi kundërshtue kurdoherë politiken reacionare imperialiste të qeverivët gjaksore fashiste të sotëshme në Balkan ekëna distue rrolin e poshter e kriminel që losin në jeten e popujvet të Balkanit imperialistët ocidental europian, e vegla e tyne Lidhja e Kombevet. Gëzimi i jonë asht i madh që kundërshtime të tilla jan tuj u zhvillue edhe prej elites të popullit shqiptarë. Na thona eliten

e popullit shqiptarë, pse kjo deklaratë asht e nenshkrueme prej ipeshkëvit Fan S. Noli, ish-kryeminister i qeveris shqiptare, një në figurat ma të nalta e ma simpatike të botes politike e letëre shqiptare e balkanike, e prej miqëvet të tij Lano Borshi, prej kolegut t'onë Dr Omer Nishani, prej Konstantin Boshnjakut, Dr Nush Bushatit e Kapiten Aziz Çami — për Komitetin e Çlirimit Nacional; prej Bedri Pejani, Qamil Bales e Major Ibrahim Jakoves, të gjith njerz të njoftun në levizjen e lirisimit të popullit shqiptarë, ish-deputet, publicist, journalist, njerz që kan pasë funksione të nalta, personalitete që gëzojn besimin e plotë të grumbujvet shqiptarë.

Tuj botue ket deklaratë, që asht një çap, e një nër çapat ma të çmueshem, për lidhjen e popujvet balkanik të shtypur, që donë të librohen prej zgjedhjes që po i merr shpirtin, na shofim se dita po afrohet gjithnji ma teper, ku filli që ndjekim do të çohet në vend.

Edhe thomi bashkë me ket deklaratë, që dita e lirisimit të popullit shqiptarë e të gjith popujvet të shtypur të Balkanit nuk asht shum larg. Kjo ditë do të vinë me hapa të sigurte; e edhe popujt balkanik do të kenë shpejt destinaten e tyre në duert e tyne.

E aherë, Balkani nuk do të jetë ma një voter trazimesh e luftash, por do të bëhet një voter prosperitetit e pagjet, për të miren ma të madhe të popujvet balkanik e të popujvet të Europes.

Redakcioni

## Deklaratë

Shqiptarë,

Ata nacionalistë, që kanë çpallur me kohë se shtypja e klasit të bejlerëve feodalë është çapi i parë për çlirimin e popullit t'onë, kanë patur të drejtë: të dy vjetët e fundit të regjimit të bejlerëve feodalë, të kryesuar prej Ahmed Zogut, et provuan me një mënyrë të pakundërshtuarshme. Në këta dy vjet Shqipëria independente, e krijuar me aqë luftë dhe me aqë sakrificë, u-rrukullis përsëri në robërimin politik dhe ekonomik më të tmerruar që ka njohur në të tërë historin e saja.

Këtu më poshtë po numurojmë ca nga mjerimet që i suallnë popullit t'onë bejlerët feodalë, gjithënjë vegla të dominatës së huaj:

Në 1924, një ushtëri jugosllave zaptoj Shqipërin nënë prishinë morale t' Anglisë e me përkrahjen e Italisë dhe të Greqisë dhe i imponoj popullit t'onë regjimin e bejlerëve feodalë me Ahmed Zogun në krye. Ninqiç, i cili ishte aherë ministër i punëve të jashtme i Jugosllavisë, admottoj botërisht në një intervistë, të botuar në gazetën *Le Matin* më 16 Shkurt 1927, që guvernua jugosllave e organizoj dhe e financoj këtë invazjon të huaj për hesap të bejlerëve feodalë.

Për t' a çpërblyer ndihmën jugosllave, qeveria e bejlerëve feodalë i fali Jugosllavisë Sh. Naumin dhe Vermoshin, toka të fituara prej Shqipërisë nacionaliste me mundime dhe lufta të gjata diplomatike.

Po për atë arsëye, qeveria feodale i fali Greqisë Kishën Orthodoxe Autoqefale kombëtare dhe të drejtën të hapë shkolla greke për popullatën orthodoxe shqiptare nga raca dhe nga gjuha. Me këtë mënyrë i u dha një ngjyrë greke Shqipërisë së Jugës dhe i u dorëzuan Greqisë mjetet për t' a këmbësuar dhe për të përgatitur zaptimin e aneksatën e saj më vonë.

Prapë, për atë arsëye, qeveria e bejlerëve feodalë u fali Anglisë e Italisë të gjitha pasuritë kombëtare dhe e vuri popullin t'onë nënë skllavërin ekonomike të huaj. Anglia mori vajgurin me kondita skandaloze: Italia mori, midis të tjerave, koncesjonin e «Bankës Kombëtare», emisionin e huas prej fr. ar 50.000.000 dhe të drejtën e kolonizimit të Shqipërisë. Me anën e «Bankës Kombëtare», Italia hodhi në dorë tërë jetën ekonomike të Shqipërisë; me anën e huas prej 50 milionësh fr. ar, të cilat Shteti shqiptar as i ka marrë as do t' i marrë kurrë. Italia do t' i rrëmbejë popullit shqiptar, si fajde dhe larje borxhi, dyzet vjet me radhë, një vergji prej 7 milionësh e ca frankash ar. Me qënë që Shteti shqiptar s' ka të ardhura të mjafta sa t' a paguajë, këjo vergji do të shtohet për mot në buxhet si deficit. Kështu, Shteti shqiptar, i cili dy vjet më parë s' kish asnjë borç, u rrobërua financjarisht për një kohë të gjatë. Me anën e së drejtës së kolonizimit, Italia do të mundë për pak

kohë t' i rëmbejë popullit t' onë krejt tokat pjellore dhe të sjellë në Shqipëri disa milionë italyanë, dhe Shqiptarët do të mbeten në pakicë n' atdheun e tyre, ku do të formojnë një klas skllvësh si bujqt e e Myzeqesë.

Për të thyer çdo kundërshtim nga ana e popullit kundër këtyre akteve tradhëtie të lartë, A. Zogu ka ngrehur një sundim terrorist krejt barbar: Patriotët dhe intelektualët më të njohur, q' e krijuan Shqipërinë independente, a i syrgjynosi, a i vrau, a i internoj; i shtypi të gjitha liritë politike të popullit, linë e shtypit, të mbledhjes e të fjalës; i çkatërroj forcat armate nacionaliste të rregullta dhe krijoi, në vënd të tyre, banda armate mercenarësh e kriminalësh që martirizojnë dhe plaçkitin popullin; çkallmoj administratën me ministra e nëpunës të korompuar dhe anti-kombëtarë; i çkatërroj gjykatoret me gjykatës, të cilët s' kanë tjetër punë veç se të dënojnë me vdekje a me burg të gjithë kundërshtarët e regjimit feodal; i çpërndau të gjitha shoqëritë e organizatat kombëtare, duke mos kursyer as shoqëritë mirëbërëse të grave. Më në fund, me anën e një mizërie spionësh u kallë merrin të gjithë njerëzve të nderçim, të cilët nuk guxojnë të hapën gojën kundër ligësive të veglave qeveritare.

Për të paguar mercenarët dhe spionët, qeveria e bejlerëve feodalë prish për mot më tepër se gjysmën e t' ardhuravet të Shtetit. Nga ana tjetër, zyrtarët e korruptuar që nga më i vogli gjer te «presidenti» i Republikës, plaçkitin sheshit arkën e Shtetit. Shëmbëlla e Myfid bej Libohovës është karakteristike: Kur u bë ministër i financave në 1925, ish i mbytur në borxhe; brënda në një kohë të shkurtër, si pjestar i kabinetit, jo vetëm i lajti të gjitha borxhet, po vdiq duke lënë një pasuri prej disa milionash në bankat italyane. Një anketë parlamentare e gjeti fajtor për grabitje, për rryshfete e për tradhëti të lartë; po ky njeri nuk u hoq në gjyq, se u kërcënua që do të nxjerë në shesh, me dokumenta në dorë, bashkëfajsinë e presidentit të Republikës dhe të shokëve ministër. Veç këtyre, kontrabanda, e patronizuar prej presidentit të Republikës, i cili merr pjesën e luanit nga fitimet, mbretëron në të gjitha pikat e kufirit dhe i rrëzon t' ardhurat e doganës në më pak se gjysmën. Në këtë mënyrë, buxheti çkallmohet dhe mbyllet çdo mot me një deficit të ri prej disa milionash q' u shtohet deficiteve të vjetëra. Zemrimi i popullit nga vepërimet e numuruara më sipër arriu gjer në kulm, aq sa dhë vetë A. Zogu me bejlerët feodalë kupëtuan se nuk do t' i bënin dot ballë një kryengritjeje të përgjithëshme kundër regjimit të tyre. Për t' a ndaluar, qeveria feodale përdori si pretekst kryengritjen lokale të Nëndorit të shkuar dhe nënshkroi paktin e Tiranës, i cili e vuri Shqipërinë nënë protektoratën italyane dhe e forcoj regjimin antikombëtar mbi kurrin të popullit të shtypur e të çfrytuar. Kështu, populli shqiptar, pasi humbi independencën ekonomike, humbi dhe independencën politike, brënda në dy vjetët e regjimit feodal. Po m' e zezë është se, duke qënë se ky pakt shënon fillimin e invazionit italyan në Ballkan, Shqipëria u transformua në shesh lufte midis Italisë e Jugosllavisë sikundër u provua nga konflikti i funtme italo-jugosllav. Ky konflikt bëhet sot-për-sot me armë diplomatike, po, shejft a von, është rezik të bëhet me topa dhe kështu t' a mbyttë Shqipërinë në zjarr e në gjak.

Regjimi i përgjakshëm i bejlerëve feodalë nuk do të mundte të qëndronte në këmbë shumë kohë, sikur të mos ishte i përkrahur aktivisht prej Anglisë imperialiste, prej Italisë fashiste ashtu si dhe prej militaristëve sërbe e grekë, sepse u a favorizon qëllimet dhe politikën, të cilat kanë qënë gjithënjë armiqtësore kundrejt popullit shqiptar dhe independencës s' onë kombëtare:

Anglia konservative, që dominon sot Europën e Perëndimit, ka organizuar nënë rrogos invadimin e Shqipërisë në 1924, i ka dhënë pastaj përkrahjen regjimit të bejlerëve feodalë dhe më në fund i ka falur dorë të lirë Italisë jo vetëm në Shqipëri po në gjithë sinisinë ballkanike, për të siguruar bashkëpunimin e saj në Ballkan dhe n' Asë.

Italia, që në 1912, ka patur për qëllim zaptimin e Shqipërisë dhe s' ka lënë as një rast për t' a realizuar. Provat e dokumentuara i kemi në traktatet e fshehta të luftës së përbotëshme dhe në marrëveshjet e hapura të konferencës së paqes, në Versailles. Këtë politikë, Italia fashiste e ka ndjekur me një energji më të madhe dhe ka mundur të fitojë më tepër se ç'kishin ëndërruar guvernat e mëpërparëshme. Sot-për-sot, e ka bërë Shqipërinë protektoratë, dhe pret rastin e parë që t' a zaptojë ushtërisht dhe t' a transformojë në një koloni italyane. Passi t' a forcojë pozitën e saj, Italia, pa dyshim, do t' a përdorë Shqipërinë si bazë e vegël për të themeluar hegemonin e saj në Ballkan.

Militaristët sërbe, përpara luftës së përbotëshme, kanë qënë partizanët më fanatikë të coptimit të Shqipërisë dhe të çfarrosjes së racës shqiptare. Nuk u kënaqnë vetëm me rëmbimin e Kosovës dhe të krahinave të tjera të Veriut e të Lindjes, që kanë një popullatë më të madhe se Shqipëria e lirë, po s' lanë gjë pa bërë për t' a ndaluar konsolidimin e asaj pjese të vogël t' atdheut t' onë të sakatosur, që u njoh prej Fuqive të mbëdha si Shtet independent. Në kohën e konferencës në Versailles dhe më pastaj, militaristët sërbe, ndonse nuk na i kanë kursyer fjalët e bukura për independencën e Shqipërisë, prapë kanë vazhduar, në realitet, politikën e tyre të vjetër, duke u përpjekur të na çkëputën copë të tjera dhe duke i çdukur pakicat shqiptare që patnë fatin e zi

të mbeten nënë zgjedhë të tyre. Këtë qëllim e arritnë, duke provokuar po-thua mot për mot trubullime që në 1920 gjer në 1924, kur i imponuan popullit t' onë diktaturën e A. Zogut dhe rëmbimin, midis të tjerave, Sh. Naumin dhe Vermoshin. Gjithë në këtë periudhë, organizuan masakra sistematike në Plavë, Gusinjë, Pejë, Prishtinë, Mitrovicë, Vuçitrin, Hot e Grudë ku gjetnë një vdekje të tmerruar me mijëra grë e burra, pleq e fëmijë. Dhe tani që politika e tyre, aq çnjerëzore sa dhe e çmendur, pati si përfundim protektoratën italyane mbi Shqipërinë, kanë nisur përsëri retorikën e tyre të bukur, duke proklamuar parimet e independencës së Shqipërisë dhe të Ballkanit për Ballkanasit. Po as-një Shqiptar, sado naif që të jetë, nuk do të gënjëhet me këto profka. Ngjer sa të na japin prova të sakta të sinqeritetit të tyre, kemi të drejtë të besojmë se politika e tyre kundrejt Shqipërisë mbetet ajo e vjetra dhe përmblihet kështu: protektoratë sërbe mbi Shqipërinë si maksimum, e copëtimi i Shqipërisë si minimum.

Politika e militaristëve grekë është pothuaj si ajo e Sërbeve. Passi i çkëputnë Shqipërisë krahinat e Çamërisë në 1913, po përipicën t' a greqizojnë Shqipërinë e Jugut me anën e kishave dhe të shkollave greke që t' a rëmbejnë me rastin e parë. Nga ana tjetër, s' lë gjë pa bërë për çdukjen e pakicave shqiptare, të cilat i shtrëngon të çpërngulen n' Anadoll.

Lidhja e Kombeve, që ka nënë hijen e saj pakicat ethnike, jo vetëm s' ka marrë asnjë masë serioze për të shiguarur të drejtat e pakicave t' ona në Jugosllavi dhe në Greqi, po as ka mundur të pakën të ndalojë çfarrosjen e tyre nga masakrat dhe nga çpërnguljet. Këjo organizatë nërkombëtare, që ka pretenduar dhe pretendon se i mpron kombet anëtarë të saj, e ka neveritur Shqipërinë në kohët kritike t' invadimit të militaristëve sërbe më 1924 dhe të paktit të Tiranës në 1926. Shqipëria, duke humbur independencën e saj politike dhe ekonomike, është më t' u bërë e sipër një koloni italyane. Me gjithë këtë, Lidhja e kombeve, që është e shtrënguar prej statutit të saj t' a mprojë Shqipërinë si anëtarë q' e ka, jo vetëm mban një heshtje të dyshimtë, po dhe i legalizon këto akte kusërie nërkombëtare, akte që janë duke ndezur një luftë të rë ballkanike me të gjitha konsekuencat e saja.

Këjo situatë ngatërrohet dhe më keq prej faktit që Shtetet fqinj, të cilët kanë qëllime grabitëse në Shqipëri, po përipicën e do përipicën t' inkurajojnë kryengritje si ajo e Nëndorit të kaluar e çdo farë veprimesh aventyriozë, për të krijuar një pretekst për sy e faqe që të realizojnë planet e tyre imperialiste. Ashtu si përpara, po mundohen dhe do mundohen të përdorin një pjesë t' emigratës s' onë si dhe disa revolucionarë shqiptarë, në qofshin këta kaq naivë sa të bëhen vegla dhe viktimat e tyre. Po duhet një herë e mirë të kupëtojmë se në konditat e sotme ballkanike dhe nërkombëtare, lëvizja liberatore e popullit t' onë është një punë e vështirë dhe e gjatë, sepse, në realitet, kemi të luftojmë jo vetëm kundër bandës së bejlerëve feodalë me A. Zogun në krye, po dhe kundër forcave të mbëdha që po përkrahin regjimin e tij antikombëtar. Këtë gjë duhet t' a kupëtojmë më në fund.

Për të fituar, lipset të bëjmë një punim methodik e themeltar, duke e organizuar, duke e ndrituar dhe duke e përgatitur në të gjitha drejtimet vegjëlinë shqiptare. Nuk duhet harruar as një minutë se, të vetëm e t' izoluar, nuk mundim t' u bëjmë ballë armiqtë t' onë të shumë. Duhet pra t' a koordonojmë lëvizjen t' onë më lëvizjet liberatore të së gjithë popujve ballkanikë të shtypur dhe duhet të mbështetemi mbi të gjithë faktorët nërkombëtarë të përparuar në të tërë botën. Nuk jemi të vetëm në luftën t' onë. Esh t' e vërtetë se kemi armiqtë mbëdhenj, po, për fat të mirë, kemi dhe miqtë: Organizatat kombëtare liberatore ballkanike, punëtorët e Anglisë, t' Italisë dhe t' Evropës përgjithësisht; popujt që janë çliruar e që po çlirohen nga imperializma, si dhe partizanët e ideve të përparuara në tërë botën janë miqtë t' anë, miqtë të popullit shqiptar dhe të Shqipërisë së lirë. Këta janë aliatët t' onë të naturshëm e të sigurtë në fushatën t' onë liberatore.

### Shqiptarë,

Pa dyshim, situata e sotme ballkanike dhe nërkombëtare është shumë e zorshme për lëvizjen liberatore të popullit shqiptar, po konditat për një ndryshim në favorin t' onë janë që sot përpara syve. Këto kondita do t' arrihen mirë duke u forcuar lufta anti-imperialiste si dhe duke u ashpëruar antagonizmat e papajtuara që po mbretërojnë në mes t' imperialistëve vetë. Sidomos, cvillimi i jetës së popujve po punon pa prëhje në favor të lëvizjes liberatore. Duhet vetëm përgatitur me durim dhe luftuar gjer në fund me energji të përsëritur dhe me forca t' organizuara. Nuk duhet marrë pjesë me asnjë mënyrë në kryengritje aventyriozë, të frymëzuara nga armiqtë t' onë; nuk duhet derdhur gjak shqiptarë për një çështje të huaj, jo-shqiptare dhe në kundërshtim me interesat t' ona. Duhet cvilluar, brënda dhe jashtë, një fushatë politike sistematike kundër regjimit të përgjakshëm të bejlerëve feodalë, si dhe kundër projekteve imperialiste italyane, sërbe dhe greke. Në këtë lëvizje, krejt populli punëtor i Shqipërisë duhet të bashkohet dhe të ecij kundër armikut të përbashkët dorë për dorë me popujt e tjerë të Ballkanit. Ja këjo është detyra jonë më e lartë dhe më e zorshme.

Do të dalim faqe-bardhë n' emërin e ideve t' ona liberatore, që do të grupojnë pa dyshim rreth tërë popullin punëtor, të gjithë intelektualët e nderçim të Shqipërisë, si dhe të gjithë miqt' e vertetë të popullit t' onë dhe të Shqipërisë së lirë dhe independente.

Mbi flamurin t' onë po shkruajmë:

I. Populli shqiptar, i çliruar nga dominata e huaj, duhet të bëhet i zoti i fatit të tij në kufit e tij ethnike me një regjim republikan me të vërtetë demokratik.

II. Pasurit' e Shqipërisë duhet të gëzohen prej popullit shqiptar dhe jo prej kapitalistëve të huaj.

III. Fuqia politike duhet të jetë në duart e popullit punëtor dhe jo në duart të një oligarkie bejlerësh feodalë, vegla të dominatës së huaj.

IV. Toka bombëtare duhet të jetë malli i popullit punëtor dhe jo në duart të bandës së bejlerëve feodalë.

V. Lidhje vëllazërore me popujt e tjerë të Ballkanit.

Për të triumfuar idetë t' ona, do të mbështetemi:

I. Mbi popullin punëtor të Shqipërisë e sidomos mbi intelektualët dhe djalërinë t' onë të përparuarë brënda e përjashta, idealet e të cilëve i përfaqësojmë.

II. Mbi popujt e Ballkanit, të cilët kanë po ato interesa si: dhe populli shqiptar kundrejt dominatës dhe çfrytimit të huaj. Me këta duhet të formojmë një ballë lufte të njëshme, për të themeluar Federatën Ballkanike, një lidhje popujsh të lirë dhe egalë në kufit e tyre ethnike.

III. Mbi elementet dhe organizatat demokratike, pacifiste dhe anti-imperialiste të botës së qytetëruar.

Shqiptarë,

Mos u gënjeni me fjalë të zbrazura a hypokrite. Mos u gënjeni me premtimet e guvernave të fqinjëve e të Shteteve q' i mbrojnë këto dhe mos u sakrifikoni për një dava që s' është e juaja. Mos harxhoni kot energjinë dhe kohën t' uaj për kryengritje të provokuara prej armiqtve t' anë as për veprime aventyroze, se këto nuk do t' a ndryshojnë aspak situatën e mjeruar të vëndit t' onë. Mos e humbni kurajën, po bashkoni forcat t' uaja dhe punoni për organizatën dhe edukatën politike të popullit. Merrni pjesë trimërisht e aktivisht në lëvizjen kombëtare liberatore. Dita e çlirimit të popullit shqiptar si dhe e të gjithë popujve të shtypur të Ballkanit nuk është e largme.

Për Komitetin e Çlirimit Nacional:

(Shënuar)

Fan S. Noli  
Lano Borshi  
Dr Omer Nishani

Konstantin Boshnjaku  
Dr Nush Bushati  
Kapiten Aziz Çami

Për Komitetin e Çlirimit të Kosovës:

(Shënuar)

Bedri Pejani

Qamil Bala

Major Ibrahim Jakova

Genevë, 24 Prill 1927.

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Законодателните избори в Бжлгария

Назначените за 29 май т. г. законодателни избори в Бжлгария ще се произведат при една вътрешна обстановка, значително различаваща се от обстановката, при която се извършиха изборите за бившата стовористка камара през ноември 1923 г.

Банковия и спекулантския капитал, след като бе успел да обедини под своята хегемония целата буржуазия и част от дребната буржуазия против земеделския сюз и комунистическата партия (селските маси и пролетарията) при превръщането на деветоюнския преврат за насилственото сваляне на селското правителство на Стамболийски и при подавянето на септемврийското народно въстание, все още продължаваше да се намира през ноември 1923 г. пред непосредствената опасност от ново избухване на народните маси срещу превратаджиjsкия режим и военно-фашистката диктатура и за установяването на едно работническо-селско правителство в страната. Пред тази опасност за буржуазията, нейните вътрешни различия и противоречивите интереси на разните й слоеве, както и противоречивите интереси между нея и градската дребна буржуазия, продължаваха да остават на заден план. На демократическия съговор се удаде да сплоти в изборите срещу трудящите се маси (работническо-селския блок) почти всички буржуазни и дребно-буржуазни партии (включително и социал-демократите) в общи избирателни листи, в защита на деветоюнския режим. Че опасността за превратаджиjsката власт и за буржуазията бе напълно реална, ясно показаха и самите резултати от изборите. Въпреки масовите юнски и септемврийски избивания на авангарда на пролетарията и селяните, въпреки поставянето на комунистическата партия и целото работническо движение извън законите и фактичкото нелегално положение на земеделския сюз, въпреки неопикуемия изборен терор и недопускането никакви агитации на работническите и селски организации, въпреки насилственото осуетяване на много места да бъдат регистрирани работническо-селски листи, — листите на работническо-селския блок (комунистическата партия и земеделския сюз) получиха в изборите повече от 300.000 гласа, от общото число 1.000.000 гласа.

Но в продължената и след изборите голема борба около властта между деветоюнския режим и трудящите се маси, капиталистическата буржуазия, с силата на най-свирения терор в света, при активната поддръжка на империалистическите сили, на първо место Англия и Италия, и ползувайки се от настъпилата временна и частична стабилизация на капитализма в международен мащаб, успе да излезе победител и временно да укрепи економическите и политически позиции на своето класово господство.

Непосредствената опасност за крупния капитал и буржуазията от работническо-селска революция, за премахването на деветоюнската, узурпаторска и превратаджиjsка власт и за създаването на едно работническо-селско правителство — властта на трудящите се народ —, за близкия период в политическото развитие на страната премина. Борбата за завземане политическата власт от пролетарията в сюз с селските маси престана да бъде непосредствено задача. Борците се маси извлекоха политическите изводи от временната победа на капиталистическата буржуазия и насочиха своите усилия към събиране и възстановяване силите си и към масова економическа и политическа борба в защита на всекидневните си интереси и за превъзможването и ликвидирането на изключителния военно-фашистки режим в страната.

При тая променена обстановка на борбите между класите, затихналите през предшестващия период противоречия и различия в средата на буржуазията, отново започнаха да се проявяват и то в по-остра форма. През целия изминал период от 9 юни насам, лъвската част от тѝй наречените достижения на деветоюнския преврат и на кървавото подавяне движението на народните маси, получи крупния банков и спекулантския капитал: неограничено използване публичния кредит, капиталистическия монопол на едрата търговия и специално на търговията с тютюни и зърнени храни, широко участие в разните концесии и доставки и всевъзможни други привилегии. Специфичните интереси на средната буржуазия, индустриална и търговска, не рядко биваха пренебрегвани и подчинявани на егзистичните интереси на крупния капитал, а интересите на

дребната буржуазия беха винаги жертвувани и тъпкани. При това, временното укрепване на економическите и политическите опори на капиталистическата буржуазия се извършваше чрез необуздания бел терор и военно-фашистката диктатура, които изостриха още повече съществуващата економическа криза, увеличиха безработицата до невиджани по-рано в страната размери (от 500.000 наемници — 120.000 безработни!), намалиха до ужасяваща степен покупателната способност на широките маси, стесниха страшно много рамките на вътрешния пазар, затрудниха използването на външните пазари, спънаха още повече развитието на индустрията и подхвърлиха на разорение занаятчийското производство. С своята угодническа политика към съседните балкански реакционни правителства, демократическия сговор насърчи националния гнет и денационализацията в Македония, Добруджа и Тракия; нови притоци на разорени и гладувачи бежански маси дойдоха в страната и се увеличи тежестта за нейния стопански живот и за нейния държавен бюджет. С огромните разходи за поддръжане полицейския, военен и фашистки апарат за насилие над народните маси, сговористкото правителство изчерпа до дъно производителните ресурси на страната. С грабежническите концесии, давани на чуждия капитал, срещу поддръжката на империалистическите сили по отношение терористическия режим в България, правителството на демократическия сговор постави в пълна зависимост и подчинение стопанския живот и производителните сили на последната на разбойническия империализъм. Най-сетне, поддръжаното положение на несигурност в страната се яви едно сериозно препятствие за получаване на тъй необходимите за буржуазията външни заемки.

Резултата от всичко това бе растящото недоволство против първото правителство на демократическия сговор (Цанков-Русев) в средата на самата буржуазия, стремлението ѝ да се разширят изключителните привилегии на банкерския и спекулантския капитал в полза на цялата буржуазия, да се «нормализира» класовото господство на буржуазията, да се разшири социалната база на буржуазната власт, да се комбинира фашистката диктатура с парламентарните форми на управление, да се замени «демократическия сговор» с един «обществен сговор» на българската буржуазия, както се изразява демократическия водител Малинов.

Започна се един мъчителен процес на **прегрупиране** класовите и политически сили в страната, който продължава и до днес и който намира своето проявление и в разните коалиции в сегашната изборна борба. Политически той процес се отрази също в вътрешните кризи в буржуазните и дребно-буржуазни партии. Разните «племена» в демократическия сговор се скараха и требваше да бъде заменен Цанков с Ляпчев, да се създаде едно **второ** сговористко правителство, за да се запази, поне за известно време, единството на демократическия сговор. Разцепиха се демократическата и радикалната партии, като техните крайни десни крила останаха на времето в демократическия сговор. Разцепи се на два пътя национал-либералната партия, като непосредствено свързаните с банковия капитал нейни елементи (стамболовисти и смилевисти) се отделиха в самостоятелни партии, които се ориентират все по-открито към демократическия сговор. От земеделския съюз се отдели крайната десница (чорбаджийските и по-заможни селски елементи) на чело с Томов, който тръгна открито с буржуазията. Разцепи се и социал-демократическата партия, като нейната последователна фашистка част, на чело с деветоюнския министър Казасов и д-р Джидров, се конституира в «социалистическа федерация», поддържаща политически крилото на Ляпчева в демократическия сговор.

В самия демократически сговор се развива една остра вътрешна борба между неговите съставни части, тъй наречените «племена». Крупния банкерски и спекулантски капитал, представителите на който са и **основното** ядро на демократическия сговор, на чело с народния водач Буров и бившия министър-председател професор Цанков, полага всички усилия да запази своята **ръководяща** роля и **изключителните си привилегии** в управлението на страната, т. е. досегашната открита военно-фашистка диктатура и терористическия режим, докато бившите демократи и радикали, на чело с Ляпчева и при активната подкрепа на военния министър генерал Вълков, ясно виждат растящата **пункатина** в деветоюнския режим и приближаването на неговия край и се готвят да пожертвуват някои от изключителните привилегии на банковия капитал, за да се примират и обединят всичките слоеве на българската буржуазия, да се поуспокои крайно недоволната дребна буржуазия, да се откъсне масата на средните селени от пролетариата и да се продължи **фашисткия курс** на управление, при възможно по-широко приложение на **външните форми** на парламентаризма и при разширяване социалната база на буржуазната власт.

До като в законодателните избори през ноември 1923 г. българската буржуазия представяваше един сплотен **деветоюнски** блок, в който участвуваше и част от дребната буржуазия (радикали и социал-демократи) срещу боевия блок на трудящите се маси, в сегашната изборна борба буржуазията е разделе-

на в разни лагери и избори коалиции, които еднакво усърдно се стремят да парализират блока на трудящите се маси и да завлекат след себе си, под една или друга форма, част от тия маси. Извън демократическия сговор, който се коалира с стамболовистите и прави опити за коалиция и с смилевистите, в изборите ще участвува една опозиционна буржуазна коалиция от **демократическата партия, национал-либералната партия и земеделското крило на Томова**. И трите тия партии не са принципиални противници на **фашистката същност** на сговористкия режим, нито на основните линии на неговата стопанска, финансовата и външна политика. Техното изборно съглашение бе сключено и оповестено, без да бъде изработена една обща политическа програма и платформа.

Ако не бе **неотстъпчивостта и непримиримостта** на народняшкото (банковско) крило на демократическия сговор; ако не беха страшните злодеяния и престъпления на сговористкото управление, за които, естествено, тия партии не биха желали да поемат всецело политическата отговорност пред избирателните маси, и ако не бе нуждата за буржуазията, поради вътрешни и особено **външни** причини, да има един **резерв**, който евентуално след изборите, в комбинации с Ляпчевото крило от демократическия сговор, да замести сегашното сговористко правителство и да се яви една трета гарнизонна на деветоюнското управление, — партиите на буржуазната опозиция прекрасно биха могли да се споразумеят и съвместно да вярват с демократическия сговор, като го превърнат — по рецептата на Малинова — в «обществен сговор» на българската буржуазия. Раздвоеността в средата на буржуазията в изборната борба, разбира се, свидетелствува за **разклатеното положение и за политическия банкрут на деветоюнския режим**, но то в същото време е проявление на процеса на **прегрупиране** силите на буржуазията и на нейното стремление да намери пътища и способности за създаването на по-широка и по-сOLIDна база на своята власт.

Срещу правителствената коалиция на демократическия сговор и покрай Малиновата буржуазна опозиционна коалиция, създадена е и една дребно-буржуазна коалиция от щабовите на земеделския съюз, социал-демократическата партия и партията на занаятчиите (занаятчийския съюз). Тези коалиции социал-демократите обичат бомбастично да обявяват за «железен блок на труда». Самият факт обаче, че тия партии отхвърлиха предложението на работническата партия за създаването на един действителен блок на труда в цялата страна върху базата на изработената по-рано платформа на блока на труда, с **главна и ударна задача** — премахването на сегашния изключителен фашистки режим в страната, вече ясно показва, че в случая се касае за обикновена изборна комбинация, която трябва да обезпечи, преди всичко, съответното количество депутатски мандати на водачите на съответните партии, а не за **боеви блок на трудящите се маси**, не за политическа мобилизация на работниците, селяните и занаятчиите на борба за премахване на терористическия сговористки режим и в защита на интересите и правата на трудящия се български народ. Защото, за всекиго е ясно, че без участието на пролетариата и трудящите се селяни не е възможен никакъв блок на труда и не е мислима никаква сериозна борба против изключителния фашистки режим. Тези изборна коалиция, наопаки, иде да **раздвои** силите на трудящите се маси в изборната борба. Тя в същност се явява един удар в **гърба** на блока на труда пред лицето на побеснелия общ враг на трудящите се маси.

Но и самата публикувана вече изборна платформа на коалицията на дружбащите, социал-демократически и занаятчийски водачи разкрива нейния истински характер и показва, колко далече е тя от действителния блок на труда.

В тая изборна платформа всички искания са формулирани в една **обща и научукова** форма. Не се иска изрично премахването на закона за защита на държавата и изключителния режим. Не се иска открито и свободно съществуване на обявените в нелегално положение от изключителния режим партии и организации. Не се иска разтурянето на фашистките организации. Не се предвиждат основните економически искания на работниците (осемчасовия работен ден, достатъчна реална заплата и пр.) и селяните (земя, инвентар, кредити и пр.). Нито една дума против предателската външна политика на българската буржуазия и демократическия сговор, против измената на националното освободително движение на македонци, добруджанци и тракийци, в защита на национално угнетяваните население и на стотините хиляди бежанци. Вместо решителна поддръжка на борбите за освобождението на Македония, Добруджа и Тракия, на правото на национално самоопределение на македонци, добруджанци и тракийци и отделянето им от държавите, в които насилствено са включени, изборната платформа иска «културна автономия на националните малцинства», т. е. овековечаване на сегашната раздробност на Македония, Добруджа и Тракия и на чуждите завоевателни режими в тия балкански области. В момента, когато опасността от война е тъй непосредствено нависнала и сговористкото правителство ангажира вече България, като оръдие на империалистическите сили за техните воин-

ствени и антисъветски планове, «железния» блок не намира за нужно да каже нито една дума против тая катастрофална политика, не издига глас за обединението на балканските народи в една Балканска Федерация, в един съюз на балканските работническо-селски републики, за възстановяването на търговските и политически сношения с Съветска Русия и пр. и пр.

Самите работнически, селски и занаятчийски маси разбират, че въпросната коалиция съвсем не е тъй необходимия действителен блок на труда. И затова из цялата страна се подема едно масово движение против изборното съглашение на водачите **от горе** и за създаването на местна почва **от долу** блока на труда, за превръщането на тая коалиция в действителен блок на труда, и поставянето общи трудови листи от работническата партия, земеделския съюз, занаятчийския съюз и социал-демократическата партия, въз основа на една обща трудова платформа. Вече в ред избирателни околии, като Казанлък, Стара Загора, Перник и пр. това е станало, или между четирите партии, или само между главните от тях — работническата партия и земеделския съюз. Там дето блока на труда не се осъществи, работническата партия излиза с самостоятелни листи. Здравия класов инстинкт на трудящите се маси решително се противопоставя на политиканството на дребно-буржуазните водачи. На чело на това движение стои пролетариата, който вече близо четири години води непримирима и най-последователна борба против изключителния фашистки режим в страната и който даде в тая борба неизброимо количество скъпи жертви, заедно с останалите трудящи се маси, из своята среда. Въпреки колебанията и измената на дребно-буржуазните во-

дачи, главната бореща се сила срещу изключителния фашистки режим си остава съюза на пролетариата и селските маси.\*)

Изборната борба е вече в своя пълнен разгар. Правителството на демократическия съговор е мобилизиало и турило в ход своя апарат на насилие против опозиционните партии и особено против работническата класа и селските маси. Преследванията, арестите и побоищата са нескончаеми. Една кървава вакханалия се носи из цялата страна. Трудящите се маси твърдо реагират и бързо сплотяват своите сили, под главния ударен лозунг — **Долу изключителния фашистки режим! Демократическия съговор да си върви! Свобода, мир и хлеб за трудящия се народ!**

Сегашните избори са само един важен етап в големата борба за премахване военно-фашистката диктатура на капиталистическата буржуазия; те са само една решителна стъпка по пътя на изграждането на блока на труда и подготвяне установяването властта на трудящите се. След изборите тая борба ще продължи с още по-голема сила, с повишена политическа активност на масите и при ново завоювани позиции.

И тая борба не ще престане, докато блока на трудящите се маси, под ръководството на пролетариата, не завоюва своята пълна победа.

Г. Д. Разложки

\*) В изборната борба ще се съгезават и коалираните се земеделци-драгивисти и радикали, които, поради своето доктринерство и политическо късогледство, се самоизолират от широките трудящи се маси и въобще немаат никакво особено политическо значение. Радикалната партия, при това, отново се разцепи, като нейното десно крило, на чело с Петко Стоянов, минава в редовете на буржуазната коалиция на Малинова.

## Тракийския въпрос и нашите задачи

Днешната революционна ситуация и политическото положение на Балканите, поставя пред тракийския народ задачи от жизнен характер, чието правилно решение зависи от политическата зрелост на самите тракийски маси, от енергията, която ще вложат тия маси в борбата за собственото си освобождение и от самоинициативата, която ще проявят лицата, които той народ ще постави на ръководни места.

Над развалините на предателската Протогеровска организация, искрените дейци на македонската свобода издигнаха знамето на Обединената Вътрешна Македонска Революционна Организация.

Младото добруджанско революционно движение след ред жестоки поражения, причинени от вътрешни предатели, се очисти от фашистките елементи и днес добруджанския народ има зад гърба си новооформената Добруджанска Революционна Организация.

Очистването на тия две организации от предателските и фашистките елементи откриха нова ера в революционната национална борба на Балканите. Македонци и добруджанци, след дълги и тежки вътрешни борби, изпълниха своя дълг спрямо свой народ и своята поробена родина; и историята на национално освободителното движение на Балканите предстиви думата на поробена Тракия, в лицето на нейните синове. Дойде времето и ние ще трябва сериозно да обмислим над тая историческа истина и направим туй, което направиха нашите братя от Македония и Добруджа, за да се открие и пред мрачния тракийски хоризонт простор пълнен с надежди и положителни перспективи. Началото на тия перспективи е положено още при създаването на Тракийския младежки съюз и оформяването на левото течение в него. Левите елементи бежа и остават динамото, което раздвижи тракийската младеж, а заедно с нея и всички реакционни сили на тракийския върховизъм.

След създаването на Тракийския младежки съюз на някои места се почувствува влиянието на прословутата В. Т. Р. О. и се съживи мъртвото тело на старата тракийска «благотворителна» организация. Това стана пред опасността от реставрацията на тракийското освободително движение към свещенните традиции на бившата Вътрешна Македоно-Одринска Революционна Организация. Искуствените пречки, които поставиха тия две организации пред възобновеното освободително движение, които се изразяваха в гонения, залавявания и предателства на които станаха жертва члена на Върховния младежки тракийски комитет Благой Тороманов и ред други тракийци, колелото на историята ги смаза и днес левото течение и лево настроените елементи и групировки от двете организации ще трябва да изпълнят своя дълг спрямо своя народ и своята родина и пред исто-

рията на националните освободителни борби. Днешното време налага на тракийския народ, без разлика на вера и народност, един върховен дълг — **създаването на Тракийска народна революционна организация**, която ще бъде негов защитник в економическо, политическо и национално отношение и изразител на неговите желания и стремежи. Инициативата за създаването на подобна организация принадлежи безспорно само на левото течение в тракийското младежко движение и лево настроените елементи и групировки в другите две тракийски организации.

Представителите на туй течение трябва незабавно да почнат работа, да потърсят връзки с нашите малцина стари и искрени революционери, с лево настроените елементи и групировки. По такъв начин ние ще турим начало на нашата организационна работа и ще влезем в организационния фазис, за обособяването на тракийското революционно движение. Ние смело можем да грътнем по стъпките и начертаните пътища на Вътрешната Македонска Революционна Организация (Обединена) и тия на Добруджанската Революционна Организация; затуй, защото политическото и економическо положение на Тракия и на тракийския народ никога не се е различавало, па и днес не се различава от това на Македония, Добруджа и техният население. Възможно и необходимо е съществуването на една революционна организация, с един революционен щаб в самата Тракия, по подобие на тия на македонци и добруджанци. Така оформената организация ще потърси връзки с другите революционни организации на Балканите и ще се нареди под знамето на Балканската Федерация, чийто равноправен член ще бъде и независима Тракия.

Нашата първа задача се заключава:

1. Да групираме около себе си всички лево настроени елементи и групировки вътре и вън от Тракия.
2. Да турим основите на Вътрешната Организация.
3. Да издигнем политическия уровень на тракийските народни маси и
4. Черпейки поуки от тракийското революционно движение и имайки опита от близкото минало да предотвратим всевъзможните грешки и използваме правилно всички големи и малки народни сили.

По такъв начин и ние ще дадем своята дан като добробен народ на общата освободителна революционна борба чрез която ще достигнем своето окончателно освобождение.

Такива са поставените от историята задачи пред левото течение в тракийското движение и пред всички поробени тракийци. Нека да обмислим сериозно тия задачи и започнем немедлена работа за обособяването на тракийското революционно движение в една Тракийска народна революционна организация, която е не само нужна, но и необходима на тракийския народ и на освободителното революционно движение на Балканите.

Тракия, април 1927 г.

Ж. Жаров

**Угнетени граждани, работници и селяни!**

**Четете и разпространявайте**

**в-к „БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ“**

**орган на националните малцинства и потиснатите народи на Балканите**

## Тодор Паница

### По случай две години от смъртта му



Ето вече две години как легендарния македонски войвода Тодор Паница, един от най-популярните войводи на бившата В. М. Р. О., голем организатор и безподобен конспиратор — душата на **серската група**, който беше един от неустрашимите борци за **независима Македония** и **Балканска Федерация**, не е между живите народни дейци.

Това беше точно преди две години — на 8 май 1925 г.

В една от ложите на Бург-театър седеше той — Паница, до него — неговата жена, а до нея — неговия най-верен другар по оръжие и борба. Даваше се пиесата Пер Гинт. При завършека на последното действие, когато на сцената се разразява буря, светкавици и гръм и когато кораба потъва в неznайните глбини на морските дълбочини, в тоя момент една престъпна ръка на един изрод — жена, която го е добнела в продължение на повече от 5 месеци, стреля и с няколко вистрела повала го мъртва на земята, като превърна в безжизнен труп стройната снага на тоя левент — юнак войвода, сянката само на когото беше достатъчна да всее страх и суматоха в престъпните души на македонските фашисти.

Вжползувана от един такъв момент в театъра, когато вниманието на целата публика, както и това на Паница, е било приковано на сцената, тя заслужава от бляска на златото престъпница, успе да завърши благополучно възложената ѝ от София мисия. Тя успе да убие Паница и с това записа името си, подобно на Херострат, в историята на македонското освободително движение, като най-вулгарна убийца, за да носи позора на вечни времена.

На тая фатална за македонското дело дата, престана да тупти за винаги юнашкото сърце на един действително смел и неустрашим борец за свободата на Македония, който още от най-ранни години посвети живота си в служба на святата кауза на един от най-угнетените на Балканите народ — македонския.

На тая дата бе извършено едно нечувано злодеяние! В храма на македонската свобода бе извършено едно светостатство!

Чрез подлост и измама бе отнет живота на един жрец през време на служба в храма от една авантюристка, живота на който е един безкраен низ от всевъзможни престъпления: гешепти, контрабанди, кражби, пианство и разврат, оргии и вакханалии, които тя е вършила с най-корумпираните типове от бандата на В. М. Р. О. и тия от дружество Вардар, секция от Обществената безопасност в София.

Престъплението, което тя извърши, колкото и да се мачека нейните господари от София да го облекат в формата на един героински акт и да го издигнат до степен на един благороден жест, извършен уж по лична инициатива и от патриотични побуждения за благо на родината, в основата си остава едно най-вулгарно престъпление, едно най-долнопробно убийство, което човешката съвест не може да не заклейми. Защото, начина на неговото изпълнение иде да потвърди за едно небивало човешко падение, за една нечувана подлост, на която е способен само един човешки изрод, който е роден в кръв и престъпления.

Историята на втрешните македонски борби не е регистрирала до сега такъво подло братоубийство. То е уникум в аналите на тая история, страниците на която са опржкани с кръвта на най-доблестните и самоотвержени синове на нещастна Македония. Даже и обикновената криминалистика не е регистрирала такъво подло убийство. Такъв случай надали бихме срещнали в историята на който и да е народ, борящ се за своето освобождение.

Тоя дивашки начин на избиване своите противници, упражняван от македонските върховисти — вечни оръдия на българските правителства, говори, че техния идеал да присъединят Македония към България е претърпял щялен крах, живота отдавна го е осъдил. Това иде да потвърди, че техния принципи са несъстоятелни, че техния върховизъм е фалирал. Всички борби, които македонския народ е водил за своето национално освобождение, всички събития, които се разиграха около това негово освобождение и свър-

шиха с неговото ново заробване от страна на братята «освободители», целата история на македонското освободително движение иде да потвърди, че македонските върховисти, които днес са си наденали каската на автономисти, не са никакви борци за свободата на Македония, а най-големите палачи на своя собствен народ. Те са най-големите предатели на македонското дело, които за пари и охолен живот, са продали интересите на македонския народ.

Убийството на Тодор Паница съставлява венеца на всички убийства и престъпления, които е извършила до сега разбойническата банда на Ив. Михайлов и генерал Протогеров. Това убийство възмути и най-закоравелата човешка съвест.

Но, питам аз, как биха могли другояче македонските глворези, които избиха цвета на македонския и български народ, да посегнат върху живота на един смел и неустрашим войвода, какъвто в действителност беше Тодор Паница?

Как биха могли да се справят с него, когато той беше един лъв, както го нарича в една своя статия и великия автор на «Палачите» — Анри Барбюс, който, нито можеше да бъде жив уловен, нито пък можеше да бъде убит! Защото, наистина той беше един лъв. А да се справят с един лъв, това не беше лека работа. Това се признава и от самата В. М. Р. О. в нейните официални органи и издания.

И наистина.

Както в миналото, когато той беше драмски войвода, където в едно кратко време той успе да развие една голема революционна дейност, да прояви силата на своя организаторски талант и да изпъкне като една голема боева сила, той мож да всее страх и трепет всред народните тирани из целия този край и да издигне престижа на самата организация; както, казвам, тогава беше неуязвим и неуловим за турските власти, тѝй и по-късно, особено след 1907 г., когато нему се падна тежката задача да приведе в изпълнение решението на окръжния конгрес на левията в бившата В. М. Р. О. — серската група, като езекутира двамата агенти на българския дворец: Борис Сарафов и Иван Гарванов, той беше неуязвим и неуловим за дирижорите на десницата в В. М. Р. О., които още тогава беха взели решение да отгъстят за убийството на своите шефове, като убият Тодор Паница. Обаче, това не им се удаде, защото той беше наистина един лъв. Всички опити на македонските върховисти да се справят с него останаха напразни. Те беха пощуряли и незнаеха какво да правят. Те, които избиха и клаха цвета на цел един народ, да не могат да убият един Паница, това ги страшно ужасяваше и те рехиха да прибегнат до всички средства, само и само да го унищожат. И най-сетне успеха. Но требаше да изминат от тогава цели 18 години за да приведат в изпълнение своя пъклен план, като си послужиха в случая с една низкопаднала жена.

Чрез подлост и измама македонските фашисти успеха да убият македонския войвода, Тодор Паница, който още 25 годишен младеж напуствна своето старо отечество — България и навлезе в Македония, с оръжие в ръка, за да буди съзнанието на заспалия в дълбок сън македонски селянин и го зове на борба за повече свобода, за по-светла бъднина!

Македонските глворези Ив. Михайлов, генерал Протогеров, Пърличев, Баждаров, Бадев, целата тая банда от убийци на своя народ, които образуват ржководството на В. М. Р. О., могат да се похвалят, че успеха да увеличат веригата на своите престъпления с още едно убийство, като отнеха живота на още един заслужил син на нещастна Македония, Тодор Паница, който, още от първите дни на своята революционна дейност, работеше за една **свободна и независима Македония**, която да влиза като равноправен член в една **Федеративна република на свободните балкански народи**.

Но едновременно с това, той беше и си остана един от най-отявлените врагове на продажния и пакостен за македонското дело върховизъм, с който той бе в непримирима борба до последните дни на своя живот.

Историята на македонското освободително движение, от неговото зараждане чак до наши дни, с всичките свои перипетии и фази, през които то мина, ни дава най-ясната картина, от която вадим следното заключение:

**Върховизма, който днес се крие зад мантията на автономизма, е носител на българския завоевателен империализъм, който се стреми да присъедини Македония към България. Той не е никакво народностно освободително движение, а враг на свободата на македонския народ взет в неговата съвокупност. Той е най-главния виновник за всички братоубийства, които се разиграха в средата на македонските борби и обезглавиха македонското освободително движение, като по този начин го тикнаха с десетки години назад. Той е главния виновник за новото робство, в което изпадна Македония, много по-страшно от това на турските султани. Той е главния виновник за всички нещастия и беди, които сполетеха целокупния македонски народ. Той е главния виновник за опрощаването и на българския народ.**

На този престъпен върховизъм Тодор Паница беше непримирим враг. За това и той бе убит.

Поклон пред борческия дух и светла памет на Т. Паница!

П. Карски

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Na pomolu novih događaja i novih ljudi

Sve se jasnije očituju konture konačne, velike borbe, duhovi se dijele i opredjeljuju i snalaze u idejnoj borbi, koja je zahvatila sve djelove hrvatskog naroda, spremna i odlučna, da prekine sa politikom palijativnih sredstava, ogadjena smicalicana političara od zanata i parlamentarnog spletkarenja.

To je raspoloženje i potpuno jasno, kad se noći sa kakvom se frivolnošću mjerodavni faktori u ovoj državi igraju sa sud binom naroda i kako se bezidejno i nesporno vode državni poslovi. Mi smo imali prilike, da gledamo, kako Nikola Uzunović kroz šest svojih vlada, oslonjen na povjerenje takozvanog „drugog ustavnog faktora“ vodi politiku malog kancelarijskog pisara, komu je glavna zadaća, da pod svaku cijenu udovolji nezasićivosti grlatijih rikača u svom klubu, da postavlja pouzdane i pokvarene elemente na odgovorna mjesta, da barem za nevolju održi vanjski aparat državnog funkcioniranja nekako u akciji...

S tim sredstvima uspjelo je Nikoli Uzunoviću, da mu taj bezlični parlamenat izglasuje takova ovlaštenja, da može mijenjati zakone kako ga volja, da može njegov ministar finansija promijenjivati terete i obveze državljana po „svom nahodjenju“, da taj odlični zastupnik finansijskog kapitala može jednostavnim svojim riješenjima zvanim „uredbama“ obarate i one čedne osnove socijalne zaštite radnika, državnih namještenika i t. d. Politički vodje u parlamentu — vodili su mlaku opoziciju proti ovim diktatorskim protjevim a odozgo i više zabrinuti sa svoje položaje nego li za narod i njegove potrebe — sagibali su šiju pred vojničkom mamuzom i prihvaćali su u interesu „izvlačenja zemlje iz ekonomske krize“ sva ta moguća i nemoguća ovlaštenja...

Netom je narodna skupština izglasovala takav finansijski zakon, Nikola Uzunović je podnio ostavku, a na njegovo mjesto došao je kao „homo regius“ Velja Vukićević i kroz veoma kratko vrijeme ostvario kombinaciju „jakih srbijanskih političara“ Vukićević-Marinković bez ovlaštenja i bez pitanja političkih klubova, bacio bez i kakvog obzira slovenske ministre iz vlade — Hrvata u njoj nije ni bilo — i odgodio narodnu skupštinu do 1. kolovoza.

*Zašto to i čemu nova kombinacija?*

Tko je taj Velja Vukićević? Ovdje je to ime skroz nepoznato, nitko nema pojma o njegovim političkim, umnim ili moralnim kvalitetima! Samo se zna, da je dugo vremena sjedio u mnogobrojnim kabinetima dugotrajne radikalne diktature, u ministarskom vijeću klimao glavom, a u svojim resorima — uspješno potpisivao akta. Osobita mu je vrlina, da mrzi Hrvate i Slovence, jer da svojim prisustvom u vladi kvare odlični vladim režim radikalnih tradicija.

Pa zašto je onda taj čovjek preko noći postao ministar-predsjednik? Kako je postala njegova kombinacija sa Vojom Marinkovićem, najservilnijim političarom iz i onako servilne demokratske stranke?

Javna je tajna, da je Velja Vukićević i njegov drug Voja Marinković samo figura u rukama dvora i dvorske kamarile. Kad se je Aleksandar Karadjordjević sretno i na ugodan način riješio Pašića i njegovog prepotentnog upliva, koji je ovaj imao i pokazivao k tomu, da on na to ima i pravo, kao utemeljitelj dinastije Karadjordjevića i kao ostvaritelj narodnog ideala o „Velikoj Srbiji“, onda je preuzeo zadaću, da pomalo slomi ogromnu snagu radikalne stranke, koja je tu i tamo po nekada htjela pokarati, da je ona revolucionarna velikosrpska stranka, koja je opstojala prije dinastije Karadjordjevića i koja je uže svezana sa srpskim narodom nego li sam vladalački dom. Te nekadašnje, vrlo daleke reminiscencije nekih radikalnih pojedinaca htio je odstraniti Aleksandar Karadjordjević i pomoću „jakih pojedinaca“ stvoriti dvorsku, kraljevsku, dinastičku „narodnu državnu stranku“ i u nju okupiti sve servilne elemente iz radikalne i demokratske stranke, ma da je i teško birati iz tog pokvarenog i reakcionarnog društva. Tu „visoku“ misao odmah je prihvatio Voja Marinković, koji već dugovremena vodi svoju posebnu politiku u klubu Ljube Davidovića i predstavlja njegovo krajnje desno krilo, spreman svaki čas, da skoči u nekakvu demokratsko-radikalnu koaliciju. Nastalo je nešto bure u oba kluba, ali se ljudi brzo primirše, jer doznadoše, da nova koalicija ima i „izborni mandat“, a to znači, da pod sistem, koji vlada u S.H.S. vlada ima uvijek načina, da zapriječi izbor nepoćudnih kandidata. Ta je vijest tako zaprepastila grlate političare iz svih klubova, da nitko više se optažuje vladu zbog kršenja ustava tim, što je proti odredbama

samog glasovitog, vidovdanskog ustava odgodila narodnu skupštinu. Morao je istupiti jedan nepolitičar i nerevolucioner profesor ustavnog prava na beogradskom sveučilištu, da u javnoj štampi upozori na proti ustavno držanje kraljevih savjetnika i da dokaže to pozitivno i hotimično kršenje ustava i povredu zagarantovanih prava narodnog predstavnništva.

Ni hrvatske stranke ni njeni službeni predstavnici ne ostadoše po strani! U prvi mah ne znadoše, što da čine. U svim nuansama naglašavahu svoju odlučnu volju, da se bore proti nezakonitosti i proti zapostanjanju Hrvata u ovoj zemlji. Do mala doznadoše, da iza ove kombinacije stoji Kralj, Dvor i Generalitet i onda se opet požuriše, da se ponude Vukićević-Marinkoviću, kako bi i oni bili spremni, da u ovoj vladi suradjuju na „ekonomskoj i finansijskoj sanaciji zemlje“, a u glavnom, da na budućim izborima sebi osiguraju, svoj dosadašnji posjed.

Stjepan Radić, koji, iza svoje sramotne kapitulacije u ožujku 1925 u strahu za svoju nenadoknadivu osobu i parasitski život njegove najbliže okoline, ima protančani sluh za sve promjene, koje dolaze iz konaka, počeo je odmah sa ditirambom na novu vladu, uzdiže do nebesa iste ljude, koje je do jučer na pasja kola grdio i nazivlje Božu Markovića, generala Milosavljevića i Velju Vukićevića „pravim sinovima našeg seljačkog naroda...“ Dalje izjavljuje ovaj „petolizac“, da se nada, da „viši faktor“ t. j. Aleksandar Karadjordjević neće dopustiti da ga hrvatski federalisti zamijene u obijanju dvorskih brata i radikalnih vladinih pragova.

Druge dvije hrvatske stranke, koje su zastupane u narodnoj skupštini — Hrvatska seljačka federalistička stranka (H. S. F. S.) i Nikićeva hrvatska seljačka stranka (N. H. S. S.), htjedoše takodjer, da u izbornoj vladi Vukićević-Marinković predstavljaju hrvatski narod.

Na trećoj strani vode pregovore hrvatska stranka prava (H. S. P.) i hrvatska seljačka republikanska stranka (H. S. R. S.), da stvore „hrvatski blok“ za predstojeću izbornu kampanju.

Dok vodje i veliki prijatelji „seljačkog naroda“ muku muče, da udju u ovu diktatorsku i generalsku vladu, dotle grea narod u teškoj ekonomskoj bijedi, sapet u okove nezasićljivog centralizma. Svaki razuman čovjek mora da zdvaja, kada pročita statistiku iseljenika kroz godinu 1926. Iz ove agrarne zemlje, koja na teritoriju velikom kao Italija a tek treći dio njenog stanovništva ima isto toli broj onih, koje rođena zemlja ne može da prehrani a to su opet mahom zemljoradnici-stareci, žene i djeca. Užasno je stanje, kada im je život povoljniji u prašumama Brazilije nego li pod očinskom skrbi vlade „seljačkih sinova“. Taj broj iseljenika najbolji je barometar za kukavno stanje radnog naroda u Jugoslaviji. Svaki pokušaj, da radni narod popravi taj teški, očajni položaj-svršava optužbom za veleizdaju po zakonu o zaštiti državi. Stjepan Radić ni njegova klika nije ni pokušala, da za vrijeme njihovog ministarovanja ukinu taj infamni zakon velikosrpske buržoazije. Izvrstan poznavalac političkog života i političkih ljudi u Jugoslaviji, dugogodišnji ministar i vodja fašista Svetozar Pribičević rekao je 8. svibnja na svom zboru u Skoplju ove karakteristične riječi: „*Jedino veliko zlo kod nas na koje moramo uprijeti prstom to je, što se hoće da uguši sloboda volje narodne i što se trpi policijsko nasilje. Zar je to slobodan narod, kada mjesto slobodne riječi caruje kundak i toljaga.*“ (Politika, Beograd 9./V. 1927.) Svetozar Pribičević naravno odobrava, što se kundak i toljaga upotrebljava proti radnom narodu, ali mu nije pravo, što u buržoaskom sloju dvorska kamarila bira opet još servilnije i reakcionarne ljude nego li su „nacionalni i kralju odani“ samostalni demokrati Pribičević, Demetrović et comp.

U tom užasnom idejnom kaosu i moralnom truležu koje čudo, da se svuda uza sav teror vlaste i policijskog aparata rapidno širi ideja „radničko-seljačkog“ bloka. On je našao zgodno polje među ljudima, kojima je dogorilo do nokata, među radnicima, seljacima i zanatlijama. Dodijala im Radićeva „evangjeoska čistoća i djevičanska ljubav“, kojom preza pred odlučnim činima, njegova jedva prigušena apatija prema radnicima i njegovo gadno i odurno metanisanje pred kraljevskom krunom i gjeneralskim čizmama. Na svim se linijama okupljaju ljudi rada-željni slobode i progressa odlučni, da stresu mlitavo i bolesno vodstvo i da ljudi njegove sredine preuzmu tešku dužnost političkog vođenja i odgajanja radnih masa. Konture su te politike jasne: *Mi Hrvati hoćemo republiku i federaciju — ali je hoćemo u zajednici sa ostalim balkanskim narodima!* S njima nas vežu iste boli i isti ideali, u zajednici s njima patimo — u zajednici ćemo s njima i pobijediti! Ta je pobjeda već na obzoru!

Zagreb, 10 svibnja 1927.

Drago Batošić

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ  
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## Η ΚΡΙΣΙΣ ΣΤΗΝ ΟΙΚΟΥΜΕΝΙΚΗΝ ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΝ

Ο Τσαλδάρης παραιτείται, — μένει ο Τσαλδάρης. Πότε διαμαρτύρεται το κόμμα των άκρων μοναρχικών από κοινού με τους μεταξικούς κατά της έλλειπτούς συγκαταβατικότητας της κυβερνήσεως στο ζήτημα της επαναφοράς των μοναρχικών αξιωματικών, τότε κατορθώνει ο Καφαντάρης, να ήσυχάσει τους μετριοπαθείς αντιβενιζελικούς και να διατηρήσει ακόμη μία φορά την σταθερότητα της κυβερνήσεως. Στο πρόσφυγικό ζήτημα εγεννήθηκε μία άποψη καινούργια κατά τούτο, ότι σιέφτονται τώρα περισσότερο παρά πρίν για μίαν άστική τους εγκατάσταση. Πρόκειται να εγκατασταθούν οι πρόσφυγες στα περίχωρα των πόλεων. Πώς και υπό ποίας συνθήκας, δεν είναι ακόμα γνωστό. Όλα τα κόμματα της κυβερνητικής πλειοψηφίας προσπαθούν να παρουσιάσουν προς τους πρόσφυγες ως σωτήρες των από την οικονομική τους δυσχέρεια, και ό πλέον τυφλός όπως καταλαβαίνει πως μία κυβέρνηση που όθει τους επαγγελματίες στην απόγνωση, δεν μπορεί να είναι προσωρισμένη να λύσει ένα τόσο δύσκολο ζήτημα, όπως είναι το πρόσφυγικό πρόβλημα, προς όφελος των πτωχοτάτων αυτών από όλους τους πτωχούς.

Εν τώ μεταξύ εξακολουθούν να ιδρύουν την περιφέρη Γερουσία, που δεν ξέρουν για την ώρα ακόμα πως να την χρησιμοποιήσουν. Ο Παπαναστασίος υπερασπίζει την άποψη της υπέρθεως μίας Γερουσίας και ένός εν Γερουσιαστών αποτελουμένου συμβουλίου πρό πάντων με το έπιχείρημα ότι τα σώματα ταύτα θα υπό κεινται δλιγώτερον στην επίδραση των μαζών. Ασφαλώς έχει δίκιο. Τα μοναρχικά κόμματα δεν έχουν να φοβηθούν τίποτα από ένα τέτοιο Σώμα, και αν ακόμα ο Τσαλδάρης ανταλλάξει τον ρόλο του ως "δημοκράτου μέχρι αναίρέσεως" με τον ρόλο του μοναρχικού πραξικοπηματία, δίχως άλλο δεν τον απειλεί κανείς κίνδυνος εν μέρους του δικαστηρίου αυτού, ακόμα και αν οι Βενιζελικοί διατηρήσουν την πλειοψηφία. Όλοι τους εξαίρονται σε αδελφικές διαβεβαιώσεις, και ένας άκραφνης Μοναρχικός, όπως είναι ο Τσιτσελής, ό οποίος έως τώρα ήταν έχθρος της Γερουσίας, δηλώνει ως εν προαιθήσει, ότι πάντως είναι καλλίτερο ή Γερουσία να έχει τη μορφή συμβουλίου, παρά να είναι υποχρεωμένοι οι ύπουργοί που παραβαίνουν το Σύνταγμα να παρουσιάζονται πρό ένός συνήθους δικαστηρίου ένόρκων, μεταξύ των δώδεκα μελών του οποίου θα μπορούσε να βρίσκονταν ίσως και κανένας Κομμουνιστής! Από τώρα λαμβάνουν προφυλάξεις από όλες τις μεριές. Οι οικουμνικοί ύπουργοί αισθάνονται έαυτους ως κατηγορημένους από τώρα, οι όποιοί είναι υποχρεωμένοι να "επικαλεσθούν έλάφρυντικούς όρους" μόνο έτσι μπορεί κανείς να εξηγήσει το ότι οι μόν αντιλαμβάνονται την Γερουσίαν ως ένα πατριωτικό αντικαταστάτη αντι του Στρατιωτικού δικαστηρίου, ένω οι άλλοι την αντιλαμβάνονται ως ένα δικαστήριο, που δεν θα κρίνει βασιζόμενον "μονάχα στο γράμμα του Νόμου". Οι μόν περιμένουν από τη Γερουσία αντικειμενικότητα, οι άλλοι, έλπίζουν να γίνει ένα ασφαλές κομματικό όργανο, αλλά όλοι μαζί τρομάζουν μπρός την λαϊκή δικαιοσύνη, ακόμα και υπό την πλέον μετριοπαθήτη μορφή, τη μορφή του τακτικού δικαστηρίου. αυτά είναι τα έλατήρια που τους έμπνέουν ένσχεσει με την συγκρότηση του Συντάγματος, του "Χάρτου των Λαϊκών δικαιωμάτων".

Εν τώ μεταξύ εξακολουθούν πάντοτε τα κυβερνητικά κόμματα κάποτε κάποτε να μένουν σύμφωνα όσον άφορά την οικονομική επιβάρυνση του λαού ή οικονομική τους πολιτική είναι μία καθαρή φορολογική πολιτική. Ανίδος στέκει το κοινοβούλιο μπρός στα οικονομικά ζήτήματα και εξαντλείται σε άφηρημένους συλλογισμούς περί των μορφών της κατανομής της εξουσίας. Εφ' όσον γίνονται πρακτικές προτάσεις, στρέφονται αυτές κατά του εργατικού κινήματος, και οι

προτάσεις, να ένδιωγθούν όλοι οι όπαδοί του εργατικού κινήματος από τις κρατικές ύπηρεσίες, από τα Πανεπιστήμια και από αυτά ακόμη τα σχολεία, ένθυμίζουνα τις πιο σκοτεινές ήμέρες του Παγκάλι-κού καθεστώτος. Η κυβέρνηση, δεν της περνά από το νου, εν σχέσει με την οικονομική πολιτική, ούτε καν να δοκιμάσει, μίαν επιβάρυνση των πλουσίων, να ζωογονήσει την Βιομηχανία παρέχοντας κρατικές πιστώσεις, και συγχρόνως να υποτάξει την οικονομική ζωή της χώρας κάτω από τον κρατικόν έλεγχο. Όλοι οι γνήσιοι φιλελεύθεροι απέχουν πολύ από του να θέλουν να "επέμβουν" κατ' αυτόν τον τρόπο, εξ άλλου και οι πιο αντιφιλελεύθεροι αντιβενιζελικοί φέρονται στο ζήτημα αυτό σαν γνήσιοι έμποροι του Μάντσεστερ. Πρόκειται να συναφθεί ένα δάνειο για τη βιομηχανία και εξακολουθούν οι προσπάθειες να προσελκυσθούν ξένα κεφάλαια στην χώρα για να αποτελειώσει κατ' αυτόν τον τρόπο ή ένχώρησι της ελληνικής βιομηχανίας, ή όποια άρχισε με την Σύμβαση Πάουερ αντ Τράζιον κατά τόσον εύέλπιδα τρόπον.

Η αύξηση των ένοικίων εξακολουθεί εν τώ μεταξύ τον δρόμο της. Στις 31 Αυγούστου 1929 καταργείται όριστικά το ένομοιστάσιο για τα καταστήματα και στις 31 Αυγούστου 1930 για τις κατοικίες. Η αύξηση των ένοικίων καθορίζεται για μόν τα καταστήματα εις το 16 πλάσιο για δε τις κατοικίες εις το 14 πλάσιο του ένοικίου του 1914. Για καταστήματα που επλήρωσαν Σεπτέμβριο 1914 150 δραχμές όρίζεται 13 πλάσιο ένοίκιο. Οι διατάξεις αυτές ισχύουν για την Αθήνα και τον Πειραιά. Χειροτέγες και επαγγελματίες συνέρχονται εν νέου σε πολεμικά συμβούλια και στη Βουλή γίνονται έπερωτήσεις. Έχει ακόμη ή καταρρέουσα, έσωτερικώς ασύμμενη, οικουμνική κυβέρνηση την δύναμη να έξασκει την έξουσίαν έναντίον της θελήσεως των μαζών των μικροαστών, των εργατών και των υπαλλήλων; Είναι τα καπιταλιστικά συμφέροντα των Ίδιοκτητών ένας τόσο ισχυρός δεσμός, ώστε να συνδέουν άχώριστα Μοναρχικούς και Δημοκράτες, Μεγαλοκαπιταλιστές και μικροεμπόρους; Οι έξωπολιτικές σχέσεις δύνονται διαρκώς. Η Αλβανική κρίση συμπάρευσε και την Ελλάδα: οι εύέλπιδες αξιωματικοί του Ζώγου σπουδάζουν στην ελληνική Στρατιωτική Σχολή, Έλληνες ένπαιδευται χρησιμοποιούνται για την ένπαιδευση της αλβανικής χωροφυλακής, για να συγκαλυφθεί κατ' αυτόν τον τρόπο ή παρουσία Ιταλών ένπαιδευτών. Μολαταύτα ό Μιχαλακόπουλος έλαμε την δήλωση ότι είναι υπέρ της Άνεξαρτησίας της Αλβανίας και υπέρ του συνθήματος "ή Βαλκανική για τα Βαλκανικά κράτη". Όσο και να έχουν παίξει ρόλο, σ' αυτή τη δήλωση γαλλικές και γιουγκοσλάβικες έπιρροές, εν πάσει περιπτώσει είναι ευχάριστο, ότι άνεξαρτήτως από το πια είναι τα έλατήρια, ή ελληνική έξωτερική πολιτική δηλώνεται φανερά κατά των κρούσεων του Ιταλικού Ιμπεριαλισμού εν σχέσει με υποθέσεις ένδοβαλκανικές. "Η Βαλκανική για τα Βαλκανικά κράτη" το αξίωμα του Μονρδε μεταφράσθηκε έπι τέλους στην βαλκανική γλώσσα. Δεν είναι ακόμα το σωστό Σύνθημα αυτό που έρχηθηκε, διότι δεν δίδεται στους βαλκανικούς λαούς, δεν δίδεται στις εργαζόμενες μάζες το δικαίωμα αυτό να ρυθμίζουν μόνα τους τις υποθέσεις τους — το σύνθημα αυτό παραδίδει το δικαίωμα της αυτοδιαθέσεως στις κυρίαρχες τάξεις των βαλκανικών χωρών, στις άρπακτικές κλίκες, στους Ιμπεριαλιστικά προσανατολισμένους λακέδες. Η Βαλκανική είναι σήμερα το έδαφος όπου άλληλοπολεμούνται αντίζηλες Ιμπεριαλιστικές όμάδες ή δε δήλωσις του Μιχαλακόπουλου ασφαλώς δεν προκύπτει από αίσθημα ελληνικής συνηθείσεως ή από αίσθημα διαβαλκανικού φρονήματος. Εν τούτοις ή δήλωσις αυτή έναντίον των Ιταλικών πολεμοχαρών βλέψεων, έναντίον της πότε ειρηνικής πότε πολεμικής διεισδύσεως της Βαλκανικής εν μέρους της φασιστικής βίας και του άγγλικού της προστάτου, αποτελεί μίαν πρόοδο — τοσούτο μάλλον καθ' όσον ύφίστανται και μέσα σε αυτήν την οικου-

μενική κυβέρνηση ἀγγλο-ιταλικῆς ἐπιτροπῆς. Το σωστό σύνθημα „Η βαλκανική στους βαλκανικούς λαούς“ δὲν μπορεῖ νὰ υἱθετηθεῖ ἢ οἰκουμένη κυβερνήση, διότι ἡ ἴδια εἶναι τόσο ξένη πρὸς τὸν λαό, ὅσο ξένες εἶναι καὶ οἱ ἄλλες βαλκανικῆς κυβερνήσεις πρὸς τοὺς λαοὺς των· καὶ στηρίζει τις ἐλπίδες της ἔχι, στὴν ιδέα τῆς

συναδελφώσεως τῶν ἐργαζομένων μαζῶν τῆς Βαλκανικῆς, παρὰ στὴν συνέχιση μιᾶς ἀναξιοπρεποῦς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς στὴν ὑπηρεσία τῆς ἰμπεριαλισμῶν — ὅσο καὶ ἂν κάμνει τις πιδ συμπαιθεῖς δηλώσεις.

Μελίγκος

# FEDERATIJA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## Chestiunea agrară și țărănească în România

### V. Rămășițele feudale

Am arătat în articolele precedente, ce a fost în realitate „reforma“ agrară a oligarhiei, care făgăduia să desființeze marea proprietate și să facă din fiecare țăran un proprietar independent. Reforma agrară a lăsat de fapt pedeoparte marea proprietate în destulă întindere, pentru ca să constituie încă un factor preponderent în agricultura românească, iar pedealtăparte reforma a lăsat milioanele de țărani sau cu totul în afară de împroprietărire (circa un milion și un sfert de țărani) sau i-a împroprietărit cu petece de pământ infime, insuficiente, de proastă calitate și prost situate.

Dacă reforma agrară a creat noi proprietari „independenți“ aceștia sunt o pătură subțire de chiaburi, recrutați dintre favoriții regimului (ofițeri, cărciumari, agronomi, popi, etc.), cari au căpătat, prin falsificarea sau ocolirea legii agrare, întinderi suficiente de pământ bun și cari se îmbogățesc acum, cu ajutorul puterii statului, pe spinarea masei țărănești.

Dar nu numai în ce privește repartitia proprietății pământului reforma agrară nu a schimbat în chip esențial, fundamental situația milioanele de țărani. Reforma agrară a lăsat încă și în domeniul raporturilor de muncă și de producție agrare numeroase resturi iobage în picioare.

Petecile de pământ căpătate de țărani, acolo unde le-au căpătat, prin împroprietărire sunt în realitate *inalienabile*. Legea le declară ca atare pentru timp de 5 ani dela intrarea lor în proprietatea definitivă a țăranului. Ori, cum am văzut, din cele 3 milioane hectare distribuite, deabia  $\frac{3}{4}$  de milion sunt cadastrate, deci intrate în proprietate definitivă a împroprietărilor, ceea ce este astfel cadastrat fiind de fapt pământul aflat în mâna favoriților regimului sau a agenților marilor proprietari, și nu în mâna țăranilor. Aceștia nu sunt încă proprietari *definitivi* și nu vor fi încă multă vreme, adică până nu vor fi achitat prețul pământului căpătat, în cele mai multe cazuri în termen de 20 de ani. Și încă 5 ani după aceasta țărani, deci, nu vor putea dispune de petecul lor de pământ în chip liber, nu-l vor putea vinde pentru a se așeza apoi în altă parte a țării, unde ar găsi condițiuni convenabile de trai și de muncă. Ce însumă însă inalienabilitatea pământului? Asta însumă că țăranii sunt lipiți de petecul lor de pământ, legați de satul lor, de moșia învecinată a marelui proprietar. Cum pedealtăparte țărani, cum am văzut, au căpătat pământ puțin (între o jumătate de ha. și trei ha. în mijlociu), insuficient ca să dea de muncă și de hrană unei familii țărănești, ei sunt siliți să caute de lucru și în afară de petecul lor. Lipiți însă prin alienabilitatea acestuia de sat, neputându-l părăsi pentru că nu pot vinde petecul lor de pământ, țărani sunt siliți să caute de muncă numai acolo unde pot găsi: la moșier sau la chiaburul satului. Ei sunt siliți adică să accepte condițiunile de muncă, pe care moșierul sau chiaburul li le impun.

În asemenea situație este ușor de închipuit ce fel sunt aceste condițiuni de muncă ale țăranului român, chiar după reforma agrară. Raportul de muncă poartă deaceia în agricultura României rămășițe considerabile de feudalism. Contractul dintre țăran și marele proprietar nu este făcut în realitate pe bază bănească, modernă, ci în muncă, adică pe bază feudală. Pentru un hectar de pământ căpătat de țăran în arendă — „în muncă“ —, acesta plătește nu o sumă fixă în bani, rămânând proprietar deplin pe produsul hectarului arendat, ci se obligă să muncească marelui proprietar o întindere egală sau îndoită de pământ, sau se obligă să predea proprietarului jumătate sau mai mult din recolta produsă pe acel hectar cu sămânța, munca și inventarul țăranului. În plus, țăranul se mai obligă să îndeplinească un șir de servicii *în natură*: atâtea zile de cărașie sau căratul unei anumite cantități de cereale sau lemne la un anumit loc, indiferent de zilele necesare pentru asta după

anotimp și vreme; predarea unor cantități de produse agricole, ca ouă, păsări, lână, etc. (Un asemenea contract din jud. Dolj a fost reprodus ca exemplu în anul 1925 de *Țărănismul*.)

Ceeace este caracteristic și dovedește cu elocvență perzistența și după reforma agrară a rămășițelor iobăgiste în raporturile agrare din România, sunt și faptele următoare:

Însuși statul lucrează sau arendează pământurile și pădurile sale la țărani pe baza unor raporturi feudale. Iată de-o pildă ce conține dispoziția dată la 30 Martie 1924 sub No. 16.637 de către Casa Pădurilor din Ministerul de Agricultură: a) Pentru vânzarea de produse lemnoase principale, accesorii, secundare, cu o valoare de peste 1000 lei, *se impune obligațiunea de a presta un număr de 5 până la 15 zile de lucru*; b) Pentru arendări de locuri de cultură și fânețe să se oblige la facerea a *2 până la 10 zile de muncă la hectar*; c) Pentru învoială la pășune se va obliga a se da câte o zi de lucru pentru 1 până la 10 vite mari sau pentru 5 până la 50 de oi pe lună, atunci când învoielile se fac pe cel mult trei luni de zile.

Alt fapt: deabia acum se pregătește o lege, prin care *prestația în natură* (zilele de clacă pentru întreținerea și repararea drumurilor și șoselelor) se va desființa (oare!) dela 1 Ianuarie 1928. Dar tot acest proiect de lege prevede că „pentru comunele rurale și pentru drumurile care le străbat“ se va mai păstra „numai“ două zile de prestație în natură (*Argus* din 9/IV 1927). Prestația în natură, „această supraviețuire a unui vechiu regim economic“, cum o numește însuși acest ziar al marilor proprietari, se suprimă așadar ca'n comedia lui Carageale, căci rămâne în vigoare „pentru comunele rurale“, adică pentru țărănimie.

În afara însă de prestația în natură așezată prin lege, există o sumă de alte munci silite impuse țăranului în afară, pedeeasupra sau împotriva legilor. Clădirile de școală la țară sunt ridicate prin prestarea silită a muncilor de către țărani (cărutul lemnăriei, al cărămizilor, al altor materiale). Deasemenea țărani execută și alte servicii pentru autorități sau pentru funcționarii statului prin muncă silită. În *Lupta* din 10/VIII 1926 un avocat din Cadrilater, d. Meghea, se plânge în numele populației turce de-acolo, că „în afară de angarale și banditisme, mai sunt și alte motive“ de care suferă această populație. Angarale astăzi în Cadrilater, unde ele dispărușeră, odată cu celelalte resturi feudale, încă sub stăpânirea bulgară!... Nu dovedește aceasta, ca și alte fapte, că oligarhia, nu numai că caută să păstreze rămășițele iobăgiste în Vechiul-Regat, dar tind să le întindă și în celelalte ținuturi, unde ele fuseseră suprimate?

Și încă un fapt: în fiecare vară zeci și zeci de mii de soldați sunt transportați în zdrențe pe moștile marilor proprietari, unde, sub comandă militară, fără nici-o plată, muncesc ca robii. Statul încasează pentru fiecare soldat o sumă derizorie. Nu este aceasta un element feudal — sclavagist chiar — în economia României „moderne“!

Și domnul consul român Rommenhoeller, care vrea să acrediteze în străinătate, prin cartea sa publicată în franțuzește și nemtește, că regimul agrar al României este, după reforma agrară îndeplinită, un regim modern!...

Nu! Descotorosirea regimului agrar al României de rămășițele sale iobăgiste este un proces, ce stă încă înaintea noastră. Fără îndoială că reforma agrară a făcut și mai necesară această curățire, ea a înăsprit contrazicerile lăuntrice ale regimului agrare și, printr-asta, a făcut înlăturarea rămășițelor feudale și mai necesară. În acest senz se poate spune fără nici-o șovăială, că reforma agrară este un pas spre modernizarea regimului agrar al României, este un pas înainte în revoluția burgheză a ei. Dar această „reformă“ este departe de a constitui ea singură revoluția burgheză desăvârșită, cum afirmă greșit câteodată chiar și adversarii ai oligarhiei, ca țărăniștii și social-democrații.

Desăvârșirea acestei revoluții este o sarcină ce rămâne s'o rezolve, s'o împlinescă *muncitorimea și țărănimia din România* deacuma înainte. Despre aceasta vom vorbi în viitorul articol, cu care vom și încheia studiul nostru.

I. Mateescu

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА  
ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Влада ће озбиљно и безобзирно иступити против сваке племенске и социјалне демагогије

### Програматска изјава председника владе С. Х. С. В. Вукићевића

Прошли број «Б. Ф.» изнео је карактеристичку нове владе радикала и демократске заједнице. Нова влада носи још изразитије обележје дворско-милитаристичке владе него што су га носиле свих досадашњих шест влада фамозног дворског радикала Николе Узуновића. Сасвим логично, јер она представља највишу тачку курса Узуновић, који је, заведен од двора и милитариста пре годину дана, имао да и под промењеним привредним приликама, у знаку оштре привредне кризе и уз то јачег буђења незадовољства широких радних маса, очува режим великосрпске политике и, даље спроводи интересе крупне српске буржоазије и њених савезника југословенских банкара, индустријалаца и велепоседника. Двор и војничка клика искористили су политичку ситуацију у земљи да постану они директни носиоци великосрпске политике и главни политички фактор у земљи, бацајући у запећак парламенат и припремајући у zgodном моменту своју отворену диктатуру.

Колико је мало стало новој влади до парламента, најбоље се види по томе што се влада није трудила ни да се представи парламенту, ни да тражи од њега поверење, ни да њему изложи свој програм. Такав почетак живота нове владе, и без владине декларације, даје доста основа да се тачно погоди какав ће став нова влада заузети према потчињеним нацијама у Југославији и националним мањинама. Тај став извире из састава владе, из досадашње политике курса Узуновић, чији је само поопштени наставак влада Вукићевића: став великосрпског империјализма наслоњеног на бајонете оружане силе државе.

И када је председник владе Вукићевић проговорио пред дописником загребачких «Новости», и дао програматски изјаву владе, морао је разбити све илузије и најнаивнијих о некој промени политичког курса у земљи и «завођењу реда и законитости» — како то владини кругови ових дана често говоре. Председник владе је јасно и отворено рекао: «да ће влада озбиљно и безобзирно иступити против сваке племенске и социјалне демагогије.» И да се не би буржоаска опозиција уљушкивала надом на какву парламентарну опозицију да онемогући рад владе, председник је завршио своју изјаву овим такође врло значајним речима за разумевање правог карактера садашње владе: «... влада ће извршити до краја задаћу коју је узела на себе, без обзира на држање опозиције и на тешкоће што их она може да чини у намјери да спречи или отежа овај владин рад.»

Ове изјаве су сасвим јасне и њима не треба опширног коментара за разумевање. Коментар треба тражити у фактима. Влада је састављена из две српске партије. Поговара се да у њу могу ући и Хрвати и Словенци, али само чланови ових двеју српских партија, то јест они који су одбацили сваку националну, племенску, «сепаратистичку» или федералистичку идеју, и који имају да активно помогну безобзирно иступајући против свих племенских и националних покрета — својих рођених нација као и туђих. Великосрпски карактер владе јасно је наглашен у њеном саставу и у њеним првим изјавама и корацима.

Шта ће значити безобзирно иступање, против сваке племенске демагогије? Значиће још веће поопштравање мера притиска против свих покрета угњетањих нација. Значиће повећа-

вање убиства македонског становништва под изговором да су комитски јатаци, а са циљем да се не усуде ни у свом дому називати се «Македонцима».

Значиће бацање у затвор и осуде на робију нових стотина и хиљаде македонског становништва ради антидржавне акције ако се само усуде само критиковати лоповлук и зверске прогоне полиције у Македоније. Значиће поновно расељавање «непослушних» Црногараца приликом нових избора. А проширење «Обзанае» на све непоходне области јесте питање недеља кад се тиче сузбијања «племенске демагогије»...

Под «социјалном демагогијом», по схватању режима великосрпских капиталиста и југословенских велепоседника, спада свака борба сиромашног сељаштва за земљу. Режим «реда и законитости» објављује да ће бајонетима чувати свето право својине велепоседника и завршити са питањем аграрне реформе, сузбијајући нарочито «демагоге» који траже једну тако богоухилу ствар: земљу без оштете велепоседницима и са бесплатним инвентаром. Режим ће се окомити нарочито против радништва које тражи помоћ и беспослици и наднице довољне за живот а не воде довољно рачуна о «патриотским» интересима индустријалаца да подигну «националну» индустрију помоћу енглеског и америчког капитала и уз снижавање надница и продавање радног времена учине је способном за конкуренцију.

Погледајмо у органе трговачких и индустријских кругова, читајмо шта они пишу о новој влади и са каквом похвалом говоре о њеној тежњи да влада без парламента и заводи оштре мере наротно против радника и сиромашног сељаштва — за подизање привреде и завођења штедње. На улици је већ избачено 6.500 железничарских радника уз 300.000 стално беспослених. Пијаце свих вароши у Југославији препуне су осиромашелих сељака који траже рада... Њима ће се придружити десетине хиљада ситних чиновника чије се отпуштање већ врши. И ко се год усуди да те људе избачене на улицу из привреде покрене да траже земље, хлеба и зараде, погодиће безобзирна песница режима као социјалне демагоге...

За нас је од важности да утврдимо откуд је режим могао добити оволику кураж да безобзирно иступи против свих националних покрета, да припрема отворену диктатуру поглавито у циљу њиховог потпуног угушавања. Јасно је откуд је то режим могао учинити. Вође националних покрета — и Радић, и Коршоћ, и Спахо, и вође Немаца и Мађара у Војводини — издали су основне интересе својих нација, ступале у коперацију са великосрпским режимом, благосиљале стање створено Видовданским уставом, гласале најреакционарније законе против својих народа, давале неограничену власт власт па чак и права законодавне власти једном режиму који је директно био уперен против свих несрпских нација, певале химне војсци која је претворена у оруђе дворско-милитаристичке клике, изгласавале милијарде војног буџета за неколико минута...

По среди је издаја капиталиста у вођствима националних покрета који су за чанак граха продали своје нације великосрпском империјализму. На ту издају ми обраћамо пажњу свим потчињеним нацијама у Југославији и довикујемо им: режим неће моћи спровести своје циљеве, и поред издаје капиталиста угњетелих нација, ако масе потчињених нације прихвате борбу против режима, безобзирну борбу и безобзиран отпор против крваве и безобзирне реакције која понова почиње јачати у знаку великосрпске диктатуре, под вођством дворско-милитаристичких кругова чију фирму носе радикал Вукићевић и демократ Маринковић.

Н.



دکيشد یردکجه ملیتیرینی ده دکیشد یرمشدر.  
سلاو روم اولمش، رومن بلغار اولمش، آرنائوڈ، بلغار ترک اولمش  
الخ ...  
آرتق بو قدر آچیق اولان بو مسئلهی بز اکلايه مدق، آرایا پاپاس  
کیردی، خوجه کیردی، انکلیر کیردی و باشقه لری کیردی، بر یریمزک  
قانه کیردی، ملیونلرجه انسان، ملیونلرجه ثروت محو اولدی کیتدی.  
شار.  
(مابعدی وارن)

بو بر اسکی قطعه در که علكساندری طوغورمشدر . بتون تاریخی  
استیلارک، حاکیتلرک بو قطعه ده بر اثرلری قالمشدر.  
تا پلازغاردن طوتکز ترکره قدر بو اوزون عصرلر ده بو قطعه رومن،  
سلاو، بلغار، آرنائوده بشیک اولمشدر. بو بشیکه بعضیلری ده  
اسکیدن گلش بعضیلریده ده صوکره گلش بورالرده قولونلر تشکیل  
آبتشدر، دال بوداق براقشدر، کاه قنولیک، کاه اورتودوقس کاه  
مسلمان اولارق ناورهل کونش دیتیرینی دکیشد یرمشدر، هر دین

# بالتقان فدراسیونی

هر اون بش كونده انتشار ایدر

بالتقان اقلیتلرینك ومظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر

بالعموم بالتقان لسانلرنده یازیلقمده در

## ماكدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن

### فلاکتلرمزه چاره آرایالم

(اون اوچونجی مکتوب)

سلامتی، بودبخت بالقانده یانان وولقانك سونسی: اولای بوراده یاشایان و بربرینه اخلاقیه، قانیه، عادائیه پك چوق بکزه یین بو بالتقان ملتلرینك بربرینه قارشى قارداشلق اعلان ایتلری لازمدر. بونی بالتقانی نه بی اکلاملی، بونی یاپارسه او آنده دشمنلری قهر اولاجقدر. مثلك یوزلری کوله جك، اووه لریمز، نارالریز معهور اولاجق، مزارلریز آزالاجق، اولرده بشیکلریز چوغالاجق... ایشته اك برنجی علاج بو: کوچ برشی میدر؟ هر وقت دیدیکم کبی بز بو طار بالقانده او قدر بر بریمزه قارشیمشز که بو کونکی کونده فن بزم قفارمزه ده، سیمالرمزه ده بیوک فرقلر کورمیور. قانلریز او قدر قارشیمش، بر اراده بر ابرجه او قدر چوق عصرلر یاشامیشز که اخلاقاً، مورالحان ده بر بریمزه پك چوق بکزه رز. هایدی بر آز شووهن اولالم ده بودیدکرمی تصدیق ایتیهلم. بزم ماكدونیا یوردینی کیم آیره بیلیر؟ بو یوردك هر طرفده بلغار، صرب، آرنآود، روم، ترك عصرلره یرلشمشدر. آریجه بر بلغار منطقه سی، بر صرب زونی، بر روم یوردی، بر آرنآود حدودی آیرمق ممکن دکدر. ذاتا ماكدونیا ده، بو کوزهل قطعه ده هیچ بر وقت منفرد بر ملت، بر عرق یاشامشدر، ماكدونیا دینلیدیکی وقت بو کله ده بلغار، روم، صرب معناسی مندج دکدر، بلغار، روم، صرب اولکله سی دیمک دکدر، ماكدونیا بر عرب صاچیدر. بلغار، صرب، روم، اولاح، آرنآود، ترك، یهودی ملتلری طرفدن عصرلر دنبری اسکان ایدلمش بر قطعه در. عینی نسلدن، عینی دیندن اولیان و برلسان سویله مین انسانلر طرفدن اسکان ایدلمش بر قطعه در، ماكدونیا دیمک خلیظه دیمکدر. دیدیکم کبی عرب صاچی دیمکدر.

ماكدونیا قارداش!

سکا شمدی یه قدر یازدیقم مکتوبلرمله درد لریمزی صایدیم. بزم قدر قره بختلی کیمسه یوقدر، کچیردیکمز قره قانلی کونلری، آیلری، سنه لری کوزیکزك اوئنه کتیردم، بزه بو قاتلکی یاپانلری ده کوستردم، دوست کبی ایچمه ز کیروب گاه پاراسیله گاه توفکیله، طویله بزی بر بریمزه دوشورن قودامانلرک انترقیه لرینی سزه برر برر ملت دلیله دوبرو دوبرو اکلتمغه چالیشدم، بز کوچك ملتله هپ قارداشز، بزی یوتمغه، قانمزی ایچمکه آیشمش، دریمزی یوزدرک ذوق وصفایمیش اولان بو آوروپا وجدانسزلرینه قارشى بز هپ برلکده قارداشیمیزی اعلان ایدیهلم، ایدلمده آرتق حیوان سوروسی کبی بوغاز لانیهلم، بر بریمزی طانیهلم، نه بلغار نه روم نه صرب نه ترك نه آرنآود اولماز بزم ایچون فلاکت طوغوراماز، فلاکت شمدی یه قدر آلدانیدیغمز کبی بو حسلر آرقه سنده بر بریمزك قاننه صوصامقده در، اجنبی انترقیه لرینه هر برلریز بر بریمزك قاننه قیدق، مملکتیمزی قانه، دو مانه، آتسه صاردق، او انترقیه جی آوروپا پلانلرینی یایدی آره مزه صوقولدی، بر بریمزك علیهنه ایتهدك افتراق، فسادلر بر اقدی. الی سنه دنبری بالقانده وولقانلر اچدیلم، طاغلری، طاشلری قانه بویادیلم. بو فلاکتلرک هر برلرینی سزه مکتوبلرمله اکلتمشدم، شمدی آرتق ایشك ایچ یوزی اکلتمشدر ظن ایدهرم، صره سی کلدکجه دشمنلریمزك یگی یگی انترقیه لرندن دخی یازاجقم. فقط شمدی بز بالتقان خلقنك، ماكدونیا ملتلرینك نه صورتله قورتولما لری ممکندر؟ اونى اکلتمق ایسترم، هر شیدن اول بونی ینه تکرار تکرار سویلیه جکم. بالتقانك، ماكدونیا نك

Adresse du journal  
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

### SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,  
5 et 60 cents pour tous pays restants

#### Texte français (1321—1331)

Une importante Déclaration des leaders albanais  
Paul Louis: L'Angleterre et les Balkans  
G. D. Razlozhki: Les nouvelles élections législatives en Bulgarie  
G. Kazanovskii: La bestialité du régime de la dictature militaire fasciste en Bulgarie  
Douchan A. Dretzoun: Le subterfuge de la Grande Assemblée Nationale de Podgoritzia  
I. Mateescu: La question agraire et paysanne en Roumanie — V.  
Ika: La presse yougoslave et la reconnaissance de l'Union Soviétique  
La réaction dans les Balkans: Faits et événements

#### Texte allemand (1332—1333)

N.: „Die Regierung wird ernst und rücksichtslos gegen jede Stammes- und soziale Demagogie vorgehen...“ (aus der Programmklärung des neuen jugoslawischen Ministerpräsidenten)  
Melingos: Der Segen des Königs in Griechenland

#### Texte albanais (1334—1336)

Nji deklaratë me randesi e kryetarëve shqiptarë

#### Texte bulgare (1336—1339)

Г. Д. Разложки: Законодателните избори в България  
Ж. Жаров: Тракийския въпрос и нашите задачи  
П. Карски: Тодор Паница. По случай две години от смъртта му

#### Texte croate (1340)

Drago Batosić: Na pomolu novih dogadjaja i novih ljudi

#### Texte grec (1341—1342)

Μελιγκός: Η κρίσις στην οικουμενικήν Κυβέρνησιν.

#### Texte roumain (1342)

I. Mateescu: Chestiunea agrară și țărănească în România — V.

#### Texte serbe (1343)

H.: Влада ће озбиљно и безобзирно иступити против сваке племенске и социјалне демагогије

#### Texte turc (1343—1344)

شار: ماكدونیا خاطراتی مظالم صحنه لرندن — اون اوچونجی مکتوب